

CAHIERS DU COMITÉ ASIE-PACIFIQUE

24^E ÉDITION

LA GUERRE HORS LIMITES

Par le Comité Asie Pacifique

Ce texte n'engage que la responsabilité des auteurs. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.



AVANT-PROPOS

Les Jeunes IHEDN

Depuis 1996, l'association des Jeunes IHEDN encourage l'engagement des étudiants et des jeunes professionnels autour des questions de défense et de sécurité. Dans un monde marqué par le bouleversement des équilibres géopolitiques, l'appréhension des défis globaux par les jeunes générations paraît indispensable afin d'imaginer des solutions pertinentes pour l'avenir. C'est pourquoi, forte de plus de 3 200 membres, l'association entend stimuler le débat sur des thématiques aussi variées que l'économie, la culture, l'industrie, ou l'environnement. Elle offre également à ses adhérents la possibilité d'échanger avec des chercheurs universitaires et des professionnels du monde de la défense.

Le Comité Asie-Pacifique

Créé par des membres attachés à la compréhension des enjeux internationaux en Asie, ce comité d'études a vu le jour en 2011 avant d'être élargi à l'espace océanique, devenant ainsi le Comité Asie Pacifique en 2023. L'attention croissante portée à cette zone de plus en plus exposée à la conflictualité ne saurait effacer les dynamiques historiques qui traversent des sociétés anciennes, marquées avant tout par la diversité de leurs modèles politiques, économiques et sociaux. Ce comité a donc pour vocation de mieux comprendre les évolutions régionales à travers la réflexion collective.

Marine VILEO | Chargée publications du Comité Asie-Pacifique 2025 - 2026

Donatien GÉRY | Membre auprès de la chargée publication

Chloé BOUD | Membre auprès de la chargée publication

Julie QUAIREL | Membre auprès de la chargée publication

PRÉFACE

L'Indopacifique face à la multiplication des crises

Venezuela, Groenland, Iran, ce début d'année 2026 a été particulièrement dense en termes d'actualités géopolitiques, qui ont acté l'accélération de l'altération de l'ordre international établi depuis 1945 et la remise en cause du droit international. Par ailleurs, des conflits anciens entre l'Inde et le Pakistan ou la Thaïlande et le Cambodge ont connu des recrudescences de tensions. S'il est encore prématuré pour tirer les enseignements de la guerre en Iran, ces dynamiques ont souligné la forte interdépendance entre l'Europe et l'Indopacifique, sur les plans économique, énergétique mais aussi sécuritaire du fait du développement croissant de manœuvres hybrides émanant de puissances désireuses d'étendre leurs sphères d'influence. Face à la recomposition géopolitique qui semble se dessiner, la France dispose d'une position singulière, seule nation européenne riveraine de l'Indopacifique, puissance nucléaire et membre permanent du conseil de sécurité, et se doit de demeurer une puissance d'initiatives face à ces crises, en proposant des coalitions ad-hoc d'États volontaires pour unir leurs efforts afin d'œuvrer à leur résolution. C'est tout le sens des initiatives franco-britanniques de Coalition des Volontaires en Ukraine ou de Mission Ormuz pour le rétablissement de la liberté de navigation.

Depuis 2022, les guerres en Ukraine, à Gaza et, aujourd'hui, en Iran ont eu des répercussions importantes dans différents domaines qui ont touché à des degrés variables tous les États de la zone Indopacifique. Sur le plan militaire, cette interconnexion des théâtres s'est manifestée par le soutien capacitaire mais aussi humain apporté par la Corée du Nord via la production de munitions et l'envoi de dizaines de milliers de soldats pour combattre aux côtés des troupes russes. Sur

le plan industriel, les transferts par plusieurs pays dont la Chine et l'Iran de biens à double usage indispensables à la production d'équipements militaires en sont une autre illustration. Sur le plan économique, la fermeture du détroit d'Ormuz a eu de sévères répercussions énergétiques et économiques dans les pays d'Asie, du fait de leur forte dépendance aux énergies fossiles en provenance des pays du golfe arabo-persique. De nombreux États ont ainsi été contraints de se tourner vers la Russie pour s'approvisionner en pétrole ou en gaz, ce qui a contribué à développer l'activité des flottes fantômes mises en place par la Russie, l'Iran et la Chine pour contourner les sanctions qui leur étaient imposées.

Ces conflits ont souligné l'importance stratégique mais aussi les vulnérabilités des voies de communication aériennes, maritimes mais aussi digitales qui interconnectent l'Europe et l'Asie, nouveau barycentre de l'économie et de la croissance mondiale. Les différents incidents survenus sur les pipelines et câbles sous-marins en mer Baltique, faisant écho à d'autres incidents moins médiatisés qui surviennent régulièrement en Asie, ont suscité une prise de conscience de la nécessité de protéger ces infrastructures critiques des menaces physiques, numériques ou hybrides, qui relie désormais les cinq continents dans nos sociétés mondialisées.

Si « l'art de la guerre a toujours été mouvant » (André Beaufre), la conduite des interventions militaires a été marquée par de profonds changements, survenus dans un temps très court. Depuis maintenant plus de quatre ans, les modalités de la guerre en Ukraine ont profondément évolué, soulignant la nécessité pour les armées modernes de disposer d'équipements décisifs en nombre suffisant mais aussi de capacités d'innovation et d'agilité pour s'adapter en permanence dans des délais très courts aux évolutions du combat et d'un champ de bataille sans limite. À ce titre, l'exemple ukrainien en termes de résilience de la société mais aussi de construction et d'emploi de drones et de lutte anti-drones, est étudié de près par

de nombreux acteurs au Proche et Moyen-Orient comme en Asie-Pacifique. De l'intervention chirurgicale des forces spéciales américaines au Venezuela début janvier pour extraire Nicolas Maduro aux campagnes aériennes américano-israéliennes de juin 2025 et mars 2026, d'autres enseignements sur les opérations militaires surviendront notamment en termes de capacité à durer mais aussi d'outils industriels pour produire des armements et pièces de rechanges à un rythme adapté à l'intensité du conflit dans un contexte où les chaînes logistiques sont également en tension...sans pour autant avoir véritablement basculé dans une économie de guerre.

Pour autant, le principal facteur géopolitique de la zone Indopacifique demeure la rivalité sino-américaine, idéologique, politique, militaire mais également économique dans des domaines structurants et stratégiques (énergies, puces électroniques, minerais critiques, droits de douanes...), même si différentes initiatives visant à réduire les interdépendances économiques de part et d'autre ont été lancées afin de limiter l'efficacité de ce levier de contrainte. Mais l'interface entre les deux leaders n'est pas aisée car renverser les pièces de l'échiquier ne fait pas de vous un joueur de Go, tandis que Donald Trump est un adepte de *deals* et de *quickwins*, Xi Jinping déploie son ambitieux programme pour assoir le retour au premier plan de la Chine à l'horizon 2049.

Sur le plan militaire, cela se traduit par disposer d'une armée de classe mondiale d'ici 2049, capable de remporter un affrontement contre les forces américaines. Comme le disait Carl Von Clausewitz « *la guerre est une simple continuation de la politique par d'autres moyens* », chaque camp cherche à s'assurer de disposer des ressources nécessaires et de la crédibilité suffisante pour dissuader l'autre d'envisager l'option militaire en démontrant qu'il dispose d'avantages décisifs en cas de confrontation directe. Les guerres en Ukraine comme en Iran ont ainsi été disséquées à Pékin comme à Washington au prisme des conséquences sur le

rapport de forces entre les deux camps. Face au développement capacitaire extraordinaire des capacités militaires de l'Armée Populaire de Libération (APL), le département à la Guerre américain est loin d'être inactif et multiplie les partenariats industriels avec les pays affinitaires de l'Indopacifique afin de démontrer qu'il est en mesure d'enrayer son déficit d'avantage comparatif vis-à-vis de la montée en puissance chinoise, plus particulièrement dans le domaine des innovations technologiques. De son côté, si Pékin avait multiplié depuis 2023 les démonstrations de forces autour de Taiwan, l'APL n'a pas souhaité exploiter à son avantage la situation au Proche et Moyen-Orient. Si elle en a probablement tiré tous les enseignements tactiques et techniques, elle a aussi intégré les conséquences économiques du blocage du détroit d'Ormuz. De plus, Pékin a initié des purges massives au niveau de la haute hiérarchie militaire, tout particulièrement au sein de la commission militaire centrale, qui fragilisent l'institution, reprise en contrôle serré par Xi Jinping en personne. Face à l'incertitude et l'imprévisibilité assumée de Donald Trump, la future structure de commandement de l'APL constituera un élément clé en cas de résurgence de tensions dans l'emploi du levier des opérations militaires.

Dans le contexte d'un ordre international en recomposition, la Chine et la Russie s'activent sur les plans diplomatiques et économiques en direction des pays des « Suds », au travers de multiples initiatives comme celles de l'organisation de coopération de Shanghai (OCS) ou encore des BRICS+. L'émergence de différentes sphères d'influence, entretenues par de puissants outils numériques et d'importants leviers économiques et financiers, apparaît malheureusement comme une hypothèse de plus en plus crédible. Les manipulations de l'information se sont intensifiées et constituent désormais un risque majeur pour la stabilité des États, au regard de leur impact sur les échéances électorales. Tandis que la situation géopolitique et économique est actuellement marquée par l'incertitude et l'imprévisibilité des décisions de Donald Trump, les pays de

l'Indopacifique, adeptes du *hedging* ou multi-alignement, souhaitent davantage diversifier leurs partenariats en se tournant vers des partenaires plus constants et moins intrusifs. À cet égard, l'offre de la France marquée par notre souci constant d'autonomie stratégique est sollicitée par de nombreux États souhaitant développer leur relation bilatérale, tout particulièrement dans le domaine de la défense où la Base Industrielle et Technologique de Défense constitue un modèle très envié. Dans le domaine des manipulations de l'information, la création d'entités comme VIGINUM ou *French Response* est ainsi aujourd'hui étudiée de près par de nombreux partenaires de l'Indopacifique.

Après une première séquence présidentielle en Asie du Nord Est fin mars, le prochain sommet de la Francophonie en novembre 2026 au Cambodge constituera une nouvelle opportunité pour le Président de la République d'incarner la stratégie indopacifique de la France et de rappeler ce qui fait la spécificité de l'offre partenariale de la France, nation riveraine de l'Indopacifique, soucieuse de répondre aux attentes de ses partenaires dans le respect de leur souveraineté.

Capitaine de vaisseau Nicolas ROSSIGNOL |

Chef du département Asie Océanie Amérique Latine de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie du Ministère des Armées

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS.....	3
PRÉFACE.....	4
SOMMAIRE.....	9
INTRODUCTION	11
 PARTIE I: UN RENOUVELLEMENT DES STRATEGIES DE COERCITION ET D'INFLUENCE.....	 14
LES EFFETS DESTABILISATEURS DE LA GUERRE COMMERCIALE ENTRE LA CHINE ET LES ÉTATS-UNIS EN ASIE DU SUD-EST	15
LA DIPLOMATIE D'INFLUENCE DE LA CHINE DANS LE CADRE DES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE	30
LA DIPLOMATIE DU "LOUP-GUERRIER", UN OUTIL DIPLOMATIQUE AU SUCCÈS LIMITÉ ?	40
 PARTIE II: L'EXTENSION DE LA CONFLICTUALITE AU-DELA DES ESPACES TRADITIONNELS.....	 51
L'AFFIRMATION DES FONDS MARINS COMME NOUVEL ESPACE DE CONFLICTUALITE EN ASIE-PACIFIQUE	52
ENTRE INNOVATION ET RIVALITÉ : L'ASCENSION MILITARO-SPATIALE DE LA CHINE ET LA RECOMPOSITION DE L'ORDRE INTERNATIONAL	70
LES ACTIONS CHINOISE EN ZONE GRISE MILITARISEE DANS LE DETROIT DE TAÏWAN.....	84
LES PETITS ÉTATS INSULAIRES DU PACIFIQUE : DES PIONS DANS LA RIVALITÉ ENTRE GRANDES PUISSANCES ?	98
 PARTIE III : LA DIVERSITE DES INSTRUMENTS AU SERVICE DE LA PUISSANCE....	 111
LA CENSURE SUR INTERNET COMME INSTRUMENT DE GOUVERNANCE POLITIQUE	112

LE ROLE DES UNIVERSITES DANS L'ECO SYSTEME CYBER-OFFENSIF CHINOIS.....	124
LA PLACE CENTRALE DE LA MEMOIRE DANS LES CONFLITS POLITIQUES EN ASIE DE L'EST..	133
PARTIE IV : LES RECENSIONS.....	145
LE RALLIEMENT STRATEGIQUE : CHINE, RUSSIE ET LEURS VOISINS	146
UNITE REGIONALE ET RESOLUTION STRATEGIQUE EN MER DE CHINE MERIDIONALE ..	150



INTRODUCTION

Par Marine VILEO

La guerre hors limites : une conception chinoise de la guerre hybride

En retrait depuis la fin de la Guerre froide, les conflits armés entre États sont de retour en Europe et dans le monde. Ces évolutions qui menacent la paix internationale ne sauraient masquer une transformation plus profonde des logiques de conflictualité à l'œuvre depuis près de trois décennies. En effet, les analyses politiques, institutionnelles et académiques convergent pour reconnaître le caractère hybride de la guerre contemporaine qui ne se limite plus à des affrontements conventionnels dans des champs de bataille terrestres, aériens ou maritimes bien identifiés. Désormais, l'arsenalisation d'une multiplicité de domaines (droit, histoire, information, migration, énergie...) et espaces (Internet, fonds marins, espace extra-atmosphérique...) durcit des rapports de force de moins en moins contenus par des voies pacifiques. Cette transformation de la conflictualité a été largement popularisée à travers l'expression de « guerre hybride », extraite d'un article coécrit par deux officiers américains, le lieutenant-colonel Frank Hoffmann et le général James Mattis¹. Quelques années plus tôt, une réflexion similaire semblait déjà avoir été amorcée en Chine par deux anciens colonels de l'Armée populaire de libération, Qiao Liang et Wang Xiangsui, dans un ouvrage dont l'intitulé pourrait être traduit par « La guerre hors limites »². Cet ouvrage tentait alors de définir, du point de vue chinois, une stratégie permettant

¹ HOFFMAN, Frank G. et MATTIS, James N., « Future Warfare: The Rise of Hybrid Wars », *Proceedings*, vol. 131, n°11, 2005.

² QIAO Liang et WANG Xiangsui, *La Guerre hors limites. La guerre et la réflexion sur l'art de la guerre à l'époque de la mondialisation*, Paris, 2003. Traduit de l'original : 乔良 (Qiao Liang) et 王湘穗 (Wang Xiangsui), 《超限战》 [Chāoxiàn zhàn], 北京 (Pékin), 解放军文艺出版社 [Éditions littéraires et artistiques de l'Armée populaire de libération], 1999.

de surmonter l'asymétrie des rapports de force avec les États-Unis en développant des attaques multidimensionnelles dans les domaines économiques, politiques et sociaux. Ayant durablement marqué les dirigeants civils et militaires, cette théorie repose sur des fondamentaux qui sont aujourd'hui mobilisés par l'ensemble des acteurs géopolitiques dans la région Asie Pacifique.

Dans cette perspective, la 24^e édition des Cahiers du Comité Asie Pacifique s'attache à mieux comprendre l'opérationnalisation de ces notions de « guerre hybride » et de « guerre hors-limites ». À cette fin, une première partie est consacrée au renouvellement des stratégies de coercition et d'influence à travers une étude de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis par Leya Maury, Inès Thibout et Antoine Legent ; une analyse de la diplomatie d'influence dans le cadre des « nouvelles routes de la soie » proposée par Matthieu Gerbault ; et une évaluation du succès de la diplomatie loup guerrier chinoise interrogé par Camille Ouzilou. Une seconde partie est dédiée à l'extension des champs de la conflictualité en Asie Pacifique avec un éclairage sur l'importance des fonds marins de Léa Violleau et Antoine Amigou ; un état des lieux du programme et des ambitions spatiales chinoises établi par Artus Huet ; un panorama des actions en zone grise militarisée menée contre Taïwan ; et une analyse de l'autonomie stratégique cultivée par les États insulaires du Pacifique par Laurianne Robert. Une troisième partie s'intéresse enfin à la diversité des instruments mis au service de la puissance tels que la censure sur Internet, décrite comme un outil de gouvernance politique par Manon Dessenne ; les universités, pour leur rôle central dans l'écosystème offensif chinois ; et la mémoire, qui occupe une place majeure dans les conflits comme le met en lumière Paul Dupont. Ce recueil est complété par une recension d'ouvrage de Christophe Kerdodé sur le ralliement stratégique de la Chine, de la Russie et de leurs voisins mais également par un compte rendu de conférence de Leya Maury sur les enjeux en mer de Chine méridionale.

Je remercie sincèrement le capitaine de vaisseau Nicolas Rossignol, ainsi que l'ensemble des auteurs et des autrices, pour leurs contributions éclairantes sur les réflexions qui animent le Comité Asie Pacifique des Jeunes IHEDN tout au long de l'année !

À PROPOS DE L'AUTRICE

Marine Vileo est étudiante à Sciences Po Paris, chargée publication du Comité Asie Pacifique et membre active de l'association depuis sa participation au 134^e Cycle-Jeunes en 2023.



Partie I

Un renouvellement des stratégies de coercition et d'influence

Les effets déstabilisateurs de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis en Asie du Sud-Est

Par Leya MAURY, Inès THIBOUT, Antoine LEGENT

Introduction

Dans le dossier iranien comme dans le conflit ukrainien, la Chine a habilement conservé une certaine distance. Cette posture de réalisme politique traduit en effet une volonté de préserver un partenariat économique complexe avec son concurrent américain. Toutefois, les échanges commerciaux entre les deux premières puissances économiques ralentissent depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. La rivalité s'intensifie mais demeure encadrée par une interdépendance cruciale pour la paix dans la région. Dans cette perspective, les pays d'Asie du Sud-Est cherchent à maintenir un point d'équilibre entre ces deux grandes influences dans la région. Leur dépendance économique s'accroît et l'étau semble se resserrer, même si une stratégie de « troisième voie » n'est pas exclue. À l'échelle nationale et régionale, des tentatives d'émancipation émergent. À ce titre, l'organisation politique et économique de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) joue un rôle de premier plan en dépit de difficultés substantielles. Portée par des acteurs clefs dans la région comme l'Indonésie, la Thaïlande ou les Philippines, elle s'organise également dans le domaine militaire. Ainsi, le duel sino-américain pourrait entraîner des reconfigurations inattendues dans la région.

La guerre commerciale et ses conséquences sur l'Asie du Sud-Est

Hétérogénéité économique et dépendances asymétriques

Interdépendance générale aux géants chinois et américains

Bien que l'ASEAN constitue une organisation politique et économique à part entière, elle se trouve aujourd'hui dans une position vulnérable face à la guerre commerciale sino-américaine en raison de l'hétérogénéité de ses économies et de dépendances commerciales asymétriques vis-à-vis de Pékin et de Washington. En particulier, les États-Unis demeurent un partenaire économique central : en 2024, le commerce bilatéral ASEAN-États-Unis aurait atteint 475 milliards USD et 275 milliards premier semestre 2025¹, tandis que les investissements directs étrangers (IDE) américains se sont élevés à 74,4 milliards USD en 2023, faisant de Washington le principal investisseur extra-régional devant l'Union européenne (24,9 milliards de flux annuels)². Cette relation s'inscrit toutefois dans un contexte de protectionnisme renforcé depuis l'administration Trump I, marqué par les droits de douane et la stratégie de *tariff brinkmanship*, qui a déplacé certains flux manufacturiers vers l'Asie du Sud-Est et augmenté l'incertitude des chaînes de valeur mondiales³. Parallèlement, en 2024, la Chine représentait 19,7 % du commerce total de l'ASEAN contre 11,5 % pour les États-Unis⁴. Au premier semestre 2025, le commerce Chine-ASEAN a atteint 429,8 milliards USD, avec près d'un tiers des importations de l'ASEAN provenant de Chine, principalement des biens intermédiaires et équipements industriels. Cette interdépendance s'inscrit

1 ING, Lili Yan. 2025. « ASEAN Between China and the US: Navigating a 'No-Single-Power' Global Order ». *The Diplomat* [en ligne], 5 décembre 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2025/12/asean-between-china-and-the-us-navigating-a-no-single-power-global-order/>.

2 ASEANstats. ASEAN: An FDI Magnet Defying Global Headwinds [en ligne]. ASEAN Secretariat, 28 juin 2024 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : https://www.aseanstats.org/wp-content/uploads/2024/06/ASEAN-Statistical-Brief-Vol-9-June-2024_fn.pdf.

3 MA, Tieying. « Macro Insights Weekly: Asia's playbook for Trump's tariff storm ». *DBS* [en ligne], 7 avril 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : https://www.dbsvickers.com/vickers/aics/templatedata/article/generic/data/en/GR/042025/250407_insights_weekly.xml ; O'NEILL, David. « Trump's Tariffs and the Quiet Rise of Southeast Asia Manufacturing ». *The Economy* [en ligne], 4 décembre 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://economy.ac/review/2025/12/202512284714>.

4 SOLTANI, Ehsan. « ASEAN Trade Dependence: U.S. vs. China (2024) ». *Voronoï* [en ligne], 9 octobre 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://www.voronoïapp.com/trade/-ASEAN-Trade-Dependence-US-vs-China-2024-6856>.

dans une stratégie chinoise plus large articulée autour de la *Belt and Road Initiative* et de la modernisation de l'accord ASEAN-Chine (« version 3.0 »). Entre 2019 et 2024, la valeur des importations en provenance de Chine a augmenté de plus de 63 %⁵, tandis que le déficit commercial agrégé de l'ASEAN vis-à-vis de Pékin est passé d'un peu plus de 10 milliards USD en 2010 à près de 140 milliards en 2024⁶. L'Asie du Sud-Est apparaît ainsi de plus en plus intégrée aux chaînes industrielles chinoises, malgré des vulnérabilités nationales différenciées.

Vulnérabilités nationales différenciées mais établies

Si les vulnérabilités des États membres ne sont pas forcément homogènes, elles suivent néanmoins des logiques d'exposition cohérentes. Certaines économies dépendent fortement du marché américain comme débouché exportateur : le Vietnam en est l'exemple le plus emblématique puisque ses exportations vers les États-Unis représentent en 2024 près de 30 % de son PIB, le rendant particulièrement sensible aux hausses tarifaires décidées à Washington⁷. D'autres économies sont structurellement intégrées aux chaînes de valeur chinoises : le Cambodge dépendait de 13,5 milliards USD d'importations sur 15 milliards d'échanges bilatéraux en 2024⁸, tandis que le Laos, le Myanmar et le Brunei⁹

5 ING, Lili Yan. « ASEAN Between China and the US: Navigating a 'No-Single-Power' Global Order ». *The Diplomat* [en ligne], 5 décembre 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2025/12/asean-between-china-and-the-us-navigating-a-no-single-power-global-order/>.

6 LIAO, Jessica C. MYERS, Lucas. « L'offensive de Pékin pour une Asie sino-centrée fragilise la stratégie d'équilibre de l'Asie du Sud-Est ». *Le Rubicon* [en ligne], 5 septembre 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://lerubicon.org/loffensive-de-pek-in-pour-une-asie-sino-centree-fragilise-la-strategie-dequilibre-de-lasie-du-sud-est/>.

7 Office of the United States Trade Representative. Vietnam [en ligne]. Executive Office of the President of the United States [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://ustr.gov/countries-regions/southeast-asia-pacific/vietnam> ; GUARASCIO, Francesco. « Vietnam's U.S. Exports Account for 30% of GDP, Making It Highly Vulnerable to Tariffs ». Reuters [en ligne], 25 février 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://www.reuters.com/markets/vietnams-us-exports-account-30-gdp-making-it-highly-vulnerable-tariffs-2025-02-25/> ; CHAKRABORTY, Sagartirtha. « Trump's US-Vietnam Trade Agreement Risks Supply Chain Disruption - LSE Southeast Asia Blog ». LSE Southeast Asia Blog [en ligne], 18 juillet 2025. [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://blogs.lse.ac.uk/seac/2025/07/17/trumps-us-vietnam-trade-agreement-risks-supply-chain-disruption/>.

8 Brèves Éco. « Économie : Les échanges commerciaux entre le Cambodge et la Chine atteignent un niveau record en 2024 ». *Cambodgemag* [en ligne], 20 janvier 2025. [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://www.cambodgemag.com/post/économie-les-échanges-commerciaux-entre-le-cambodge-et-la-chine-atteignent-un-niveau-record-en-2024> ; Office of the United States Trade Representative. Cambodia [en ligne]. Executive Office of the President of the United States [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://ustr.gov/countries-regions/southeast-asia-pacific/cambodia>.

9 Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/gjhdq_665435/2675_665437/.

présentent aussi des niveaux de dépendance élevés. L'Indonésie, avec environ 135 milliards USD d'échanges avec la Chine comme principal partenaire¹⁰, ainsi que la Malaisie (85 milliards USD, ~17 % de son commerce total)¹¹, illustrent également cette insertion industrielle profonde, où la vulnérabilité réside surtout dans l'approvisionnement en biens intermédiaires et équipements industriels. Enfin, plusieurs États cumulent une double exposition : Vietnam, Singapour, Thaïlande, Malaisie et Philippines (25,7 % d'importations chinoises ; 16,6 % d'exportations vers les États-Unis)¹², renforçant leur sensibilité aux tensions sino-américaines et rendant toute stratégie commune structurellement complexe.

Les dynamiques de la guerre commerciale et leurs effets sur l'ASEAN

Le rôle des tarifs douaniers américains dans la dépendance de l'ASEAN aux États-Unis et à l'alternative chinoise

Le 2 avril 2025, Donald Trump annonce l'augmentation de 10 % à 50 % des tarifs douaniers américains. Les pays asiatiques sont particulièrement touchés. Entre autres, 26 % supplémentaires ont été appliqués à l'Inde, 34 % à la Chine, et jusqu'à 49 % au Cambodge¹³. Les relations sino-américaines connaissent des tensions croissantes, renforcées par un renchérissement mutuel des droits de douane. Sur certains produits, le duel s'est finalement traduit par un total de 145 % de droits de douane américains contre un tarif chinois de 125 %¹⁴. Toutefois, cette hausse

10 Office of the United States Trade Representative. Indonesia [en ligne]. Executive Office of the President of the United States [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://ustr.gov/countries-regions/southeast-asia-pacific/indonesia> ; « Indonesia-China Trade Relations: Top Traded Products & Bilateral Trade Data 2025 ». TradeImex [en ligne], 27 octobre 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://www.tradeimex.in/blogs/indonesia-china-trade-relations-2025-top-products-bilateral-trade-data> ; Indonesia Trade [en ligne]. WITS, 2023 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://wits.worldbank.org/countrysnapshot/en/idn>.

11 Trade Performance for Year 2024 and December 2024 [en ligne]. Matrade, 2024 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://www.matrade.gov.my/en/about-matrade/press-release/trade-performance-for-year-2024-and-december-2024>.

12 Confédération Suisse. « Economic Report 2024: Philippines ». Embassy of Switzerland in the Philippines [en ligne], 25 juin 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : https://www.dfae.admin.ch/content/dam/countries/countries-content/philippines/en/Economic_Report_2024.pdf.

13 AUCAIGNE, Zoé. « Droits de douane américains : visualisez les pays concernés par les mesures imposées par Donald Trump ». Franceinfo [en ligne], 3 avril 2025 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : https://www.franceinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/carte-droits-de-douane-americains-visualisez-les-pays-concernees-par-les-mesures-imposees-par-donald-trump_7167777.html.

14 THIBAULT, Harold. « Droits de douane : la Chine fourbit ses armes face à Donald Trump ». Le Monde [en ligne], 11 avril 2025 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/04/11/droits-de-douane-la-chine-fourbit-ses-armes-face-a-donald-trump_6594237_3234.html.

globale semble défavorable aux entreprises américaines. *Apple*, qui avait entamé la délocalisation de sa production de la Chine vers l'Inde et le Vietnam¹⁵ afin d'éviter la guerre commerciale, n'est pas épargnée. En effet, le Vietnam a été frappé par une augmentation de 46 %. Ainsi, l'augmentation des tarifs a également accru la vulnérabilité des pays de l'ASEAN envers les États-Unis dans les négociations. Les diminutions obtenues ont été compensées par d'importantes concessions. Par conséquent, plusieurs membres se sont davantage tournés vers la Chine en raison de droits de douane moins élevés. Les États-Unis ont alors paradoxalement contribué à renforcer l'influence chinoise dans la région. En effet, la Chine s'inscrivait déjà comme le premier partenaire commercial de l'ASEAN depuis 2009¹⁶. Dans cette perspective, cette tendance s'est confirmée : l'ASEAN et la Chine ont signé un accord de libre-échange « renforcé » en octobre 2025¹⁷.

Un équilibre de la terreur limitant l'extension de la guerre commerciale ?

Le 30 octobre 2025, Xi Jinping et Donald Trump se rencontrent pour la première fois depuis 2019. Si des efforts sont réalisés pour apaiser les tensions, comme la réduction des droits de douane liés au fentanyl chinois de 20 % à 10 %¹⁸, la rivalité demeure à son paroxysme. Les difficultés à tempérer les tensions commerciales s'accompagnent de nouvelles manœuvres militaires de part et d'autre. Les États-Unis, aux côtés du Japon et de la Corée du Sud, ont mené l'exercice *Operation Freedom Edge*¹⁹ en septembre 2025 afin de parer une éventuelle escalade militaire

15 LOUKIL, Ridha. « Inde, Vietnam... Apple accélère la délocalisation de sa production de Chine ». L'Usine Nouvelle [en ligne], 9 janvier 2023 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : <https://www.usinenouvelle.com/article/inde-vietnam-apple-accelere-la-delocalisation-de-sa-production-de-chine.N2082716>.

16 Direction Générale du Trésor. Brèves de l'ASEAN semaine 51 [en ligne]. Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique, 20 décembre 2024 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2024/12/20/breves-de-l-asean-semaine-51-2024>.

17 « La Chine et l'Asean signent un accord de libre-échange amélioré ». RFI [en ligne], 28 octobre 2025 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : <https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20251028-la-chine-et-l-asean-signent-un-accord-de-libre-%C3%A9change-am%C3%A9lior%C3%A9>.

18 « Trump says US to cut fentanyl tariff to 10% after talks with China's Xi ». Reuters [en ligne], 30 octobre 2025 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : <https://www.reuters.com/world/china/trump-says-nvidias-high-end-blackwell-chip-did-not-figure-talks-with-chinas-xi-2025-10-30/>.

19 U.S. Indo-Pacific Command Public Affairs. Freedom Edge 2025: Building Trilateral Trust Across the Indo-Pacific [en ligne]. America's Navy, 19 septembre 2025 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : <https://www.navy.mil/Press-Office/News-Stories/display-news/Article/4308744/freedom-edge-2025-building-trilateral-trust-across-the-indo-pacific/>.

dans l'océan Pacifique. En retour, la Chine a organisé une manœuvre militaire majeure autour de Taïwan en décembre 2025²⁰. Pourtant, aucune des deux puissances ne semble réellement souhaiter un affrontement commercial, voire militaire. L'interdépendance économique apparaît, à ce jour, suffisamment forte pour maintenir une forme d'équilibre de la terreur. Après l'annulation des tarifs douaniers par la Cour Suprême et l'annonce d'un nouveau tarif universel de 15 % par Donald Trump, Xi Jinping a appelé à la réduction des « droits de douane unilatéraux²¹ », jugée nécessaire pour les deux économies.

Incapacité politico-structurelle à faire face aux deux géants

Difficultés à adopter une position commune face aux droits de douane américains

Face aux sanctions américaines et à la dépendance de certains États de l'ASEAN à la Chine, l'organisation a buté sur un ensemble d'obstacles structurels et politiques. Les tarifs différenciés imposés par Washington—tarifs universels de 15% avec exemptions ramenant certains produits entre 16 et 20 %²²—ont rendu quasi impossible l'élaboration d'une stratégie régionale, chaque pays ayant des intérêts divergents. Ainsi, la stratégie bilatérale de Trump (« *divide and rule* ») a encouragé des négociations individuelles, notamment pour le Vietnam, l'Indonésie et la Malaisie, affaiblissant la capacité du bloc à parler d'une seule voix²³. En effet, l'ASEAN dans son ensemble a rejeté l'idée de représailles et privilégié le dialogue direct avec Washington pour préserver l'accès au marché, malgré des

20 PLANTADE, Charles. « La plus grande manœuvre maritime jamais lancée par l'armée chinoise inquiète Taïwan et le Japon », Les Échos [en ligne], 5 décembre 2025 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : <https://www.lesechos.fr/monde/chine/la-plus-grande-manoeuvre-maritime-jamais-lancee-par-larmee-chinoise-inquiete-taiwan-et-le-japon-2203143>.

21 « Pékin presse Washington de lever les droits de douane "unilatéraux" ». Le Temps [en ligne], 23 février 2026 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : <https://www.letemps.ch/monde/pekin-presse-washington-de-lever-les-droits-de-douane-unilateraux>.

22 KAUR, Sharen. « Trump's 15pct tariffs leave Asean mostly winners, says Maybank IB ». New Straits Times [en ligne], 24 février 2026 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://www.nst.com.my/amp/business/economy/2026/02/1384147/trumps-15pct-tariffs-leave-asean-mostly-winners-says-maybank-ib>.

23 JONES, William J. « ASEAN Unity Cracks under Trump Tariff Pressure ». East Asia Forum [en ligne], 27 août 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://eastasiaforum.org/2025/08/27/asean-unity-cracks-under-trump-tariff-pressure/>.

infrastructures limitées dans des secteurs clés comme les semi-conducteurs, l'énergie et le numérique²⁴.

Rivalités internes et impact sur la cohésion régionale

Au-delà des divergences économiques, des tensions politiques internes compliquent encore plus la coordination globale. Les débats sur la présidence tournante, les conflits bilatéraux (Thaïlande-Cambodge) et l'instabilité prolongée au Myanmar réduisent la capacité à agir collectivement. Les États membres poursuivent des priorités différentes : si 52,3 % d'entre-eux privilégient des relations étroites avec les États-Unis (Singapour, Philippines), d'autres acceptent l'influence chinoise en échange d'investissements (Cambodge, Myanmar), tandis que la Malaisie adopte une position non alignée et l'Indonésie renforce ses liens stratégiques avec Washington tout en coopérant avec l'Australie ou le Japon²⁵. Ces rivalités internes expliquent en partie l'incapacité à finaliser des initiatives régionales comme le Code de conduite en mer de Chine méridionale, bloqué depuis plusieurs années²⁶.

24 KHALIQ, Riyaz. « Les nations de l'ASEAN privilégient le dialogue avec Washington face à la guerre commerciale avec la Chine ». Anadolu Ajansi [en ligne], 10 avril 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://www.aa.com.tr/fr/monde/les-nations-de-lasean-privilégient-le-dialogue-avec-washington-face-à-la-guerre-commerciale-avec-la-chine/3533990> ; YANG, Wanli. « ASEAN urged to unitedly seek solutions ». China Daily [en ligne], 25 août 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://www.chinadaily.com.cn/a/202508/25/WS68abce50a310851ffdb4fe5f.html>.

25 HUTAGALUNG, Simon. « ASEAN's Role: Mediating Between USA-China Rivalry ». *Eurasia Review* [en ligne], 15 mai 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://www.eurasiareview.com/15052025-aseans-role-mediating-between-usa-china-rivalry-oped/> ; @hopefulsingleguy [utilisateur]. « At China Conference, PM Anwar Says Malaysia Will Stay Neutral but Sees Beijing as Key Trading Partner ». Reddit [en ligne], 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : https://www.reddit.com/r/malaysia/comments/1irdoeq/at_china_conference_pm_anwar_says_malaysia_will/

26 HUTAGALUNG, Simon. « ASEAN At A Crossroads: Safeguarding Centrality Amid South China Sea Tensions ». *Eurasia Review* [en ligne], 11 mai 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://www.eurasiareview.com/11052025-asean-at-a-crossroads-safeguarding-centrality-amid-south-china-sea-tensions-oped/>.

Tentatives d'émancipation

Le développement de stratégies protectionnistes et d'autosuffisance en Asie du Sud-Est

Lors de la dernière réunion conjointe des ministres de l'Économie et des Affaires étrangères de l'ASEAN, l'ancien ministre malaisien de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie, Tengku Zafrul Aziz, a appelé les États membres à ancrer l'avenir économique de la région dans la sécurité et la résilience, sans céder à l'isolationnisme²⁷. Dans cette perspective, l'enjeu central consiste à réduire la dépendance excessive à l'égard d'un marché ou d'un pôle de production unique.

Des politiques de soutien aux industries locales à la sécurisation des approvisionnements alimentaires et énergétiques

La volonté de réduire la dépendance aux importations se traduit par l'adoption de mesures destinées à protéger les industries locales face à l'afflux de produits étrangers à bas coût, notamment à travers des politiques industrielles ciblées. La Thaïlande a ainsi adopté en 2024 des incitations fiscales et des mesures de soutien à l'investissement afin d'encourager la production locale de pièces automobiles et de renforcer la chaîne de valeur industrielle nationale, dans un contexte de concurrence accrue des importations régionales et de recomposition des chaînes d'approvisionnement souvent qualifiée de « *China shock* »²⁸. La sécurisation des approvisionnements constitue également une priorité dans les stratégies économiques de la région. L'investissement dans l'agriculture et la pêche représente à cet égard un levier central visant à renforcer l'autonomie alimentaire et à limiter la dépendance aux importations. Il est intéressant de noter que cette orientation s'inscrit aussi dans un environnement géopolitique marqué par des

27 « ASEAN Must Strengthen Economic Security And Resilience ». Business Today [en ligne], 25 octobre 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://www.businesstoday.com.my/2025/10/25/asean-must-strengthen-economic-security-and-resilience/>.

28 One Start One Stop Investment Center. Thailand BOI Approves Incentives to Promote JV Investments in Automotive and Supporting Industries [en ligne]. Thailand Board of Investment, 8 août 2024 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://osos.boi.go.th/EN/news/2047/Thailand-BOI-Approves-Incentives-to-Promote-JV-Investments-i/>.

tensions croissantes, notamment en mer de Chine méridionale, où les rivalités territoriales affectent l'accès aux ressources halieutiques de plusieurs États de l'ASEAN. Dès lors, renforcer la production agricole et halieutique permet non seulement de stabiliser l'approvisionnement alimentaire, mais aussi de réduire les vulnérabilités stratégiques face aux pressions extérieures, qu'elles soient commerciales ou géopolitiques. En matière énergétique, certains pays s'efforcent de développer une gamme plus diversifiée de ressources (telles que l'hydroélectricité domestique indonésienne) afin de réduire la dépendance aux importations d'énergie dans la région²⁹. À l'inverse, d'autres États, comme la Malaisie, explorent des options telles que le nucléaire civil, dont le développement dépend fortement de partenariats étrangers (Accord 123 avec les États-Unis³⁰).

Limites et tensions internes

Néanmoins, le développement inégal entre les États membres de l'ASEAN pourrait accentuer les disparités économiques et fragiliser la cohésion régionale³¹. Dans un contexte de rivalités accrues entre grandes puissances, la marge de neutralité stratégique de la région tend également à se réduire, compliquant l'équilibre entre protection des intérêts nationaux et maintien de l'attractivité pour les IDE. Par ailleurs, un durcissement excessif des politiques protectionnistes pourrait, à long terme, freiner l'accès aux marchés et aux technologies extérieures, accroître les coûts pour les entreprises et ralentir la croissance. Le risque d'un isolement

29 JAKOB, Michael. OVERLAND, Indra. « Energy trade, emissions and import dependence in Southeast Asia ». *npj Climate Action* [en ligne], 29 novembre 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://www.nature.com/articles/s44168-025-00312-8>.

30 U.S. Department of State (Office of the Spokesperson). United States and Malaysia Sign Memorandum of Understanding Concerning Strategic Civil Nuclear Cooperation and Launch Negotiations for a Civil Nuclear Cooperation Agreement [en ligne]. U.S. Department of State, 10 juillet 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://www.state.gov/releases/office-of-the-spokesperson/2025/07/united-states-and-malaysia-sign-memorandum-of-understanding-concerning-strategic-civil-nuclear-cooperation-and-launch-negotiations-for-a-civil-nuclear-cooperation-agreement>.

31 YAACOB, Abdul Rahman. « Risk and resilience on ASEAN's path to regional leadership ». *East Asia Forum* [en ligne], 9 février 2026 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://eastasiaforum.org/2026/02/09/risk-and-resilience-on-aseans-path-to-regional-leadership/>.

économique relatif soulève ainsi la question de la capacité des pays à concilier résilience nationale et intégration continue aux chaînes de valeur mondiale.

Course au développement technologique et diversification des partenariats

Développement de secteurs technologiques stratégiques et investissements dans la numérisation

Les États de l'ASEAN misent sur le développement de secteurs technologiques stratégiques afin de renforcer leur compétitivité et leur résilience économique. Le secteur de la fintech et des paiements numériques connaît une croissance rapide, favorisant l'inclusion financière, la réduction des coûts de transaction et l'essor du commerce en ligne. Cette dynamique s'inscrit dans l'expansion de l'économie numérique régionale, illustrée par la forte croissance de la Malaisie (19 % en 2025)³², où les transactions numériques et les investissements dans l'IA progressent rapidement. En parallèle, l'électronique avancée et la fabrication de composants font l'objet de politiques publiques visant à dépasser le modèle d'assemblage à faible valeur ajoutée et à mieux s'insérer dans les chaînes de valeur régionale, à l'image du Vietnam et de sa stratégie de développement des semi-conducteurs via l'incitation à la formation et l'attraction d'IDE³³. Une course au développement de l'industrie technologique s'observe également avec des investissements accrus dans la numérisation. L'ASEAN cherche à uniformiser les règles du numérique à travers le *Digital Economy Framework Agreement*, afin de créer un environnement plus stable et attractif pour les investissements dans les technologies de pointe³⁴.

32 Direction générale du Trésor. Brèves de l'ASEAN semaine 48 (2025) [en ligne]. Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique, 28 novembre 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2025/11/28/breves-de-l-asean-semaine-48-2025>.

33 GUILD, James. « Vietnam's Semiconductor Strategy, Explained ». The Diplomat [en ligne], 29 janvier 2026 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2026/01/vietnams-semiconductor-strategy-explained/>.

34 YAACOB, Abdul Rahman. « Risk and resilience on ASEAN's path to regional leadership ». *East Asia Forum* [en ligne], 9 février 2026 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://eastasiaforum.org/2026/02/09/risk-and-resilience-on-aseans-path-to-regional-leadership/>.

Diversification des approvisionnements et des partenariats

En réponse à la guerre commerciale sino-américaine, de nombreuses firmes multinationales ont engagé la stratégie « *China+1* », déplaçant une partie de leurs chaînes de production vers des pays de l'ASEAN³⁵ tels que le Vietnam, afin d'éviter les coûts tarifaires et les risques géopolitiques. Cette dynamique a entraîné une réallocation structurelle des chaînes d'approvisionnement et un déplacement de certains flux d'exportation chinois vers l'Asie du Sud-Est, renforçant le rôle de la région comme hub manufacturier et d'exportation vers les marchés occidentaux, tout en restant intégré aux chaînes de valeur chinoises. Dans ce contexte, les pays de l'ASEAN cherchent également à diversifier leurs partenaires commerciaux afin d'éviter une dépendance excessive à l'égard d'un seul pôle. La région adopte ainsi une stratégie de « multi-alignement »³⁶ visant à multiplier les coopérations économiques et technologiques tout en préservant son autonomie stratégique. Cette approche se traduit notamment par le renforcement des liens avec des acteurs extrarégionaux offrant des sources alternatives d'investissements, de transferts technologiques et d'accès à de nouveaux marchés. Les accords commerciaux régionaux ou bilatéraux jouent ici un rôle structurant, comme l'illustre la Thaïlande, qui a relancé en décembre 2025 l'Initiative Thaïlande-Afrique, visant à intensifier l'engagement économique réciproque dans des secteurs stratégiques³⁷. Cette dynamique d'ouverture convient toutefois d'être nuancée, car si les pays de l'ASEAN diversifient peu à peu leurs partenaires, ils continuent simultanément de renforcer ou développer de nouvelles initiatives avec les deux puissances. La signature d'un nouvel accord commercial entre les États-Unis et le

35 LUO, Wei. KANG, Siyuan. DI, Qian. « Global Supply Chain Reallocation and Shift under Triple Crises: A U.S.-China Perspective ». *ArXiv* [en ligne], 9 août 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/394438282_Global_Supply_Chain_Reallocation_and_Shift_under_Triple_Crises_A_US-China_Perspective.

36 YAACOB, Abdul Rahman. « Risk and resilience on ASEAN's path to regional leadership ». *East Asia Forum* [en ligne], 9 février 2026 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://eastasiaforum.org/2026/02/09/risk-and-resilience-on-aseans-path-to-regional-leadership/>.

37 RUJOPAKARN, Paul. « Thailand deepens Africa ties with revamped cooperation framework ». *Thailand NOW* [en ligne], 5 janvier 2026 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://www.thailandnow.in.th/foreign-affairs/thailand-deepens-africa-ties-with-revamped-cooperation-framework/>.

Cambodge (pays traditionnellement proche de Pékin), montre le souhait de maintenir un équilibre diplomatique (aussi qualifié de « *hedging strategy* »³⁸) afin de maximiser les opportunités économiques offertes par la rivalité entre grandes puissances.

Tentatives de remobilisation d'un agenda autonome et renforcement de la sécurité collective

Intégration régionale via le RCEP

Pour préserver sa marge de manœuvre, l'ASEAN a cherché à renforcer son intégration économique via le *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP), entré en vigueur en 2022. Cet accord, réunissant les dix États de l'ASEAN ainsi que la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, représente environ 30 % du PIB mondial et du commerce international. Il harmonise les règles d'origine, réduit progressivement les barrières tarifaires et facilite les échanges intra-asiatiques. Par exemple, les échanges du Cambodge avec les partenaires RCEP ont atteint 29,5 milliards USD sur neuf mois en 2025 (+15,5 % par rapport à 2024) et 3,76 milliards USD en janvier 2026 (+19,3 % pour les exportations, +13,3 % pour les importations)³⁹. Globalement, le RCEP a renforcé l'intégration économique sino-ASEAN, notamment dans les circuits intégrés et équipements industriels, tout en générant une concurrence entre économies régionales et difficultés d'harmonisation des règles d'origine⁴⁰. Son

38 NEDIĆ, Pavle. « Hedging Strategy as a Response to the United States–China Rivalry: The Case of Southeast Asia ». *The Review of International Affairs* [en ligne], janvier 2022 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/363208188_Hedging_Strategy_as_a_Response_to_the_United_States-China_Rivalry_The_Case_of_Southeast_Asia.

39 Direction Générale du Trésor. Brèves de l'ASEAN semaine 43 (2025) [en ligne]. Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique, 24 octobre 2025 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2025/10/24/breves-de-l-asean-semaine-43-2025> ; PISEI, Hin. « Kingdom's Trade With RCEP Partners Closes in on \$4 Billion ». *Phnom Penh Post* [en ligne], 20 février 2026 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : <https://www.phnompenhpost.com/business/kingdom-s-trade-with-rcep-partners-closes-in-on-4-billion>.

40 TAN, Mei-Ling. « Le RCEP insufflé un nouvel élan à la coopération Chine-ASEAN ». *Eurasia Times* [en ligne] [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : <https://www.eurasiatimes.org/le-rcep-insuffle-un-nouvel-elan-a-la-cooperation-chine-asean/> ; THÉ, Linh. « Le RCEP, la plus grande alliance commerciale du monde ». *Le Courrier* [en ligne], 2 janvier 2021 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : <https://lecourrier.vn/le-rcep-la-plus-grande-alliance-commerciale-du-monde/882044.html> ; « Le RCEP devrait augmenter le PIB régional de 0,86 % d'ici 2035 ». *Chine Magazine* [en ligne], 11 novembre 2021 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : <https://www.chine-magazine.com/le-rcep-devrait-augmenter-le-pib-regional-de-086-dici-2035/>.

impact demeure toutefois limité par l'absence de mécanismes contraignants au sein de l'ASEAN et par un fonctionnement fondé sur le consensus, ne constituant pas à lui seul une réponse collective suffisante face aux pressions extérieures.

Diplomatie économique autonome : l'« ASEAN Centrality »

Parallèlement à l'intégration économique, l'ASEAN cherche à affirmer une diplomatie propre via le principe d'« ASEAN centrality », positionnant l'organisation comme un pivot du dialogue multilatéral en Asie-Pacifique. Cette doctrine repose sur l'idée que la stabilité passe par l'inclusivité, le non-alignement et la médiation entre grandes puissances plutôt que par une logique de blocs antagonistes. L'ASEAN joue ainsi un rôle de médiateur dans des forums tels que l'*ASEAN Regional Forum* (ARF) ou l'*East Asia Summit*, accueillant des échanges entre Pékin, Washington et d'autres acteurs régionaux⁴¹. Sur le plan diplomatique, l'agenda de l'ASEAN pour 2026 vise à renforcer la coordination entre les dimensions économique et sécuritaire, par exemple, en intégrant des discussions sur l'économie numérique, le commerce stratégique et la sécurité maritime dans la même plateforme de dialogue⁴². Néanmoins, cette posture diplomatique reste, une nouvelle fois, en grande partie déclarative.

Recherche d'un renforcement de la sécurité collective régionale

Les tensions croissantes dans la région indopacifique conduisent les États membres de l'ASEAN à rechercher des formes de sécurité collective. Bien que leur premier partenaire commercial demeure la Chine, la politique extérieure reste fortement tournée vers la protection américaine. Plusieurs pays de l'ASEAN, encore dispersés, ont participé en tant qu'observateurs (notamment les Philippines, la Thaïlande, la Malaisie et le Cambodge), à l'opération militaire

41 HUTAGALUNG, Simon. « ASEAN's Role: Mediating Between USA-China Rivalry ». *Eurasia Review* [en ligne], 15 mai 2025 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://www.eurasiareview.com/15052025-aseans-role-mediating-between-usa-china-rivalry-oped/>.

42 TIJAJA, Julia. « ASEAN Exits 2025 Bruised but Not Broken ». *East Asia Forum* [en ligne], 25 janvier 2026 [consulté le 08/03/2026]. Disponible sur : <https://eastasiaforum.org/2026/01/25/asean-exits-2025-bruised-but-not-broken/>.

annuelle *Super Garuda Shield*⁴³, organisée conjointement par les États-Unis et l'Indonésie. Toutefois, dans ce contexte de fragilisation des relations transpacifiques, l'ASEAN accroît son intégration et son autonomie. En mai 2025, un mois après l'annonce des tarifs américains, le projet *ASEAN Community Vision 2045*⁴⁴ a évoqué la perspective d'une coopération de défense plus étroite entre membres de l'organisation. La cybersécurité ainsi que le respect des eaux territoriales en Mer de Chine y occupent une place importante. En parallèle, l'ASEAN se tourne vers d'autres puissances régionales, comme l'Inde. Le sommet de Kuala Lumpur en octobre 2025 a ouvert la voie à un renforcement de la coopération maritime dans le cadre du « Plan d'action ASEAN-Inde » pour la période 2026-2030⁴⁵. Ainsi, l'heure est à l'ouverture aux autres partenaires mondiaux afin de dépasser un clivage entre la Chine et les États-Unis.

Conclusion

La guerre commerciale sino-américaine révèle ainsi la fragilité structurelle de l'ASEAN, coincée entre dépendance aux chaînes de valeur chinoises et nécessité d'accès au marché américain. Les États d'Asie du Sud-Est tentent de renforcer leur résilience par la diversification des partenaires, des politiques industrielles ciblées et une intégration régionale accrue, tout en pratiquant une stratégie de "*hedging*" pour profiter de la rivalité sino-américaine, sans s'y aligner. Néanmoins, les divergences internes et l'absence de mécanismes contraignants limitent encore leur marge de manœuvre. À plus long terme, la rivalité pourrait dépasser la seule dimension commerciale : l'objectif affiché par Pékin de disposer d'ici 2027 des capacités nécessaires à une éventuelle réunification avec Taïwan fait peser

43 STRANGIO, Sebastian. « US, Indonesia Kick Off "Largest Ever" Super Garuda Shield Exercise ». *The Diplomat* [en ligne], 26 août 2025 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2025/08/us-indonesia-kick-off-largest-ever-super-garuda-shield-exercise/>.

44 46^{ème} Sommet de l'ASEAN. ASEAN Community Vision 2045: "Resilient, Innovative, Dynamic, and People-Centred ASEAN" [en ligne]. ASEAN, 26 mai 2025 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : https://asean.org/wp-content/uploads/2025/05/05.-ASEAN-Community-Vision-2045_adopted.pdf.

45 « Sommet ASEAN - Inde : le Vietnam propose trois grandes orientations de coopération ». *Le Courrier du Vietnam* [en ligne], 26 octobre 2025 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : <https://lecourrier.vn/sommet-asean-inde-le-vietnam-propose-trois-grandes-orientations-de-cooperation/1293884.html>.

l'hypothèse d'un bouleversement en Indopacifique, susceptible de perturber les chaînes de valeur et secteurs stratégiques, et poser de nouveaux défis économiques à la région.

À PROPOS DES AUTEURS



Leya Maury est étudiante en Master de Sécurité Internationale à Sciences Po Paris (avec comme spécialisations la région Asie et l'économie mondiale). Elle s'intéresse particulièrement aux dynamiques géopolitiques, sécuritaires et de défense en Asie du Sud-Est. Actuellement stagiaire à la *Nuclear Energy Agency*, elle a auparavant effectué six mois à la mission de défense de l'Ambassade de France en Malaisie.



Inès Thibout est diplômée d'un Master en Affaires internationales à Dauphine-PSL, complété par une spécialisation en Expertise des conflits armés à Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Elle s'intéresse aux enjeux de sécurité, de défense et d'innovation stratégique. Elle a notamment travaillé à la mission de défense de l'Ambassade de France à Singapour, puis sur des analyses sécuritaires chez GEOS sur la zone Asie-Pacifique, et en veille stratégique et concurrentielle chez Thales.



Antoine Legent est étudiant en deuxième année à Sciences Po Lille. Il a intégré l'association en tant que relecteur au pôle publications et rédacteur au sein du pôle Asie-Pacifique. Intéressé notamment par la Chine, son article « La Chine à la conquête du désert » a été en lice dans le cadre du concours des Amis du Monde Diplomatique. Antoine s'apprête à étudier un an à la *China Foreign Affairs University* de Pékin, qui a formé de nombreux diplomates

La diplomatie d'influence de la Chine dans le cadre des nouvelles routes de la soie

Par Matthieu GERBAULT

Introduction

« Nous devons méthodiquement mener le travail de propagande externe [...], faire des efforts pour créer de nouvelles expressions, de nouveaux concepts, et de nouveaux exemples en Chine et à l'étranger afin de mieux raconter l'histoire de la Chine et faire entendre la voix de la Chine ». Ces mots prononcés par Xi Jinping lors d'un discours le 4 septembre 2013 illustrent la volonté chinoise de manier son récit national et ses différents outils d'influence pour étendre son narratif, notamment dans le cadre des Nouvelles routes de la soie.¹ Dépasant rapidement ses ambitions pour s'étendre à l'échelle planétaire, l'ambition chinoise s'est rapidement heurtée à certains problèmes comme l'absence de solvabilité de certains partenaires et le développement d'une crainte d'un « piège » de la dette. Le pouvoir chinois a donc dû effectuer un pivotement stratégique de son projet, pour se focaliser sur des projets « petits mais beaux » depuis 2019.² À travers une grande variété d'acteurs (diaspora, médias, diplomatie, économie, politique, éducation, *think tanks*, culture), la Chine parvient à modeler un certain narratif de la Chine à l'échelle mondiale afin d'accompagner ses investissements internationaux. De plus, une loi votée en 2017 permet aux services de renseignement chinois de demander à toute entreprise privée ou à tout citoyen (en Chine continentale ou à l'étranger) de

1 « Xi Jinping : mieux raconter l'histoire de la Chine et faire entendre la voix de la Chine » (习近平：讲好中国故事,传播好中国声音), Bureau d'information du Conseil d'État (国务院新闻办公室网站), 4 septembre 2013 in Antoine Bondaz, « "Faire entendre la voix de la Chine" : les recommandations des experts chinois pour atténuer la perception d'une menace chinoise », *Revue internationale et stratégique*, 2019/3, 115, p. 106.

2 ANGANA GUHA, Roy, « China's Strategic Shift to 'Small and Beautiful' Projects », *Atlas Institute for International Affairs* [en ligne], le 7 octobre 2025 [consulté le 5 mars 2023]. Disponible sur : <https://atlasinstitute.org/chinas-strategic-shift-to-small-and-beautiful-xiao-er-mei-projects/>.

collaborer en cas de menace envers la sécurité nationale.³ L'attitude chinoise peut être décrite de plusieurs manières. Certains chercheurs évoquent le *sharp power*, différent du concept de *soft power* développé par Joseph Nye. Dans un rapport de juin 2021, le *National Endowment for Democracy* définit le *sharp power* comme « [...] un entravement de la liberté d'expression, la neutralisation des institutions indépendantes et le faussement de l'environnement politique ».⁴ Contrairement au *soft power*, qui cherche à attirer à lui via des moyens « doux » (culture, technologie, commerce), il cherche à « [...] percer, pénétrer ou perforer les environnements politiques et informationnels ».⁵ D'autres préfèrent le terme « d'opérations d'influence », qui soulignent la multiplicité des moyens mis en place par les régimes autoritaires pour communiquer avec leurs alliés et leurs adversaires. Cet article entend illustrer et analyser le rôle de la diplomatie d'influence dans la diffusion de normes, de technologies et d'informations dans le cadre des « nouvelles routes de la soie ». Après une étude des stratégies utilisées par la République populaire de Chine (RPC) pour étendre son influence médiatique et normative (I), une attention particulière est portée à la flexibilité nouvelle dont fait preuve la Chine vis-à-vis de ses partenaires, que ce soit leur particularités régionales ou systémiques (II). Ce n'est qu'une fois ces aspects éclaircis que sont abordées les réponses américaines et européennes à ces nouvelles stratégies d'influence (III).

3 L'article 7 de la loi dispose que « [...] toute organisation ou citoyen doit, en accord avec la loi, soutenir, apporter assistance et coopérer avec le travail de renseignement national et garder le secret sur tout travail de renseignement national dont ils ont connaissance ». Traduction de Hughes Hubbard & Reed « L'émergence de régimes de sanctions économiques contre la Chine : les sanctions économiques américaines visant l'économie chinoise – les sanctions contre TikTok et WeChat (3/3) », Client Advisories [en ligne], consulté le 3 mars 2026. Disponible sur : <https://www.hugheshubbard.com/news/lemergence-de-regimes-de-sanctions-economiques-contr-la-chine-les-sanctions-economiques-americaines-visant-leconomie-chinoise-les-sanctions-contre-tiktok-et-wechat-3-3>.

4 WALKER Christopher, LUDWIG Jessica. « A full-spectrum response to sharp power. The vulnerabilities and strengths of open societies » *Sharp power and democratic resilience series, National Endowment for Democracy*, juin 2021 [consulté le 4 mars 2023]. Disponible sur : <https://www.ned.org/wp-content/uploads/2021/06/A-Full-Spectrum-Response-to-Sharp-Power-The-Vulnerabilities-and-Strengths-of-Open-Societies-Walker-Ludwig-June-2021.pdf>.

5 CHARON Paul et JEANGÈNE-VILMER Jean-Baptiste. *Les opérations d'influences chinoises - Un moment machiavélien*, Paris, Edition des Equateurs, 2024, p. 20.

La diplomatie d'influence comme stratégie de manipulation du paysage médiatico-normatif

La diplomatie d'influence chinoise passe autant par la manipulation du paysage numérique et médiatique que par l'imposition de normes techniques et de savoirs faire qui lui sont propres.

La présence médiatique comme outil de modelage et de diffusion du narratif chinois

La RPC possède une capacité de production médiatique et culturelle très importante. Si des exemples sont visibles en Europe (notamment en Italie, du temps où cette dernière était membre de la BRI), les efforts chinois se concentrent en Afrique et en Amérique du Sud. Des institutions liées au PCC ou à l'État chinois, telles que l'agence de presse Xinhua et le *China Global Television Network* (CGTN) ont conclu de nombreux accords avec des médias locaux.⁶ Alors que CGTN s'implante en Afrique en 2012, faisant la promotion de la Chine comme partenaire sincère et sérieux vis-à-vis des projets d'infrastructures, l'agence *Xinhua* possède plus de 35 bureaux sur le continent. Les aspects plus controversés de la présence chinoise en Afrique, tels que les pièges de dette ou les violations du droit du travail par des entreprises chinoises implantées en Afrique sont laissés de côté.⁷ Les mêmes dynamiques sont observables en Amérique du Sud, où plus de vingt pays sont membres de la BRI. Les mêmes institutions chinoises développent des programmes en espagnol et en portugais, démocratisent l'accès à la télévision

6 GALLAGHER, Mitchel. « China flexes its media muscle in Africa – encouraging positive headlines as part of a soft power agenda », *The Conversation* [en ligne], 12 février 2025 [consulté le 28 février 2026]. Disponible sur : <https://theconversation.com/china-flexes-its-media-muscle-in-africa-encouraging-positive-headlines-as-part-of-a-soft-power-agenda-245804>.

7 CARCIOTTO Sergio, CHIKOHOMERO Ringisai. « Chinese labour practices in six southern African countries », *Institute for Security Studies* [en ligne], août 2022 [consulté le 28 février 2026]. Disponible sur : <https://issafrica.org/research/monographs/chinese-labour-practices-in-six-southern-african-countries>.

dans les zones rurales et partagent du contenu faisant la promotion des projets chinois en Amérique du Sud.⁸

La diffusion de normes techniques propres afin de garantir une dépendance technique

Si la Chine développe sa présence à travers son empire médiatique, elle avance également ses intérêts dans le domaine technique et normatif. La Chine utilise les normes pour progressivement habituer ses partenaires commerciaux à travailler avec des machines et des normes qui lui sont propres, créant des dépendances structurelles. Cette volonté s'illustre par exemple au travers des ateliers Luban, dont le nom fait référence à un charpentier, architecte et stratège de la Chine du 5^e siècle. Ces ateliers permettent à des ingénieurs de se former dans différents domaines tels que la robotique, l'intelligence artificielle (IA) et l'analyse de données.⁹ À première vue, les deux parties sont gagnantes : la Chine démocratise ses normes techniques et projette une image d'investisseur bienveillant, tandis que les pays hôte forment un vivier de personnel qualifié, prêt à travailler au développement industriel de leur pays. Seulement, ces ateliers peuvent s'avérer être un piège avec des effets au plus long-terme. S'ils sont associés avec d'autres investissements chinois dans des secteurs clés (ce qui est souvent le cas), les pays hôtes pourraient tomber dans une spirale de dépendance aux produits et aux services chinois, assurant ainsi à la RPC un flux de demande constant. Bien sûr, il est encore trop tôt pour mesurer les effets de ces initiatives de formation sur les économies chinoises et locales. Selon le ministère de l'éducation chinois, environ 30 ateliers formant plus de 30 000 personnes ont été ouverts en Europe, Asie et

8 BARRIOS Ricardo. « China's State Media in Latin America: Profile and Prospects ». *The Dialogue* [en ligne], le 29 mai 2018 [consulté le 28 février 2026]. Disponible sur : <https://thediologue.org/analysis/chinas-state-media-in-latin-america-profile-and-prospects>.

9 WEILAN Zhang. « China vows to establish 10 Luban Workshops in SCO nations; a move to share the dividends of progress in AI, digital economy: expert ». *Global Times* [en ligne], le 2 septembre 2025 [consulté le 3 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.globaltimes.cn/page/202509/1342342.shtml>.

Afrique à la fin 2024.¹⁰ Mais si la BRI a connu un pivot ces dernières années, des investissements massifs « clés en main » restent la colonne vertébrale du projet.

La flexibilité comme stratégie d'adaptation face aux critiques

Si le phénomène des projets « petits mais beaux » s'est développé ces dernières années, il faut noter que les importants projets d'infrastructure restent au centre de la stratégie des BRI. Face aux critiques, la RPC fait preuve de souplesse afin de convaincre ses partenaires de ses bonnes intentions. Les investissements « clés en main » restent particulièrement importants, surtout dans les domaines de l'information et de la technologie, même si la Chine doit se montrer plus flexible sur d'autres aspects. Les investissements « clés en main » restent un axe majeur des nouvelles routes de la soie. Depuis la moitié des années 2010, la RPC développe de nombreuses technologies autour du secteur de la communication, la gestion de données et la reconnaissance faciale. Appliquées aux aires urbaines, ces technologies permettent une surveillance massive de la population. À titre d'exemple, 70% des caméras de surveillance dans le monde sont installées en Chine.¹¹ Forte de la réussite de ces modèles à l'échelle nationale, elle propose de vendre des systèmes de surveillance de masse à d'autres pays, principalement à travers Huawei et son modèle de *safe cities*, plateforme numérique qui permet une surveillance de masse afin de lutter contre la criminalité. L'entreprise met en avant la réduction de la criminalité, l'augmentation du taux de résolution des affaires criminelles ainsi que l'augmentation du taux de satisfaction citoyenne.¹² Ces données – non vérifiables – combinées à des prix bas grâce aux subventions reçues par le gouvernement, rendent ces projets particulièrement attractifs. Mais

¹⁰ *ibid*

¹¹ Brèves. « La Chine concentre plus des deux-tiers des caméras de surveillance installées dans le monde ». *Le Grand Continent*, 6 septembre 2025 [consulté le 6 mars 2026]. Disponible sur : <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/09/06/la-chine-concentre-plus-des-deux-tiers-des-cameras-de-surveillance-installees-dans-le-monde/>.

¹² Chiffres fournis par Huawei dans ses présentations commerciales.

l'implantation dans des régimes démocratiques s'annonce plus difficile, comme l'illustre l'exemple de la Serbie. Belgrade a massivement eu recours à des entreprises chinoises pour l'accompagner dans sa dynamique de digitalisation lancée en 2017. Ces installations ont été au centre de plusieurs polémiques, lancées par des groupes de journalistes et d'activistes. Face à ces polémiques, la méthode habituelle consiste à continuer le *business as usual*. Par exemple, lors de découvertes du groupe d'activistes SHARE, Huawei a tout simplement supprimé certaines pages de son site Web contenant des données allant à l'encontre des arguments avancés par l'entreprise. Mais dans le cas d'autres projets plus voyants, la Chine est obligée d'adopter une certaine souplesse pour conserver son image d'investisseur bienveillant et désintéressé.

Une flexibilité comme gage de confiance

Si la nature même du projet des Nouvelles routes de la soie est remis en question en raison de sa propension à « piéger » les hôtes avec de la dette, l'ambition chinoise se heurte également aux contextes régionaux, où la sécurité n'est parfois pas garantie. C'est par exemple le cas au Pakistan, dans la région du Baloutchistan. Cette région est un lieu de transit clé, qui permet au Pakistan un accès privilégié à la mer d'Arabie. La Chine y investit à travers le Corridor Économique Chine-Pakistan (CPEC) afin d'exploiter les ressources naturelles qui s'y trouvent. Mais la région est instable, en proie à des soulèvements indépendantistes, mettent en danger les citoyens et les représentants officiels chinois.¹³ Pékin se trouve sur une étroite ligne de crête : d'un côté, elle ne peut pas renforcer sa présence militaire dans la région au risque de s'attirer les foudres des populations locales. De l'autre, elle ne peut pas laisser cette partie vitale de son projet phare être mise en péril

13 LAGARDE Stéphane. « Pakistan: les attaques visant les Chinois vont-elles cesser avec la reconnaissance des talibans? », *RFI* [en ligne], le 24 août 2021 [consulté le 6 mars 2026] Disponible sur : <https://www.rfi.fr/fr/asie-pacifique/20210824-pakistan-les-attaques-visant-les-chinois-vont-elles-cesser-avec-la-reconnaissance-des-talibans>. ; Le Monde et l'AFP. « Pakistan : plus d'une centaine de morts dans des attaques séparatistes au Baloutchistan », *Le Monde* [en ligne], le 31 janvier 2026 [consulté le 2 mars 2026]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/31/pakistan-plus-de-40-morts-apres-des-attaques-separatistes-au-baloutchistan_6664894_3210.html.

par des forces séparatistes.¹⁴ Officiellement, les autorités chinoises n'ont fait que condamner les attaques contre ses ressortissants au Baloutchistan, encourageant Islamabad à intensifier ses efforts de lutte contre le terrorisme.¹⁵ La flexibilité chinoise s'illustre également par la renégociation de contrats. Un des principaux facteurs de méfiance des pays hôtes de la BRI est le « piège de la dette », c'est-à-dire des projets qui seraient trop importants pour être financés, piégeant ainsi les hôtes dans une spirale de dette infernale. On peut l'observer au Kenya, où le *Standard Gauge Railway* (SGR), projet d'infrastructure le plus ambitieux du pays depuis son indépendance et pilier de la Vision 2030. Des négociations entre Pékin et Nairobi ont permises à cette dernière de changer la devise des prêts, leur faisant économiser des sommes importantes sur les intérêts annuels.¹⁶

Des réactions occidentales divergentes

Les réactions de l'Occident à la BRI diffèrent par leurs objectifs et par leur expression. D'un côté, les États-Unis, suite à leur pivot vers l'espace Indo-Pacifique, affrontent la présence chinoise dans tous les domaines, que ce soit l'IA ou la finance. L'Europe, elle, peine à faire entendre sa voix, tant les Vingt-sept ne sont pas unis sur une position commune au sujet du comportement à adopter vis-à-vis de la Chine.

14 OXNEVAD Ian. « China's success and Eurasia's future lie in Balochistan ». *Geopolitical Intelligence Services* [en ligne], le 7 octobre 2025 [consulté le 3 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.gisreportsonline.com/r/china-balochistan/>.

15 Xinhua. « China strongly condemns attacks in Pakistan, reaffirms support for counter-terrorism efforts », le 3 février 2026 [consulté le 6 mars 2026]. Disponible sur : <https://english.news.cn/20260203/1bc620dd2fce44a1b90427152657c1d9/c.html>.

16 MIRIRI Duncan. « Kenya converts \$3.5 billion loans from China into yuan to cut interest ». *Reuters* [en ligne], le 8 octobre 2025 [consulté le 7 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.reuters.com/world/africa/kenya-converts-railway-loan-china-into-yuan-save-interest-2025-10-07/>.

De l'ambition à la réalité : les limites de la réponse américaine

Les États-Unis ont identifié leur nouvelle orientation de politique étrangère dès 2011, lors du discours d'Hillary Clinton.¹⁷ Si les États-Unis n'ont pas publié de document officiel détaillant une stratégie officielle, une série de lois et d'actions publiques ont été entreprises pour tenter de contrer le modèle chinois. En 2018, le Congrès américain vote le *Better Utilization of Investments Leading to Development* (BUILD) Act. Il crée notamment la *U.S. International Development Finance Corporation* (DFC), qui permet aux États-Unis de doubler leur capacité d'investissement à l'étranger, qui atteint cent-quarante-cinq milliards de dollars en 2025.¹⁸ Son objectif est d'attirer les capitaux privés afin de proposer une alternative de financement au modèle chinois pour les infrastructures à l'étranger. Les efforts américains se déploient également au niveau multilatéral, comme l'illustre le *Partnership for Global Infrastructure and Investment* (PGII), pensé comme l'alternative du G7 à la BRI, qui concentre six-cent milliards de dollars d'ici 2027. Ainsi, les États-Unis, bien que vocaux vis-à-vis de leur opposition au modèle chinois, peinent à affirmer leur contre-modèle d'investissement en infrastructures.

L'échec d'une réponse coordonnée des Vingt-Sept joue à l'avantage de la Chine

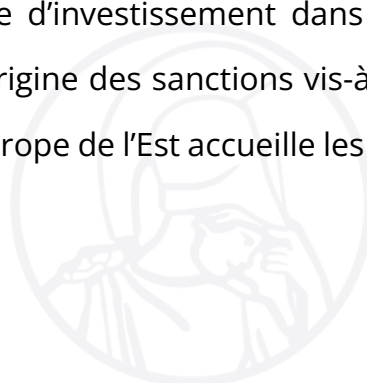
Exprimant au départ un enthousiasme modéré pour la BRI (dont elle est le terminus), l'Europe a réalisé un changement de position important, passant d'une économie basée sur les valeurs à une économie basée sur la sécurité.¹⁹ Du fait de l'échec d'une réponse coordonnée au niveau occidental, l'Union européenne (UE) a lancé sa stratégie *Global Gateway*, conçue pour développer des liens plus sûrs

17 Département d'Etat des États-Unis. « America's Pacific Century ». Discours d'Hillary Rodham Clinton, le 10 novembre 2011. Disponible sur : <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2011/11/176999.htm>.

18 COLLINSON E. « DFC Reauthorization: What's New and What It Means ». *Center for Global Development* [en ligne], le 18 décembre 2025 [consulté le 7 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.cgdev.org/blog/dfc-reauthorization-whats-new-and-what-it-means>.

19 DAMEN Mario G.H. « From values to economic security: The transformation of the EU's economic model 2016-2026 ». *European Parliamentary Research Service* [en ligne], février 2026 [consulté le 7 mars 2026]. Disponible sur : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2026/783766/EPRS_BRI\(2026\)783766_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2026/783766/EPRS_BRI(2026)783766_EN.pdf).

avec ses partenaires commerciaux.²⁰ Mais ces initiatives sont mises à mal par les approches différentes des Etats-membres. D'une part, les pays d'Europe centrale et orientale (Grèce, Pologne, République tchèque, Slovaquie) affichaient en premier lieu un enthousiasme modéré. Mais le changement de climat géopolitique (guerre en Ukraine, sabotage de *Nordstream* I et II, exercices ZAPAD) a rebattu les cartes, forçant la Pologne, porte d'entrée de la Chine en Europe, à fermer la ligne ferroviaire qui la connecte à la Chine, un axe représentant vingt-cinq milliards d'euros d'échanges. De l'autre côté, l'Europe occidentale s'est montrée plus sceptique aux premiers abords, avant de céder sur certains points. L'Italie a par exemple rejoint le cadre des nouvelles routes de la soie, avant de s'en retirer en 2023.²¹ La France et l'Allemagne préfèrent participer de manière plus discrète, à travers la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII). Si l'Europe de l'Ouest est à l'origine des sanctions vis-à-vis des violations des droits de l'Homme au Xinjiang, l'Europe de l'Est accueille les investissements chinois avec moins de réticence.²²



Conclusion

Ainsi, le pivot stratégique des « nouvelles routes de la soie » illustre comment la Chine, usant d'une multitude d'outils, parvient à remodeler le récit autour de sa présence à l'international. Loin des projets d'infrastructure de grande envergure, la République populaire de Chine se concentre désormais sur des projets plus réalisables au moyen-terme, permettant à ses partenaires d'être rassurés quant

20 Commission européenne. « Global Gateway. Informations sur le déploiement de la stratégie «Global Gateway», les partenariats, les projets et les possibilités de financement » [en ligne], consulté le 7 mars 2026. Disponible sur : https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway_fr.

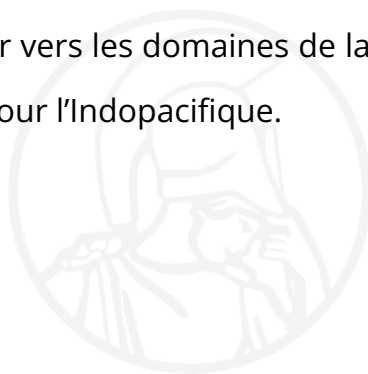
21 LABEYRIE, Isabelle. « L'Italie se retire des nouvelles routes de la soie, le projet chinois se transforme en impasse ». *FranceInfo* [en ligne], le 7 septembre 2023 [consulté le 7 mars 2026]. Disponible sur : https://www.franceinfo.fr/replay-radio/le-monde-est-a-nous/l-italie-se-retire-des-nouvelles-routes-de-la-soie-le-projet-chinois-se-transforme-en-impasse_6022007.html.

22 GAILLARD, Barthélémy. « [Revue de presse] Ouïghours : l'Union européenne sanctionne la Chine, qui réplique ». *Toute l'Europe* [en ligne], le 23 mars 2021 [consulté le 7 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/revue-de-presse-ouighours-l-union-europeenne-sanctionne-la-chine-qui-replique/>.

au « piège de la dette ». En parallèle, elle développe des stratégies de communication et de diplomatie publique afin d'offrir un contre-modèle aux structures d'information et de divertissement occidentales. Ces stratégies, développées parallèlement et conjointement, permettent à la Chine d'arborer un nouveau visage à l'international, structurant un système offrant une alternative de plus en plus crédible au modèle occidental en place.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Matthieu Gerbault est étudiant en Master 1 de relations internationales à Sciences Po Strasbourg. À la suite à une année d'échange universitaire en Corée du Sud, il souhaite s'orienter vers les domaines de la diplomatie et de la défense, avec un intérêt particulier pour l'Indopacifique.



La diplomatie du « loup-guerrier », un outil diplomatique au succès limité ?

Par Camille OUZILOU

Introduction

Lors d'une séance parlementaire du 7 novembre 2025 la Première ministre japonaise Takaichi Sanae a présenté toute agression chinoise envers Taïwan comme une « *menace pour la survie* » du Japon, et impliquerait une potentielle réponse militaire nippone pour assurer la « *légitime défense collective* »¹. L'île de Taïwan est considérée par Pékin comme une partie intégrante du territoire chinois, destinée à être réunifiée au continent, y compris par la force si nécessaire. Dans ce contexte, les propos de Mme Takaichi ont été perçus comme « provocateurs » par les autorités chinoises et interprétés comme une ingérence significative dans les affaires intérieures de la Chine. En réponse, Pékin a mis en œuvre différentes formes de représailles, y compris militaires : le 7 décembre, des avions militaires chinois ont notamment verrouillé leurs radars sur des chasseurs japonais opérant à proximité de l'île d'Okinawa ². Dans le cadre de cette crise diplomatique, la Chine a également recours à des pratiques relevant de la « diplomatie du loup-guerrier ». Celle-ci se caractérise par une communication particulièrement offensive de la part de diplomates et de responsables chinois, visant à dénoncer et à discréditer les critiques formulées à l'encontre de Pékin. A ce titre, Xue Jian, consul général chinois à Osaka écrit sur X « *The only thing to do is cut off a dirty neck without a moment's hesitation. Are you ready for that ?* [La seule

1 LI, Natasha, et Barbara GABEL. « Chine-Japon : quand l'escalade verbale autour de Taïwan perturbe le commerce et le tourisme ». Asie-Pacifique. France 24 [en ligne], 21 novembre 2025. Disponible sur : <https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20251121-chine-japon-escalade-verbale-autour-ta%C3%AFwan-perturbe-commerce-tourisme>.

2 « Le Japon accuse la Chine d'« actes dangereux » au large de l'île d'Okinawa ». Le Monde [en ligne], 8 décembre 2025. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2025/12/07/le-japon-accuse-la-chine-d-actes-dangereux-au-large-de-l-ile-d-okinawa_6656333_3210.html.

chose à faire est de couper un cou sale sans hésiter un seul instant. Êtes-vous prête pour cela ?] », menaçant indirectement la Première ministre japonaise³. La diplomatie du loup-guerrier est mentionnée depuis 2020, l'expression s'inspirant du film *Wolf Warrior 2*, box-office chinois sorti en 2017. Cette méthode s'est largement développée durant la pandémie de COVID-19, et se manifeste à travers les médias classiques (communiqués de presse, interview, etc.), ainsi que - et surtout - les réseaux sociaux (Facebook, Twitter). Ainsi, 26 comptes twitter de représentations diplomatiques et de diplomates avaient été ouverts avant juin 2019, et 92 ont été créés entre ce moment-là et novembre 2020, avec un pic de 51 comptes ouverts sur la période de juin-décembre 2019. L'existence de ces comptes constitue une véritable stratégie de communication de la part du ministère des Affaires Étrangères chinois, les comptes créés avant juin 2019 ayant été peu actifs jusqu'alors⁴. De prime abord, le recours à une telle méthode peut apparaître contre-productif, puisqu'il tend à éroder le capital de sympathie dont la Chine dispose à l'international. Dès lors, dans quelle mesure la diplomatie du « loup-guerrier » peut-elle être considérée comme un succès pour la politique étrangère chinoise ? Le recours à la diplomatie du « loup-guerrier » s'inscrit dans la transformation de la politique étrangère chinoise, qui adopte une posture ferme sur la scène internationale, et qui nourrit le nationalisme chinois (I). Elle est également un outil visant à inspirer la crainte, tout en s'inscrivant dans une diplomatie plus large et hybride (II).

3 LEE, Seongeun. « China-Japan Row Signals New Era of "wolf Warrior" Diplomacy ». Asia Times [en ligne], 14 janvier 2026. Disponible sur : <https://asiatimes.com/2026/01/china-japan-row-signals-new-era-of-wolf-warrior-diplomacy/>.

4 JULIENNE, Marc, et Sophie HANCK. « Diplomatie chinoise : de l'« esprit combattant » au « loup guerrier » » : *Politique étrangère* Printemps, no 1 (2021), p.107-108. <https://doi.org/10.3917/pe.211.0103>.

La diplomatie du « loup-guerrier » comme reflet de l'évolution stratégique et du nationalisme chinois.

De la directive de « profil bas » à « l'esprit combattant » : la diplomatie du « loup-guerrier » comme témoin de la transformation de la politique étrangère chinoise.

Le recours à la diplomatie du loup-guerrier témoigne d'un changement de paradigme et de narratif, Xi Jinping délaissant la directive de « profil bas » promue par Deng Xiaoping dans les années 1980 et « l'émergence pacifique » de la Chine dans les années 2000. A la mort de Mao Zedong, Deng Xiaoping sort la Chine de son isolement, en adoptant une économie et une diplomatie pragmatiques, cette dernière étant caractérisée par l'idée de « cacher ses talents et d'attendre son heure ». Cette posture, également adoptée par Jiang Zemin et Hu Jintao, laisse se dessiner un concept majeur de la politique étrangère chinoise au cours des années 2000, le « développement pacifique ». L'objectif est de présenter la Chine comme un pays émergent en plein développement économique, engagé dans la coopération internationale, mais ne cherchant pas à s'imposer comme puissance dominante. Pékin cherche à se présenter comme un partenaire fiable et non menaçant. L'Armée populaire de libération (APL) et l'évolution de ses capacités sont alors présentées comme relevant d'une posture défensive, et orientées vers des opérations de coopération (opérations de maintien de la paix de l'ONU, évacuation des ressortissants, lutte contre la piraterie, etc.)⁵. Cette position évolue à partir de 2008 : le Parti Communiste Chinois (PCC) considère que la Chine doit davantage s'affirmer face aux discours officiels occidentaux, et rééquilibrer son rapport de force face aux Etats-Unis et l'Occident. L'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2012, et particulièrement depuis le début de son second mandat en 2017, renforce la prise d'assurance de la politique étrangère chinoise, se traduisant par

5 JULIENNE, Marc. « Diplomatie chinoise : les « loups guerriers » montent au front ». *Balises* [en ligne], 20 septembre 2021. Disponible sur : <https://balises.bpi.fr/ark:/34201/tx10040758t>.

une projection de puissance plus confiante et une vision stratégique particulière de l'ordre mondial. Dès le début de son mandat, Xi Jinping ordonne aux diplomates et aux médias officiels de « bien raconter l'histoire de la Chine », afin de contester les récits occidentaux, entendus comme dominants, et de diffuser plus largement la vision du monde du PCC. La notion « d'esprit combattant », intégrée à la politique étrangère chinoise à partir de 2019, conduit les diplomates et les cadres du PCC à être de véritables « soldats » dans la guerre informationnelle et d'influence entre la Chine et l'Occident⁶. La diplomatie du « loup-guerrier » est donc un des outils informationnels employés dans cette confrontation. Elle prend forme en 2020, lors de la pandémie de COVID-19, lorsque plusieurs diplomates et le porte-parolat du ministère des Affaires étrangères répondent de manière virulente aux discours critiques envers la Chine, recourant à l'invective et à l'intimidation. Par exemple, le consul général de Chine à Calcutta déclare sur X (ex-Twitter) à l'encontre d'un utilisateur qu'il sera « *éradiqué comme le virus* ». Cette diplomatie dite du « loup-guerrier » ne se manifeste toutefois pas uniquement dans l'espace numérique. Elle se déploie également dans les interactions diplomatiques traditionnelles, par des appels téléphoniques, des lettres de protestation ou encore par des formes d'intimidation plus directes. En octobre 2020, lors d'une réception organisée à l'occasion de la fête nationale taïwanaise aux îles Fidji, deux diplomates chinois ont ainsi agressé un employé du Bureau commercial taïwanais à Suva⁷. La virulence de cette diplomatie a rapidement dégradé l'image de la Chine sur la scène internationale, entraînant une vive réaction des pays impactés, contribuant à son isolement diplomatique et à une montée en tension avec ses principaux partenaires. Consciente des coûts que peuvent engendrer des confrontations continues et multi fronts, Pékin a réduit le recours aux méthodes de la diplomatie du « loup-guerrier ». Toutefois, la montée

6 JULIENNE, Marc. Op.cit. 110-111.

7 CHARON, Paul, et Jean-Baptiste JEANGENE VILMER. *Les opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*. 2e édition. Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), ministère des Armées, 2021, p.223-224.

des tensions sino-japonaises, à la suite des déclarations de la Première ministre japonaise Takaichi Sanae du 7 novembre 2025 souligne le réinvestissement de cet instrument diplomatique, et notamment des méthodes d'intimidation publique. Ces intimidations sont couplées de mesures économiques, militaires et culturelles⁸. L'usage qu'en fait Pékin semble alors évoluer : la Chine tend désormais à cibler plus sélectivement les sujets de confrontation et à éviter une stratégie multi fronts, afin de limiter les frictions simultanées avec un trop grand nombre d'acteurs.⁹

La diplomatie du « loup-guerrier » : épiphénomène du nationalisme chinois et du ressentiment national

Le recours à la diplomatie du loup-guerrier et de ses méthodes témoigne de l'importance de la politique extérieure sur la politique intérieure chinoise et sur la rhétorique du parti. En effet, le Parti communiste chinois entretient sa légitimité politique en intégrant au cœur de son idéologie des éléments du nationalisme chinois, construit au cours du XX^e siècle et toujours mobilisé aujourd'hui, notamment autour du ressentiment envers les puissances occidentales et du récit des « humiliations passées ». Le nationalisme chinois et la construction de l'appareil étatique se sont en partie élaborés autour d'une mémoire politique structurée par plusieurs épisodes du XIX^e siècle, interprétés comme des humiliations infligées à la Chine par des puissances étrangères : les guerres de l'Opium (1839 et 1856) contre l'Empire britannique, la révolte des Boxers, ou encore les « traités inégaux » imposés par les puissances occidentales et l'Empire du Japon. Dans cette perspective, la diffusion de la vision du monde portée par la Chine ainsi que l'affirmation du pays comme grande puissance constituent des

⁸ Les exportations de biens à double usage et de minéraux rares vers le Japon ont été réduites, les importations de fruits de mer ont été suspendus. Les échanges culturels ont été largement réduits, les citoyens chinois ayant vivement été incités à repousser leur voyage sur l'archipel. Des concerts ont également été annulés.

⁹ LEE Seongeun. *Op.cit.*

objectifs centraux du PCC et de Xi Jinping. À l'occasion du centenaire du Parti, le 1^{er} juillet 2021, ce dernier affirmait : « *Notre patrie a été humiliée, notre peuple, martyrisé, et notre civilisation, ternie. La nation chinoise a subi des souffrances et des désastres sans précédent. Dès lors, réaliser le grand renouveau national est devenu le plus grand rêve de tous les Chinois et de toute la nation chinoise.* »¹⁰. Le recours à la diplomatie du loup-guerrier peut être interprété comme un révélateur des tensions et des pressions internes au sein du PCC. En janvier 2024, le ministère chinois de la Défense annonce l'ouverture d'une enquête visant Zhang Youxia, vice-président de la Commission militaire centrale¹¹, ainsi que Liu Zhenli, chef d'état-major du Département d'état-major interarmées du même organe. À la suite de leur arrestation, la commission se retrouve temporairement réduite à deux membres, dont Xi Jinping, chargés d'assurer la direction de l'Armée populaire de libération. Leur retrait témoigne d'une fracture interne qui contraste avec l'agressivité chinoise depuis novembre 2025¹². De fait, les différentes pressions des diplomates loup-guerriers visent à proposer une réponse opportune aux pressions internes et à réalimenter la rhétorique nationaliste chinoise en diffusant l'image d'une Chine confiante à la fois sur la scène internationale mais également dans sa politique nationale. En effet, le succès en politique étrangère est directement lié à la légitimité de Xi Jinping comme dirigeant. Les loup-guerriers ont alors un rôle majeur pour la gestion et l'expression de l'assertivité chinoise face à des enjeux considérés comme critiques pour la souveraineté et l'autonomie chinoise¹³. Les propos de la Première ministre Takaichi posent donc deux défis : d'une part, le soutien plus clair du Japon vers Taïwan contredit l'image d'une île isolée et délaissée par ses partenaires ; d'autre part, ils justifient davantage

10 CABESTAN, Jean-Pierre. « À l'école du ressentiment: comment le récit des «humiliations passées» a nourri le nationalisme chinois jusqu'à Xi Jinping ». Histoire. *Le Figaro* [en ligne], 14 octobre 2023. Disponible » sur : <https://www.lefigaro.fr/histoire/a-l-ecole-du-ressentiment-comment-le-recit-des-humiliations-passees-a-nourri-le-nationalisme-chinois-jusqu-a-xi-jinping-20231014>.

11 Organe suprême du commandement militaire chinois.

12 VAUCHER, Ange. « What Are China's New Wolf Warriors Really Fighting For? » *The Royal United Services Institute for Defence and Security Studies* [en ligne], 27 janvier 2026. Disponible sur : <https://www.rusi.orghttps://www.rusi.org>.

13 Ibid.

l'augmentation du budget de la défense nippon. Ces éléments contreviennent au nationalisme chinois et à l'idée de la réunification de Taïwan comme dernière étape pour la réaffirmation territoriale chinoise. Le message du consul chinois à Osaka sur X vise alors à orienter le ressentiment chinois vers l'influence japonaise sur Taïwan, tout en affirmant à nouveau l'ascendant chinois dans les négociations avec les pays voisins¹⁴.

La diplomatie du « loup-guerrier » : entre intimidation stratégique et outil d'une diplomatie hybride

Le succès paradoxal de la diplomatie du « loup-guerrier » : imposer la crainte plutôt que séduire

De prime abord, la diplomatie du loup-guerrier apparaît contre-productive. Le ton virulent adopté par certains diplomates et responsables chinois rompt avec les codes traditionnellement associés à la pratique diplomatique. De tels discours contribuent ainsi à nourrir, dans les États visés, une perception négative et méfiante de la Chine. Les discours critiques à l'égard de la Chine se sont révélés particulièrement virulents en France durant la période de la COVID-19. En mars 2021, à la suite d'une lettre de l'ambassade de Chine en France invitant des sénateurs français à renoncer à un déplacement à Taïwan, le chercheur Antoine Bondaz a dénoncé cette démarche, qu'il a qualifiée « *d'inadmissible* ». En réponse, l'ambassade chinoise l'a publiquement insulté sur X, le qualifiant notamment de « *hyène folle* » et de « *petite frappe* ». Ces propos ont suscité une vague de soutien à l'égard du chercheur, contribué à médiatiser ses travaux et entamé la crédibilité de l'ambassade auprès d'une partie de ses interlocuteurs. Ce type d'effets contre-productifs est aujourd'hui désigné sous le nom d'« effet Bondaz »¹⁵. Ces effets pervers ont également eu lieu après que le consul-général chinois à Rio de Janeiro

¹⁴ Ibid.

¹⁵ CHARON Paul et Jean-Baptiste JEANGENE VILMER. Op.cit. p.237-239

Li Yang ait déclaré sur X en mars 2021 : « *Boy, your greatest achievement is to have ruined the friendly relations between China and Canada, and have turned Canada into a running dog of the US. Spendthrift!!! [Mon garçon, ta plus grande réussite est d'avoir ruiné les relations amicales entre la Chine et le Canada, et d'avoir transformé le Canada en un toutou des États-Unis. Dépensier !!!]* » Bien qu'en dehors de sa zone géographique d'action, ce tweet a largement été republié, notamment par des citoyens chinois patriotiques vantant son franc parlé¹⁶. En effet, les propos tenus par les diplomates dits « loups-guerriers » ne visent pas à séduire les opinions publiques locales. Ils répondent avant tout aux attentes de Pékin, en cherchant à défendre l'image de la Chine à l'étranger et à promouvoir un discours alternatif à celui porté par les puissances occidentales¹⁷. Le contexte de délitement de l'ordre international, marqué par une compétition interétatique accrue fondée sur les rapports de force et par une forme de « brutalisation » des relations internationales, incarnée par des « hommes forts » tels que Donald Trump, Vladimir Poutine ou encore Xi Jinping, conduit Pékin à poursuivre une politique extérieure visant à imposer le respect, voire la crainte. Dans ce contexte, on observe une transformation du *soft power* en *sharp power*¹⁸, qui se traduit notamment par une refonte des stratégies de communication et par le recours à des méthodes telles que la diplomatie du « loup-guerrier ». L'objectif n'est donc pas tant de projeter une image positive de la Chine que de susciter, voire d'entretenir, une forme de crainte chez les États susceptibles de s'opposer à ses intérêts, en recourant à des discours et à des prises de position délibérément offensifs.

16 CHEN, Frank. « China's Wolf Warrior Envoys Snarl and Bite at the West ». *Asia Times* [en ligne], 1 avril 2021. Disponible sur : <https://asiatimes.com/2021/04/chinas-wolf-warrior-envoys-snarl-and-bite-at-the-west/>.

17 CHARON Paul et Jean-Baptiste JEANGENE VILMER. Op.cit. p.238-239

18 Soit, « le pouvoir qui perce, pénètre et perfore l'environnement politique et informationnel des pays-cibles », selon WALKER Christopher et Jessica LUDWIG, « The Meaning Of Sharp Power : How Authoritarian States Project Influence », *Foreign Affairs* [en ligne], 4 octobre 2023. Disponible sur : <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2017-11-16/meaning-sharp-power>.

La diplomatie du « loup-guerrier » au service d'une stratégie diplomatique hybride

L'impact de ces discours est non négligeable : Lu Shaye, ancien ambassadeur de Chine en France et un des plus virulents « loup-guerriers », a été nommé au poste de représentant spécial du gouvernement chinois pour les affaires européennes, alors que les relations entre l'UE et Pékin se crispent autour des questions commerciales et de la proximité de la Chine avec la Russie¹⁹. A noter toutefois que ce poste a « *un nom prestigieux mais peu de substance* », selon une source du bureau politique du PCC²⁰. Les effets de la diplomatie du « loup-guerrier » semblent être plus marqués à la suite de son évolution fin 2025. Dans le contexte de la crise diplomatique avec Tokyo, Pékin a adressé plusieurs courriers aux Nations Unies afin de réaffirmer sa position sur la question de Taïwan. Parallèlement, les autorités chinoises ont porté ce sujet dans leurs échanges avec plusieurs chefs d'État, dont le président américain Donald Trump²¹. Ainsi, le 25 novembre, lors d'un entretien téléphonique avec Madame Takaichi, le président américain Donald Trump lui a demandé de ne pas davantage escalader les tensions avec Pékin, sans toutefois adresser de demande spécifique au gouvernement japonais²². De manière générale, le succès de la diplomatie du loup-guerrier doit être lu dans un contexte plus large, cette dernière faisant parti d'un catalogue d'outils visant à diffuser la vision chinoise. Elle s'inscrit dans une diplomatie hybride, qui permet à la Chine de se proposer comme partenaire pragmatique tout en se montrant ferme sur les questions de non-ingérence, de souveraineté et d'affirmation de la puissance chinoise. C'est également une

19 THIBAULT, Harold. « Chine : Lu Shaye, le "loup guerrier" de la diplomatie, nommé représentant spécial pour l'Europe ». *Le Monde* [en ligne], 7 février 2025. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/07/chine-lu-shaye-le-loup-guerrier-de-la-diplomatie-nomme-representant-special-pour-l-europe_6535771_3210.html.

20 Intelligence Online. « Pékin dresse le bilan de sa stratégie des "loups guerriers" » [en ligne]. 8 mai 2025. Disponible sur : <https://www.intelligenceonline.fr/asie-pacifique/2025/05/08/pekin-dresse-le-bilan-de-sa-strategie-des-loups-guerriers,110442979-art>.

21 LEE Seongeun. Op.Cit.

22 KIHARA, Tamiyuki, Yukiko TOYODA, et Tim KELLY. « Trump Urged Japan's Takaichi Not to Aggravate China Dispute, Sources Say ». *Reuters* [en ligne], 27 novembre 2025. Disponible sur : <https://www.reuters.com/world/china/trump-urged-japan-pm-avoid-escalation-china-dispute-sources-say-2025-11-27/>.

méthode évolutive, qui peut être ré invoquée (ou non) selon le contexte international - en témoigne le réemploi de cette stratégie depuis fin 2020 avec le Japon. Cette forme de diplomatie vient soutenir la contestation chinoise de la vision occidentale du monde. Dès lors, la Chine propose un récit alternatif et façonne son image afin de paraître attractive. Ainsi, en 2023, la Chine a joué un rôle déterminant dans la médiation entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Les deux États ont alors annoncé la reprise de leurs relations diplomatiques, rompues depuis 2016. Après deux années de négociations menées de manière discrète, Pékin a officiellement contribué à la finalisation de l'accord, se positionnant dès lors comme un acteur stratégique au Moyen-Orient²³. Le rôle de la Chine comme médiateur n'est pas anodin : sa participation aux négociations s'explique notamment par la volonté saoudienne et iranienne de s'éloigner des récits et cadres d'analyse occidentaux. En contrepartie, certaines questions sensibles, telle que la répression des Ouïghours, restent absentes des discussions. À cet égard, en juillet 2020, ni l'Iran ni l'Arabie saoudite n'ont soutenu la condamnation de cette répression au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies²⁴. Par ailleurs, la Chine s'emploie à renforcer son image de partenaire fiable, notamment à travers la création, en 2018, de l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (CICDA), véritable instrument au service du déploiement des nouvelles routes de la soie (*Belt and Road Initiative*). Cette agence est chargée de la planification, de la coordination et de la mise en œuvre des projets d'aide étrangère et de développement. Dans cette perspective, Pékin s'attache à consolider ses partenariats, en particulier avec les États africains, comme en

23 BELKAID, Akram, et Martine BULARD. « Pékin, faiseur de paix ? » *Le Monde diplomatique* [en ligne], 1 avril 2023. Disponible sur : <https://www.monde-diplomatique.fr/2023/04/BELKAID/65650>

24 Ibid.

témoigne l'organisation, en septembre 2024, du Forum sur la coopération sino-africaine²⁵.

Conclusion

La crise suscitée par les déclarations de la Première ministre japonaise Takaichi Sanae illustre la logique de la diplomatie du « loup-guerrier ». Sous Xi Jinping, Pékin abandonne la stratégie de « profil bas » pour adopter un « esprit combattant », visant à contester les récits occidentaux et à affirmer sa souveraineté. Cette diplomatie agressive répond également aux impératifs internes : nourrie par le nationalisme et le souvenir des humiliations passées, elle renforce la légitimité du Parti et projette l'image d'une Chine ferme et confiante. Si elle peut détériorer l'image internationale de Pékin, son objectif n'est pas de séduire, mais d'imposer respect et crainte. Intégrée dans une stratégie hybride mêlant influence, coopération et confrontation, la diplomatie du « loup-guerrier » permet à la Chine de consolider sa position et de défendre ses intérêts dans un ordre mondial de plus en plus compétitif et brutal.

| 50

À PROPOS DE L'AUTRICE

Camille OUZILLOU est membre du comité Asie-Pacifique. Elle est diplômée du master de sécurité et défense de Sciences Po Lille. Elle s'intéresse aux enjeux stratégiques en Asie de l'Est, et a rédigé son mémoire de recherche sur l'influence de l'enjeu taïwanais sur la politique de sécurité du Japon.

25 NEEMA, Christian-Géraud. « What FOCAC 2024 Reveals About the Future of China-Africa Relations ». *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne], 21 novembre 2024. Disponible sur : <https://carnegieendowment.org/research/2024/11/what-focac-2024-reveals-about-the-future-of-china-africa-relations>.

Partie II

L'extension de la conflictualité au-delà des espaces traditionnels

L'affirmation des fonds marins comme nouvel espace de conflictualité en Asie-Pacifique

Par Léa VIOLLEAU et Antoine AMIGOU

Introduction

Le 5 août 2025, le Département d'État américain publie une déclaration sur la nouvelle coopération entre les États-Unis et les Îles Cook afin de « faire progresser la recherche scientifique et le développement responsable des ressources minérales des fonds marins »¹. Cette annonce intervient moins de six mois après la signature d'un premier partenariat stratégique liant les Îles Cook à la République Populaire de Chine, ouvrant la voie à l'intensification de l'exploration des fonds marins de l'archipel du Pacifique. Cette « course aux ressources sous-marines » met en lumière l'évolution du rapport des grandes puissances aux fonds marins. Selon le chercheur John Childs, cette nouvelle forme de compétition sur la scène internationale « représente l'émergence d'une nouvelle frontière extractive qui étend la géopolitique [...] jusque dans les profondeurs de l'Océan ».² Le terme de « fond marin » fait référence au plancher océanique³, un espace longtemps relégué à la périphérie des enjeux géopolitiques mais qui connaît depuis le début du XXI^e siècle un regain d'intérêt. La transition énergétique, la numérisation des économies et la militarisation croissante des espaces maritimes ont accru la dépendance des États aux ressources minérales critiques et aux infrastructures

1 «Joint Statement on U.S.-Cook Islands Cooperation on Seabed Mineral Resources». U.S. Department of State. 05/08/2025. Disponible sur : <https://www.state.gov/releases/office-of-the-spokesperson/2025/08/joint-statement-on-u-s-cook-islands-cooperation-on-seabed-mineral-resources>.

2 CHILDS, John. « Extraction in Four Dimensions: Time, Space and the Emerging Geopolitics of Deep-Sea Mining ». *Geopolitics*. 14/06/2018. Disponible sur : <https://www.semanticscholar.org/paper/Extraction-in-Four-Dimensions%3A-Time%2C-Space-and-the-Childs/76db461a6bf46ca1794acd083fb29f37cfe0fb3c>.

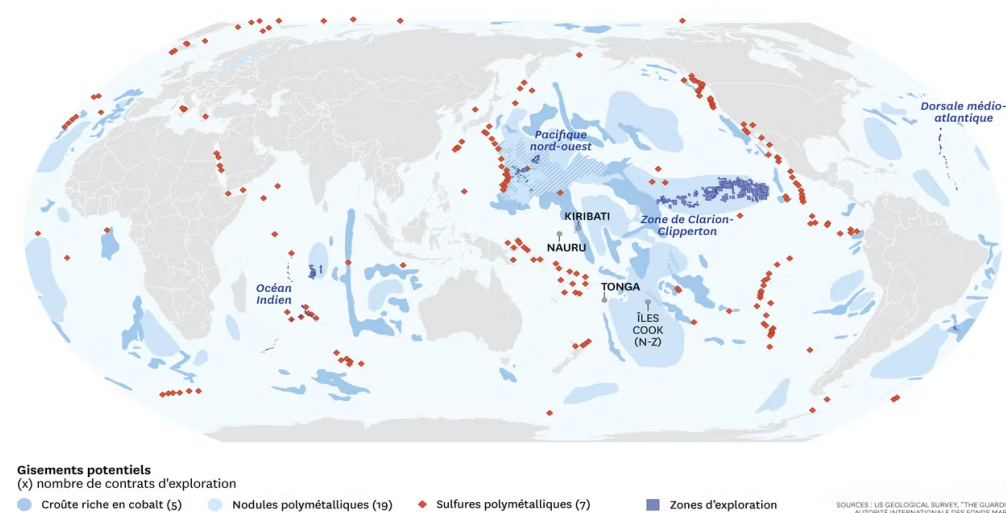
3 Conformément à la définition avancée par la Fondation de la Mer. Disponible sur : <https://www.fondationdelamer.org/wp-content/uploads/2022/06/Les-Grands-Fonds-Marins.pdf>.

sous-marines. Dans ce contexte, l'Asie-Pacifique, qui concentre le plus vaste bassin océanique mondial, tend à devenir un espace structurant des nouveaux enjeux liés aux fonds marins. Les équilibres géopolitiques régionaux fragiles et les stratégies d'influence des grandes puissances viennent accroître la dimension stratégique de la maîtrise des milieux sous-marins de la région. Dès lors, l'accroissement des rivalités qui en découle nous invite à nous interroger sur la manière dont l'affirmation stratégique des fonds marins contribue à de nouvelles formes de conflictualité en Asie-Pacifique. En effet, si certains acteurs aspirent à fonder un consensus international sur la question de la gestion et de la mise en valeur des fonds marins, le constat d'une diversification des approches se vérifie chaque jour davantage. L'entrée en contradiction de ces stratégies alerte sur l'émergence de nouveaux points de tensions, et remet en cause l'équilibre régional bâti depuis 1945.

L'Asie Pacifique comme espace maritime structurant des enjeux liés aux fonds marins

Un espace océanique favorable à l'exploitation des fonds marins

Minerais : les fonds marins scrutés de près



Source : « Océans. Dans le Pacifique, des États divisés sur l'exploitation minière des fonds marins » *Courrier international*. 07/06/2025.

Alors que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que les stratégies minières actuelles et futures ne suffiront pas à satisfaire la demande mondiale en métaux, les fonds marins sont de plus en plus envisagés comme une solution potentielle⁴. Ces zones abritent d'importantes quantités de minerais stratégiques, représentant possiblement des milliers de tonnes exploitables. L'Océan Pacifique en est particulièrement riche. Les ressources métalliques que contiennent les fonds marins se distinguent par trois catégories : les sulfures polymétalliques, les encroûtements cobaltifères et les nodules polymétalliques. Ces derniers sont très recherchés, car ils contiennent en grande quantité du manganèse, du cuivre, du cobalt et du nickel. Dans un contexte d'essor des énergies renouvelables et du secteur numérique, les besoins mondiaux en métaux critiques augmentent fortement. Les nodules polymétalliques apparaissent ainsi comme une opportunité stratégique pour répondre à la demande de l'industrie des technologies dites « vertes »⁵. Bien que ces nodules soient présents dans l'ensemble des grands océans, certaines zones offrent des conditions d'exploitation plus favorables que d'autres. Le cas de la zone de Clarion-Clipperton (ZCC) est illustratif : avec son espace d'environ quatre millions de kilomètres carrés, il s'agit du plus grand gisement connu au monde avec des ressources deux à quatre fois supérieures à celles des réserves terrestres mondiales⁶. Plusieurs analyses prospectives indiquent que l'exploitation pourrait y être économiquement viable si la production atteint une échelle suffisante et si les prix internationaux des métaux restent élevés⁷. Au cœur des convoitises, ce type de

4 HACHE Emmanuel, NORMAND Emilie, ROCHE Candice. « Exploiter les fonds marins : une nouvelle frontière géopolitique ? ». *La Revue internationale et stratégique*. 02/2025. Disponible sur : <https://www.iris-france.org/ris/exploiter-les-fonds-marins-une-nouvelle-frontiere-geopolitique/>.

5 LUCQ Romane. « Exploitation minière des fonds marins : 2025, un tournant institutionnel et stratégique ? ». IRIS. 18/03/2025. Disponible sur : <https://www.iris-france.org/exploitation-mini-ere-des-fonds-marins-2025-un-tournant-institutionnel-et-strategie/>.

6 HACHE Emmanuel, NORMAND Emilie, ROCHE Candice. « Exploiter les fonds marins : une nouvelle frontière géopolitique ? ». *La Revue internationale et stratégique*. 02/2025. Disponible sur : <https://www.iris-france.org/ris/exploiter-les-fonds-marins-une-nouvelle-frontiere-geopolitique/>.

7 MANHART Andreas, MCLENNAN Ashleigh. « Ruée vers les métaux des grands fonds : Réflexions sur l'exploitation minière en eaux profondes ». Oeko-Institut, Greenpeace. 03/2023. Disponible sur : https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2023/03/Ruee_vers_les_métaux_des_grands_fonds.pdf?_ga=2.160291386.663640966.1678700231-406306942.1657638371.

zone est néanmoins souvent reconnu comme un « *hotspot* »⁸ de biodiversité profonde. En 2023, des scientifiques ont recensé plus de 5 000 nouvelles espèces dans la ZCC. Ces découvertes ont renforcé les débats autour des enjeux environnementaux et du droit international liés à l'exploitation des fonds marins. Si ces pierres constituent un véritable trésor, la préservation de leur environnement semble parfois moins précieuse.

Une dimension stratégique supplémentaire pour les équilibres géopolitiques régionaux

Ce regain d'intérêt pour les fonds marins ne se justifie pas simplement par un risque futur de pénurie de ressources. Il s'agit surtout d'un enjeu de sécurisation des apports dans un contexte de transition énergétique et de tensions politiques sur les chaînes d'approvisionnement. Dans ce cadre, la maîtrise des technologies d'exploration et de surveillance devient un atout majeur de souveraineté scientifique, économique et diplomatique⁹. De fait, les fonds marins constituent un véritable levier d'autonomie stratégique. Leur exploitation permettrait de diversifier les sources d'approvisionnement en minerais critiques, aujourd'hui largement concentrées en Chine¹⁰.

8 « Point chaud de la biodiversité ». Glossaire. Géoconfluences, ENS Lyon. 2025. Disponible sur : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/point-chaud-biodiversite>.

9 RIGAUD Vincent. « Les grands fonds marins, un enjeu stratégique majeur ». IHEDN. 13/06/2025. Disponible sur : <https://ihedn.fr/notre-actualite/vincent-rigaud-ifremer-les-grands-fonds-marins-un-enjeu-strategique-majeur/>.

10 SEAMAN John. « Le rôle clé de la Chine dans les chaînes de valeur des minerais critiques ». *Annales des Mines*. 11/2025. Disponible sur : <https://Annales-des-mines.org/wp-content/uploads/2025/10/RI-2025-11-11-Le-role-cle-de-la-Chine-dans-les-chaines-de-valeur-des-minerais-critiques-J.-SEAMAN.pdf>.

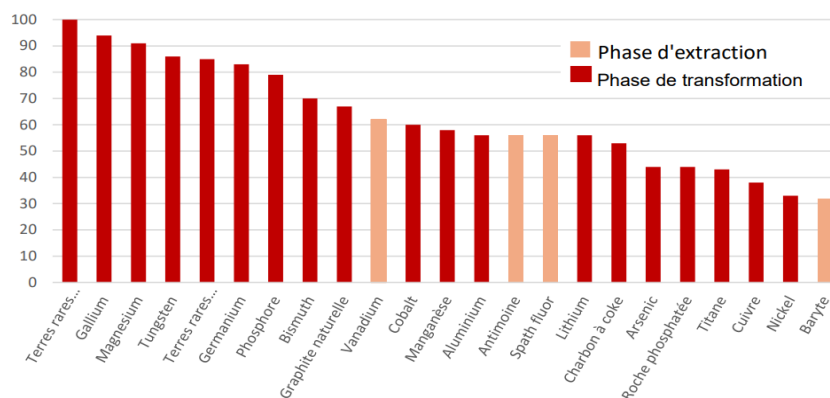


Figure 1 : Part de production mondiale de la Chine en minerais critiques :
(Source : Commission européenne, 2023).

Pour sécuriser leurs approvisionnements, les États cherchent désormais à affirmer leur souveraineté sur les zones les plus prometteuses. Les fonds marins deviennent ainsi un nouvel espace de rivalités, alimentant les tensions géopolitiques. La compétition entre les États-Unis et la Chine autour des Îles Cook en est une illustration. De même, la ZCC attire aujourd'hui des intérêts concurrents, notamment ceux du Mexique, des États-Unis, de la Chine, mais aussi des réseaux criminels¹¹. Cette multiplication des acteurs fait des fonds-marins un espace de plus en plus convoité. Au-delà des ressources, les fonds marins s'inscrivent désormais au cœur des stratégies navales traditionnelles. La robotisation constitue une transformation majeure du XXI^e siècle, aussi bien pour les puissances en expansion telles la Chine ou l'Inde que pour celles cherchant à maintenir leur supériorité¹². En parallèle, le milieu sous-marin est structuré par des réseaux de câbles, pipelines et autres installations, essentiels pour le commerce international et les télécommunications¹³. Leur contrôle constitue ainsi un enjeu clé de souveraineté numérique, de cybersécurité et d'influence pour les grandes puissances. En réponse aux projets des « Nouvelles routes de la soie

¹¹ BISEAU Emilien. « Un angle mort stratégique de plus pour la France : l'île française Passion - Clipperton oubliée de l'Indo-Pacifique ». École de guerre économique. 01/12/2025. Disponible sur : <https://www.ege.fr/un-angle-mort-strategique-de-plus-pour-la-france-lile-francaise-passion-clipperton-oubliee-de-lindo-pacifique>.

¹² BEM/SAPD/FPH. « La militarisation des grands fonds marins ». Bibliothèque de L'École militaire. 09/2025. Disponible sur : https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/academ/2025-09_La%20militarisation%20des%20grands%20fonds%20marins-Synth%C3%A8se.pdf.

¹³ RIGAUD Vincent. « Les grands fonds marins, un enjeu stratégique majeur ». IHEDN. 13/06/2025. Disponible sur : <https://ihedn.fr/notre-actualite/vincent-rigaud-ifremer-les-grands-fonds-marins-un-enjeu-strategique-majeur/>.

numérique » de la Chine, tels le câble PEACE, les États-Unis installent dans le Pacifique des câbles reliant les îles régionales. Les Américains font notamment du lobbying auprès des pays de la région pour exclure la Chine de potentiels programmes. Le Vietnam cherche par exemple à installer de nouveaux câbles et contraint ainsi Hanoï à exclure le producteur chinois HMN¹⁴.

Un espace fragmenté par des régimes juridiques complexes

La gouvernance internationale est structurée par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM). La Zone Économique Exclusive (ZEE) des États côtiers attribue à ces derniers des droits sur l'exploration et l'exploitation jusqu'à 200 milles marins. Au-delà de cette délimitation se trouvent les fonds-marins des eaux internationales où se situent l'essentiel des ressources convoitées. La CNUDM identifie cet espace comme « patrimoine commun de l'humanité »¹⁵. Aucun État ne peut ainsi revendiquer de souveraineté ou s'approprier ces ressources sans une utilisation menée dans l'intérêt de l'humanité. Ce principe fait l'objet de différentes interprétations politiques et économiques, considérant par exemple que la forte concentration de cobalt en République démocratique du Congo (55% des réserves terrestres mondiales) peut justifier l'exploitation des fonds marins par les acteurs en forte dépendance¹⁶. L'Autorité internationale des fonds marins (AIFM), organe autonome des Nations Unies, a pour mission d'y contrôler et d'y réglementer les activités minières. Les entreprises sont par exemple tenues d'être parrainées par un État membre de la CNUDM et d'en obtenir un contrat si elles souhaitent mener des extractions. Afin d'encadrer ces activités, l'AIFM élabore progressivement le « code minier international ». Ce

¹⁴ RUAULT Margot. « En mer de Chine méridionale, la bataille des câbles sous-marins ». *La Tribune*. 14/10/2024. Disponible sur : <https://www.latribune.fr/economie/international/en-mer-de-chine-meridionale-la-bataille-des-cables-sous-marins-1008713.html>.

¹⁵ United Nations Convention on the Law of the Sea, article 136. 10/12/1982. Disponible sur : <https://www.isa.org.jm/wp-content/uploads/2023/05/French.pdf>.

¹⁶ HACHE Emmanuel, NORMAND Emilie, ROCHE Candice. « Exploiter les fonds marins : une nouvelle frontière géopolitique ? ». *La Revue internationale et stratégique*. 02/2025. Disponible sur : <https://www.iris-france.org/ris/exploiter-les-fonds-marins-une-nouvelle-frontiere-geopolitique/>.

corpus juridique comprend déjà des règlements sur les pratiques d'exploration, mais le texte détaillant les conditions d'une exploitation industrielle reste en cours de négociation depuis 2014¹⁷. Cela alimente un débat important entre États, scientifiques et organisations environnementales sur plus de 2 000 points¹⁸. Dans ce contexte d'incertitude réglementaire, certains acteurs industriels cherchent à faire pression sur le processus. L'entreprise canadienne *The Metals Company* (TMC), soutenue par Nauru, a ainsi activé en 2021 la « règle des deux ans »¹⁹ prévue par la CNUDM afin d'imposer à l'AIFM l'examen d'une demande d'exploitation dans un délai limité, même avec un cadre réglementaire incomplet. Parallèlement, TMC a évoqué en mars 2025²⁰ la possibilité de déposer une demande d'autorisation auprès de la *National Oceanic and Atmospheric Administration* (NOAA), l'agence océanique des États-Unis. En effet, Washington n'a jamais ratifié la CNUDM et dispose de sa propre législation relative à l'exploitation minière des grands fonds. Cette stratégie est accusée par certains acteurs de contourner le droit international afin d'échapper à de futures juridictions environnementales. De fait, en l'absence de code minier finalisé et de mécanisme de sanction robuste, la gouvernance internationale des ressources des grands fonds demeure fragile et largement dépendante de la volonté politique des États.

17 AFP. « Coup d'envoi des négociations internationales sur l'exploitation des grands fonds marins ». *TNTV News*. 18/03/2025. Disponible sur : <https://www.tntvnews.pf/monde/coup-denvoi-des-negociations-internationales-sur-l'exploitation-des-grands-fonds-marins/>.

18 « Exploitation des fonds marins et protection du "patrimoine commun de l'humanité", le mandat paradoxal de l'AIFM ». *Fondation de la Mer*. 31/03/2025. Disponible sur : <https://www.fondationdelamer.org/nos-actualites/exploitation-patrimoine-commun-humanite/#:~:text=Le%20mandat%20de%20l'AIFM,appel%C3%A9e%20%E2%80%9Cle%20code%20minier%E2%80%9D.>

19 « Exploitation des fonds marins et protection du "patrimoine commun de l'humanité", le mandat paradoxal de l'AIFM ». *Fondation de la Mer*. 31/03/2025. Disponible sur : <https://www.fondationdelamer.org/nos-actualites/exploitation-patrimoine-commun-humanite/#:~:text=Le%20mandat%20de%20l'AIFM,appel%C3%A9e%20%E2%80%9Cle%20code%20minier%E2%80%9D.>

20 AFP. « Extraction minière sous-marine : une entreprise pionnière se tourne vers les États-Unis ». *Radio-Canada*. 28/03/2025. Disponible sur : [https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2151292/extraction-mine-sous-marin-metals-company#:~:text=The%20Metals%20Company%20\(TMC\)%2C,tentative%20%C2%AB%20path%C3%A9tique%20%C2%BB%20de%20contourner%20des.](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2151292/extraction-mine-sous-marin-metals-company#:~:text=The%20Metals%20Company%20(TMC)%2C,tentative%20%C2%AB%20path%C3%A9tique%20%C2%BB%20de%20contourner%20des.)

Des stratégies d'acteurs différenciées qui entrent en contradiction

L'intégration des fonds marins dans les stratégies des grandes puissances asiatiques

Les fonds marins apparaissent désormais comme un levier indispensable pour les grandes puissances asiatiques afin de remplir leurs objectifs économiques, technologiques et sécuritaires. La Chine constitue l'exemple le plus abouti d'intégration de ces enjeux au calendrier politique national. Depuis le 13^{ème} plan quinquennal (2016-2020), Pékin a identifié l'exploration des grands fonds marins comme un secteur prioritaire de développement.²¹ Ce positionnement a été maintenu dans le plan quinquennal suivant (2021-2025) avec une attention particulière portée sur la maîtrise des technologies océaniques et sur la valorisation des ressources maritimes. La dégradation récente de l'ordre international ne fait d'ailleurs qu'intensifier cette dynamique. Jeudi 5 mars 2026, le premier Ministre Li Qiang a annoncé que Pékin souhaitait augmenter annuellement d'environ 7% ses dépenses publiques de recherche et développement jusqu'à 2030, avec un intérêt marqué pour l'exploration des fonds marins²². Dans ce cadre, la *China Ocean Mineral Resources Research and Development Association* (COMRA) joue un rôle clé en obtenant de la part de l'AIFM plusieurs contrats d'exploration. Toutefois, ces programmes dépassent largement la seule dimension minière : les technologies d'exploration permettent à la Chine d'améliorer sa maîtrise de l'environnement sous-marin. Le Japon adopte une approche similaire mais davantage ciblée sur la sécurité économique et la

21 LIU, Nengye. KIM, Rakhyun. « China's New Law on Exploration and Exploitation of Resources in the International Seabed Area of 2016 », *The International Journal of Marine and Coastal Law*. Janvier 2016. Disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/341099376_China's_New_Law_on_Exploration_and_Exploitation_of_Resources_in_the_International_Seabed_Area_of_2016.

22 « Recommendations of the Central Committee of the Communist Party of China for Formulating the 15th Five-Year Plan for National Economic and Social Development », Xinhua News Agency. 28/10/2025. Disponible sur : <https://english.news.cn/20251028/efbfd0c774fd4b1c8daeb741c0351431/c.html>.

résilience technologique, limitant notamment les dépendances stratégiques à la Chine. L'approche nippone se structure autour des « *Basic Act on Ocean Policy* » et du « *Plan for the Development of Marine Energy and Mineral Resources* », régulièrement révisés pour s'adapter à l'évolution rapide du rapport aux fonds marins. Symbole de la volonté de Tokyo de renforcer son autonomie : une opération d'extraction de terres rares prometteuse annoncée par la Japan Agency for Marine-Earth Science and Technology (JAMSTEC) fin décembre 2025²³ et effectuée mi-janvier 2026 au large de l'île de Minami Torishima. Réalisée à près de 6000 mètres de profondeur, cette mission d'essai est une première mondiale. Ces programmes ne se limitent pas à l'exploitation minière et incluent également la sécurisation des infrastructures critiques. La Chine et le Japon investissent également dans des drones sous-marins autonomes (AUV), créant ainsi un continuum entre l'exploitation économique et la projection de puissance maritime.

Les puissances secondaires et États insulaires : entre vulnérabilités et médiations

Face aux ambitions des grandes puissances, les États de second plan de l'Asie-Pacifique occupent une position paradoxale dans les rapports de force. Bien qu'ils disposent souvent de ZEE particulièrement vastes, leurs capacités administratives, techniques et financières restent limitées. Cette situation crée une dépendance structurelle à l'égard des acteurs extérieurs majeurs, à laquelle les États n'ont pas de réponse consensuelle. Ce décalage est particulièrement visible dans le cadre de l'AIFM. En vertu de la CNUDM²⁴, toute entité souhaitant explorer les ressources des fonds marins doit être parrainée par un État partie de la Convention. Cela confère à des États en apparence secondaire, en particulier les nations insulaires

²³ « Japan to test mine rare-earth mud from deep seabed », Reuters, 23/12/2025. Disponible sur : <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/japan-test-mine-rare-earth-mud-deep-seabed-2025-12-23/>.

²⁴ Article 153 de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer (CNUDM). Disponible sur : <https://www.isa.org.jm/wp-content/uploads/2023/05/French.pdf>.

du Pacifique, un rôle disproportionné et propice à l'apparition de tensions internes²⁵. À ce jour, l'AIFM a attribué une trentaine de contrats d'exploration sponsorisés en grande majorité par des États insulaires du Pacifique et couvrant plus de 1.3 million de km² de fonds marins²⁶. Dans ce système, plusieurs États agissent ainsi comme des interfaces institutionnelles et diplomatiques, facilitant les actions de multinationales dans le respect de la gouvernance internationale en vigueur. Le cas de Nauru est révélateur : l'État d'environ 12 000 habitants parraine la société *Nauru Ocean Resources Inc.* (NORI), filiale de la multinationale TMC, dans le cadre d'un grand programme d'exploration à des fins d'exploitation sur plusieurs dizaines de milliers de km² de fonds marins²⁷. Le déclenchement de la « règle des deux-ans » par l'État insulaire, soutenu par les Tonga, Kiribati ou encore les Îles Cook, se heurte à la position de la plupart des autres États de la région (Palaos, Fidji, Samoa, Vanuatu, Tuvalu, Îles Marshall, Nouvelle-Zélande). Ceux-ci défendent un moratoire ou une approche plus prudente, voire s'opposent à ces programmes d'exploration pour des raisons environnementales mais également pour une question d'autonomie stratégique²⁸.

Le rôle croissant des acteurs extra régionaux au sein des enjeux de fonds marins d'Asie-Pacifique.

Les dynamiques liées aux fonds marins en Asie-Pacifique mobilisent également un ensemble d'acteurs extrarégionaux et privés qui élargissent et complexifient la gouvernance de ces espaces. Les entreprises multinationales jouent aujourd'hui

²⁵ XU Xiangxin, XUE Julia. « Potential Contribution of Sponsoring State and Its National Legislation to the Deep Seabed Mining regime », Sustainability, 28/09/2021. Disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/354924939_Potential_Contribution_of_Sponsoring_State_and_Its_National_Legislation_to_the_Deep_Seabed_Mining_Regime.

²⁶ « Deep Sea Mining Uncovered: Part Two », DLA Piper, 11/07/2025. Disponible sur : <https://www.dlapiper.com/en-fr/insights/publications/2025/07/deep-sea-mining-uncovered-part-two>.

²⁷ PINA Carine, GUEGUEN Nolwenn. « Brève stratégique n°72 - 2024 », IRSEM, 13/06/2024. Disponible sur : <https://www.irsem.fr/breve-strategique-n-72.html>.

²⁸ POHLE Camilla. « As Pacific Islands Caution Against Seabed Mining, the US Prepares to Trash the Rules », *The Diplomat*, 16/05/2025. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2025/05/as-pacific-islands-caution-against-seabed-mining-the-us-prepares-to-trash-the-rules/>.

un rôle central dans le développement des technologies nécessaires à l'exploitation des grands fonds. On assiste aujourd'hui à une concentration croissante d'acteurs industriels, alors que le potentiel capitalistique explose. Les campagnes scientifiques menées par les sociétés TMC ou encore *UK Seabed Resources*, anciennement contrôlée par le géant américain Lockheed Martin, se substituent progressivement aux intérêts régionaux, tandis que les partenariats avec les administrations locales permettent de respecter le cadre de l'AIFM. Les opportunités économiques se heurtent cependant aux arguments environnementaux, défendus par plusieurs ONG internationales. En octobre 2025, Greenpeace International a mené une action directe contre un « navire d'exploration dans le cadre d'une expédition de recherche financée par les États-Unis »²⁹ à Rarotonga (Îles Cook). Une opération similaire avait déjà ciblé un navire affrété par TMC en novembre 2023. Parallèlement, les fonds marins intéressent plusieurs cadres de coopération stratégiques extrarégionaux. Le partenariat du *Quadrilateral Security Dialogue* (QUAD) s'intéresse notamment à la connaissance du domaine maritime et au développement de technologies de cartographie océaniques avancées. Au-delà d'un potentiel industriel et économique conséquent, le sous-sol marin régional est surtout un espace stratégique à proximité immédiate de la Chine. Une initiative lancée par l'Inde et l'Australie, soutenue par le QUAD, a été annoncée le 3 juillet 2025 pour « renforcer la surveillance sous-marine »³⁰ en Asie-Pacifique. Abritant plusieurs dizaines de milliers de kilomètres de câbles sous-marins, essentiels à la circulation des données et à l'économie mondiale, les fonds marins de l'Asie-Pacifique sont dans le viseur des grandes puissances, à commencer par le bloc occidental. La surveillance de ces infrastructures devient dès lors un enjeu majeur, contribuant

²⁹ « Pacific activists protest deep sea mining as US-owned exploration vessel docks in Cook Islands ». Greenpeace International. 22/10/2025. Disponible sur : <https://www.greenpeace.org/international/press-release/79252/pacific-activists-protest-deep-sea-mining-us-owned-exploration-vessel-cook-islands/>.

³⁰ « Indian pact bolsters undersea surveillance ». Australian Government Department of Defence. 03/07/2025. Disponible sur : <https://www.defence.gov.au/news-events/news/2025-07-03/indian-pact-bolsters-undersea-surveillance>.

à la sécurisation – voire à l'arsenalisation – des espaces sous-marins. Dénoncée comme une preuve d'interférence dans les affaires régionales, renforçant un clivage Nord-Sud déjà électrique, cette compétition géopolitique encourage l'émergence de nouvelles formes de conflictualité.



Source : MARIN Cécile, DELMAS Elsa. « Toile de câbles et hubs sensibles ». Le Monde diplomatique. 09/2021.

Les fonds marins, scène d'émergence d'une nouvelle forme de conflictualité en Asie-Pacifique

Une conflictualité principalement indirecte et institutionnelle

La rivalité stratégique autour des fonds marins se joue avant tout à travers les normes, les interprétations juridiques et la diplomatie plutôt que par affrontement direct. Tandis que la politique de Donald Trump s'inscrit dans une logique de remise en cause du droit international, la Chine adopte une stratégie inverse en mobilisant les réglementations onusiennes comme levier d'influence. La Chine est ainsi le principal contributeur au budget administratif de l'AIFM,

atteignant le plafond maximal (22 %)³¹ autorisé. Ce poids financier lui confère un rôle structurant dans le fonctionnement de l'institution. Cette stratégie d'influence s'est révélée efficace le 20 mai 2025, lorsque l'AIFM a autorisé l'entreprise China Minmetals à mener des tests d'exploration dans le Pacifique. Selon le groupe minier, il s'agit de la première validation d'un rapport chinois d'impact environnemental conforme aux standards internationaux, renforçant la légitimité de Pékin dans la gouvernance des fonds marins. À l'inverse, en avril 2025, Donald Trump a signé un décret visant à accélérer la délivrance de permis d'exploitation, y compris en eaux internationales, contournant ainsi les cadres multilatéraux et provoquant des tensions avec l'AIFM et la Chine. Cette opposition illustre deux usages concurrents du droit : l'un comme contrainte à dépasser, l'autre comme ressource stratégique. Cependant, l'État chinois adopte une posture ambivalente, alternant entre respect et contournement des normes afin de maximiser son influence. Pékin a notamment complexifié l'obtention de permis pour la pose ou la réparation de câbles sous-marins en mer de Chine, allongeant les délais et imposant des exigences supplémentaires. Or, selon le droit international, seuls les projets situés dans un rayon de 12 milles nautiques nécessitent une autorisation de l'État côtier. En exigeant des permis au-delà de cette limite, la Chine étend de facto son contrôle maritime, en lien avec ses revendications en mer de Chine méridionale. Comme le souligne le chercheur Michael Delaunay, cette pratique « est une demande illégale mais les entreprises jouent le jeu pour ne pas se mettre la Chine à dos et voir les délais encore augmenter »³². Ces pratiques ont des conséquences économiques concrètes pour les acteurs de la région. De nombreux projets sont retardés, tel le câble SJC 2 reliant le Japon à Singapour, dont la mise

31 « Barème indicatif des contributions au budget administratif pour la seconde année de l'exercice 2025-2026 ». Autorité internationale des fonds marins, Commission des finances. 30/04/2025. Disponible sur : https://www.isa.org.jm/wp-content/uploads/2025/06/ISBA_30_FC_5_F.pdf.

32 RUAULT Margot. « En mer de Chine méridionale, la bataille des câbles sous-marins ». *La Tribune*. 14/10/2024. Disponible sur : <https://www.latribune.fr/economie/international/en-mer-de-chine-meridionale-la-bataille-des-cables-sous-marins-1008713.html>.

en service a été reportée de plus d'un an. L'entreprise américaine Meta, impliquée dans ce projet, subit ainsi des surcoûts et une réticence accrue des investisseurs.

La sécurisation croissante de l'espace sous-marin dans les stratégies régionales

Toutefois, si l'affrontement militaire n'est pas effectif, les doctrines nationales intègrent désormais explicitement les fonds marins comme un espace de conflictualité, à la fois pour la dissuasion, la projection de puissance et la protection des infrastructures critiques. La montée en puissance des capacités sous-marines se matérialise à travers des alliances telles que *l'Australia - United Kingdom - United States Partnerships* (AUKUS). L'accord, réaffirmé le 4 décembre 2025 par Donald Trump, vise selon les parties à « contrer la Chine »³³. Il prévoit entre autres l'envoi de sous-marins nucléaires d'attaque. Face à cette dynamique occidentale, la Chine et la Russie développent une forte coopération navale. Les exercices conjoints « Joint Sea-2025 » en mer du Japon³⁴, incluant notamment des opérations de lutte anti-sous-marin, ont selon le ministre chinois de la Défense pour objectif « l'approfondissement du partenariat stratégique global ». Dans le même temps, les stratégies nationales en Asie orientale démontrent une intégration croissante de l'espace sous-marin dans les doctrines de défense. Au Japon, malgré le tabou du nucléaire, un rapport du Conseil d'experts sur le renforcement des capacités de défense recommande « de discuter de l'utilisation de l'énergie nucléaire sans l'exclure et de renforcer la dissuasion face à la Chine ». Cette orientation s'inscrit dans la doctrine de défense japonaise adoptée en 2022. Par ailleurs, l'ancien Ministre de la Défense Kazuhisa Shimada insiste sur le fait que des sous-marins à propulsion nucléaire permettraient de renforcer les capacités

33 « Pact with U.S., Britain, will see Australia scrap French sub deal-media » *Reuters*. 15/09/2021. Disponible sur : <https://www.reuters.com/world/us/biden-announce-alliance-with-britain-australia-tech-cyber-defense-politico-2021-09-15/>.

34 « La Chine et la Russie débutent de nouveaux exercices navals en mer du Japon ». *RFI*. 03/08/2025. Disponible sur : <https://www.rfi.fr/asie-pacifique/20250803-chine-et-russie-d%C3%A9butent-de-nouveaux-exercices-navals-en-mer-du-japon-pacifique-cooperation>.

de contre-attaque du Japon³⁵. La Corée du Sud suit une trajectoire similaire. L'amiral Sim Seung-seob affirme en 2019 qu'un sous-marin nucléaire « constitue une force de dissuasion utile pour réagir simultanément à la Corée du Nord et aux pays voisins ». Cette orientation stratégique a été confirmée politiquement : Donald Trump et le président sud-coréen Lee Jae-myung ont trouvé un accord à Séoul fin 2025 pour la construction d'un sous-marin à propulsion nucléaire malgré les restrictions préalables de l'accord 123³⁶. Les pays d'Asie-du Sud-Est s'inscrivent eux aussi dans cette dynamique, à l'instar de l'Indonésie, qui développe notamment sa coopération avec la France. Le pays, deuxième client français dans la région après l'Inde³⁷, lui achète entre autres des sous-marins Scorpène et des radars³⁸. Cela traduit la volonté française de renforcer sa présence dans la sécurisation des espaces maritimes et sous-marins régionaux, partiellement en réponse au projet AUKUS.

La mer de Chine méridionale : illustration d'une dérive conflictuelle du partage régional de l'exploitation des fonds marins

La mer de Chine méridionale incarne aujourd'hui le cœur de la conflictualité régionale autour des fonds marins, précisément car elle fait converger enjeux économiques, rivalités étatiques et revendications territoriales concurrentes. Les estimations concernant les gisements d'hydrocarbures sont considérables : en 2014, *Rystad Energy* a estimé la présence de jusqu'à 3,6 milliards de barils de

35 LAGNEAU Laurent. « Le Japon s'interroge sur la nécessité de se doter de sous-marins nucléaires équipés de missiles de croisière ». Opex 360 - Zone Militaire. 28/09/2025. Disponible sur : <https://www.opex360.com/2025/09/28/le-japon-sinterroge-sur-la-necessite-de-se-doter-de-sous-marins-nucleaires-equipés-de-missiles-de-croisiere/>.

36 LAGNEAU Laurent. « La Corée du Sud et les États-Unis ont finalisé leur accord sur les sous-marins nucléaires d'attaque ». Opex 360 - Zone Militaire. 14/11/2025. Disponible sur : <https://www.opex360.com/2025/11/14/la-coree-du-sud-et-les-etats-unis-ont-finalise-leur-accord-sur-les-sous-marins-nucleaires-dattaque/>.

37 « Trends in international arms transfers, 2024 ». SIPRI. 03/2025. Disponible sur : <https://www.sipri.org/publications/2025/sipri-fact-sheets/trends-international-arms-transfers-2024>.

38 CHACHATY Helen. « Rafale, canons Caesar, sous-marins Scorpène... L'armée indonésienne est devenue la "petite sœur" de l'armée française en Asie ». BFM Business. 14/07/2025. Disponible sur : https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/defense/des-rafale-des-canons-caesar-des-sous-marins-scorpene-comment-l-armee-indonesienne-est-devenue-la-petite-s-ur-de-l-armee-francaise-en-asie_AN-202507140044.html.

pétrole et près de 40 trillions de pieds cubes de gaz naturel³⁹. À cela s'ajoutent les ressources minérales des grands fonds dont les nodules polymétalliques. Dans ce contexte, les confrontations autour du contrôle des espaces maritimes se matérialisent principalement de manière indirecte, par la présence accrue de garde-côtes et de navires militaires. Néanmoins, les escalades armées et diplomatiques sont fréquentes, à l'instar de la crise sino-vietnamienne de mai 2014. Le Vietnam avait porté à l'attention des Nations Unies « l'installation illégale par la Chine de la plate-forme pétrolière Haiyang Shiyu 981 dans la ZEE et sur le plateau continental du Vietnam »⁴⁰ par l'intermédiaire de la compagnie pétrolière China National Offshore Oil Corporation (CNOOC). Pékin a contesté les accusations mais a retiré de manière anticipée la plateforme après deux mois d'extrêmes tensions. La Chine tend à s'imposer comme la « puissance dictatoriale » de cette zone en imposant ses objectifs stratégiques à ses voisins. Les îlots et récifs jouent un rôle clé dans l'extension de son emprise territoriale et de ses droits revendiqués sur les fonds marins. Pékin a progressivement « pris le contrôle de la mer de Chine méridionale en construisant des îles artificielles entre 2013 et 2015, qu'elle a ensuite militarisées »⁴¹, explique Helen Raleigh. Le gouvernement chinois illustre également l'hybridité de cette compétition stratégique en mobilisant les câbles sous-marins comme instrument de puissance. Outre les pressions exercées sur les autres acteurs du secteur, les tensions en mer de Chine font également craindre des actes de sabotage, à l'image de ce qu'ont pu connaître les Îles Matsu sous souveraineté territoriale taïwanaise.

39 « South China Sea Analysis Brief », U.S. Energy Information Administration (EIA). 21/03/2024. Disponible sur : https://www.eia.gov/international/content/analysis/regions_of_interest/South_China_Sea/south_china_sea.pdf.

40 « Letter dated 3 July 2014 from the Permanent Representative of Viet Nam to the United Nations addressed to the Secretary-General », United Nations General Assembly. 09/07/2024. Disponible sur : <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n14/460/18/pdf/n1446018.pdf>.

41 RALEIGH Helen. « L'expansion territoriale de la Chine. Entretien avec Helen Raleigh ». *Conflicts*. 11/03/2024. Disponible sur : <https://www.revueconflicts.com/lexpansion-territoriale-de-la-chine-entretien-avec-helen-raleigh/>.

Conclusion

En définitive, les fonds marins s'imposent aujourd'hui comme un espace stratégique central, articulant des enjeux économiques, technologiques et sécuritaires. La pression exercée sur l'AIFM, combinée à la construction du futur code minier international, illustre la tension entre la nécessité d'un cadre normatif clair et l'accélération des démarches vers l'exploitation des ressources. Les grandes puissances, mais aussi les États insulaires et les acteurs privés, exploitent ces marges pour sécuriser leur accès aux métaux stratégiques et renforcer leur influence régionale. En Asie-Pacifique, cette dynamique révèle la fragilité des équilibres régionaux et de la gouvernance internationale. Si la conflictualité s'est jusque-là surtout exprimée par des affrontements indirects, la militarisation progressive des espaces sous-marins et les incidents récents autour des infrastructures critiques montrent une réelle montée des tensions. La surveillance accrue de l'espace et la multiplication des acteurs contribuent elles-aussi à transformer les fonds marins en nouveau terrain de compétition et de rivalité stratégique.

| 68

À PROPOS DES AUTEURS



Léa VIOLLEAU est étudiante en Master 1 de Relations Internationales à l'IRIS Sup'. Elle se passionne pour les enjeux liés au cyberspace et à la sécurité internationale en Indo-Pacifique, dans le cadre des stratégies françaises et européennes de coopération internationale.



Antoine AMIGOU est étudiant en Master 1 de Relations Internationales à l'IRIS Sup'. Il est fortement intéressé par les relations internationales et les enjeux de sécurité-défense en Asie de l'Est, et plus particulièrement au Japon et en Chine.



Entre innovation et rivalité : L'ascension militaro-spatiale de la Chine et la recomposition de l'ordre international

Par Artus HUET

Introduction

Et si les vaisseaux spatiaux de Star Wars n'étaient finalement plus une fiction, mais une réalité atteignable ? Et si la perspective d'une "guerre des étoiles", projet initié par Ronald Reagan en 1983 visant à placer des armes dans l'espace, n'était finalement pas si lointaine ? Une idée qui sonne tout à fait invraisemblable, mais qui a pourtant été évoquée par la chaîne de télé centrale chinoise CCTV, le 9 janvier dernier, au sujet du projet Nantianmen, créé en 2017 pour réfléchir sur la faisabilité d'un arsenal futuriste dans l'espace. Sur la chaîne, un attaché de l'armée de l'air chinoise affirme que les savoirs nécessaires au développement de cet arsenal ne relèvent plus du rêve, et que leur réalisation ne pose plus aucun doute, reste à savoir qui les développera en premier¹. Alors que la militarisation de l'espace progresse, ce projet illustre l'étendue des avancées et des ambitions du domaine spatial-militaire chinois, qui malgré un départ tardif, a su rattraper relativement rapidement ses concurrents à l'échelle mondiale. Le programme spatial chinois naît en 1957 dans l'héritage direct du complexe militaire. En effet, il est un prolongement des programmes balistiques lancés par le ministère de la défense nationale, dont émergeront les lanceurs, en s'appuyant sur des

1 OLIVIER. « Nantianmen : ces avions chinois venus du futur que l'armée commence à prendre au sérieux ». Journal du Geek [En ligne], 18 janvier 2026 [consulté le 29 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.journaldugeek.com/2026/01/18/nantianmen-ces-avions-chinois-venus-du-futur-que-larmee-commence-a-prendre-au-serieux>.

scientifiques soviétiques et de nombreux chercheurs chinois chassés des États-Unis pendant la période du Maccarthysme. C'est sous la révolution culturelle que le programme spatial tombe sous la tutelle de l'Armée Populaire de Libération (APL), afin d'en protéger les cerveaux des purges en cours. Cette proximité entre l'armée et le spatial continuera de se développer jusqu'à rendre floue la distinction entre le spatial civil et militaire. En effet tout le domaine spatial reste sous fort contrôle étatique et militaire, quand bien même ses usages seraient civils. La grande majorité des satellites chinois servent d'ailleurs des usages civils, comme les télécommunications ou encore l'aménagement urbain. En parallèle du développement du secteur spatial, la Chine a cherché à renforcer ses capacités militaires, et l'espace dispose d'une place progressivement plus importante dans ce processus. Dans la poursuite de cet objectif, la Chine crée en 2015, au sein de l'APL, la Force de soutien stratégique (FSS), qui comporte un département consacré au spatial, au cyber, et la guerre informationnelle. Elle est placée sous l'autorité de la commission militaire centrale, la plus haute autorité militaire du pays, renforçant ainsi l'importance du spatial dans le domaine militaire. En 2024, cette importance est d'autant plus renforcée que la FSS est dissoute, pour donner naissance à une Force Aérospatiale Militaire sous autorité directe de la CMC. Cette force devient ainsi la deuxième force spatiale indépendante au monde, prouvant l'importance donnée à l'espace comme levier stratégique et militaire, voire comme potentiel champ de bataille. Il serait donc intéressant de se demander dans quelle mesure la Chine a-t-elle réussi à faire évoluer son programme spatial chinois en un atout stratégique et militaire de premier plan au service de nouvelles ambitions internationales, et quelles sont les conséquences d'une telle évolution sur la militarisation de l'espace et l'équilibre des puissances à l'échelle mondiale ? Nous chercherons d'abord à analyser les avancées technologiques majeures dans le domaine spatial-militaire chinois, avant d'en analyser l'utilisation comme un levier stratégique et géopolitique dans la politique extérieure chinoise.

Nouvelles prouesses et applications des technologies spatiales à des fins militaires

Un cadre et une stratégie visant à favoriser les innovations spatiales

Pékin entend devenir un leader du spatial et, dans la poursuite de cet objectif, a construit une stratégie et un cadre institutionnel visant à favoriser l'innovation technologique. Cette stratégie spatiale se décline en trois ambitions : l'exploration scientifique, les objectifs commerciaux, et enfin les objectifs militaires². Elle est mise en œuvre à travers une planification étatique importante couplée à de forts investissements dans les industries de pointe, tout en renforçant l'intégration de ces technologies dans le secteur civil, commercial et militaire, dont les frontières sont d'ailleurs parfois assez floues. En effet, contrairement aux distinctions qui sont faites par la NASA entre le programme spatial civil et militaire, l'armée chinoise dispose d'un plus large contrôle sur le programme spatial civil ou militaire, et sur tout ce qui émerge de la recherche scientifique ou de l'industrie privée. Ainsi pour combler ses ambitions, la Chine peut tout d'abord se reposer sur un ensemble d'institutions publiques ou entreprise d'état, tels que la CMC, la *Chinese National Space Administration* (CNSA), la *China Aerospace Science and Industry Corporation* (CASIC) ou encore la *China Aerospace and Technology Corporation* (CASC) dont l'effectif dépasse les 170 000 employés. Ces sociétés ou conglomérats sont cruciaux dans la production de l'armement et permettent de regrouper les centres de recherches avec les industries. Toutefois depuis 2014, Pékin a également renforcé la coopération entre le public et le privé en soutenant notamment des start-up. Suivre l'évolution du secteur spatial commercial chinois devient essentiel pour comprendre la croissance des innovations spatiales chinoises. En effet, il sait être innovant à l'échelle internationale. La société privée

2 ASTRES. « La stratégie spatiale de la Chine – ASTRES ». Astres-espace.fr [En ligne], 2023 [consulté le 8 mars 2026]. Disponible sur : <https://astres-espace.fr/index.php/la-strategie-spatiale-de-la-chine/>.

LandScape, spécialisée dans la construction de lanceurs, a par exemple été la première à lancer une fusée spatiale propulsée au méthane et à l'oxygène liquide³. Toutefois l'écosystème institutionnel et politique chinois rend plus floue la frontière entre entreprises privées et publiques, notamment dans le domaine spatial du fait de la présence importante d'entreprises publiques. L'innovation technologique dans le secteur spatial se joue aussi à l'échelon local, où les gouvernements de provinces comme à Shanghai ou dans le Shandong, établissent des plans quinquennaux visant à favoriser l'innovation locale et l'émergence de jeunes entreprises privées.

Les révolutions technologiques mise au service de la puissance et de l'indépendance de l'écosystème satellitaire chinois

L'écosystème satellitaire chinois repose sur plusieurs piliers, tous fruit d'un progrès technologique particulièrement avancé. Tout d'abord la Chine dispose d'un atout de taille qui garantit son indépendance militaire ainsi que d'en de nombreux usages civils, à savoir, son système de navigation par satellite BeiDou, qui est actif à l'échelle globale depuis 2020. En ce qui concerne les satellites, la Chine a également grandement renforcé ses satellites à capacités dites ISR (Intelligence, Surveillance, Reconnaissance), autrement dit ses satellites espions, et ce que ce soit en orbite basse ou en géostationnaire. Sur ce point, le modèle de satellite *Yaogan-41*, lancé en 2023, montre des capacités impressionnantes de reconnaissance, pouvant aller jusqu'à reconnaître des objets de la taille d'une voiture⁴. De surcroît on observe également des progrès importants réalisés quant aux technologies optiques et d'imagerie laser, qui, s'intégrant aux satellites

3 POLGE, Auriane. « La Chine défie SpaceX et dévoile Zhuque-3, sa fusée réutilisable qui rivalisera avec le Starship ». Science et vie [En ligne], 29 octobre 2025 [consulté le 29 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.science-et-vie.com/ciel-et-espace/la-chine-veut-defier-spacex-avec-une-fusee-reutilisable-maison-216161.html>.

4 SWOPE, Clayton. « No Place to Hide: A Look into China's Geosynchronous Surveillance Capabilities ». *Center for Strategic and International Studies* [En ligne], 19 janvier 2024 [consulté le 8 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.csis.org/analysis/no-place-hide-look-chinas-geosynchronous-surveillance-capabilities>.

chinois, deviennent des atouts stratégiques précieux. Par exemple, en mai 2025, des chercheurs chinois ont présenté un satellite muni d'une technologie d'imagerie laser capable de capter des détails à l'échelle millimétrique, ce qui représente une efficacité cent fois supérieure à celle des technologies précédentes⁵, une révolution pour les satellites espions chinois. Plus impressionnant encore, le modèle de satellite à radar à synthèse d'ouverture *Ludi-Tance 4*, permet de reconnaître des cibles de nuit comme de jour, à travers les nuages, la pluie ou même les forêts denses⁶. Ensuite la Chine a su également être à l'avant-garde de l'intégration de technologie de pointe dans ses différents modèles de satellites. C'est le cas par exemple des satellites *Jinan-1* et *Mozi* qui intègrent, depuis déjà 2016, les progrès technologiques particulièrement avancés de la Chine dans le domaine du quantique. L'intégration d'un réseau de sécurité recourant à la distribution quantique de clés permet en théorie des transmissions inviolables⁷, ce qui est d'autant plus stratégique pour les communications militaires. Plus récemment, les satellites chinois commencent à être équipés des innovations en matière d'intelligence artificielle. En effet en juin 2025, la société chinoise Ada Space a annoncé le lancement de 12 satellites qui seront capables de stocker et de traiter directement depuis l'orbite, les informations collectées. In fine, l'objectif est de réduire la dépendance aux infrastructures cloud terrestre, en déplaçant ses capacités de data centers dans l'orbite, et de réduire le temps de traitement et de transfert de ces données⁸.

5 CLOUET D'ORVAL, Adélie. « Un satellite espion révèle des images de la Terre d'une précision inégalée à 100 km de distance ». *Geo.fr* [En ligne], 23 mai 2025 [consulté le 8 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.geo.fr/sciences/un-satellite-espion-revele-des-images-de-la-terre-d-une-precision-inegalée-a-100-km-de-distance-225056>.

6 GERVASONI, Susanna. « Ludi Tance 4-01: China's Game-Changer in Space Surveillance ». *Grey Dynamics* [En ligne], 24 avril 2025 [consulté le 8 mars 2026]. Disponible sur : <https://greymdynamics.com/ludi-tance-4-01-chinas-game-changer-in-space-surveillance>.

7 CHALLENGES.FR. « La Chine lance le tout premier satellite "quantique" ». *Challenges* [En ligne], 16 août 2016 [consulté le 8 mars 2026]. Disponible sur : https://www.challenges.fr/monde/la-chine-lance-le-tout-premier-satellite-quantique_418052.

8 RASOLOFO, Valisoa. « Vers l'IA en orbite : la Chine lance les bases d'un réseau spatial de supercalculateurs ». *Trust My Science* [En ligne], 26 mai 2025 [consulté le 8 mars 2026]. Disponible sur : <https://trustmyscience.com/vers-ia-en-orbite-chine-lance-bases-reseau-spatial-supercalculateurs>.

Innovations dans l'arsenal antisatellite chinois

En 2025, le commandant en chef des forces spatiales américaines identifie lui-même la trajectoire prise dans le développement des armes anti satellite chinoise comme une “grave menace” envers les Etats-Unis. C’est en 2007 que la Chine pose la première pierre de son arsenal antisatellite, surprenant la communauté internationale par la même occasion, en testant son premier missile antisatellite à ascension directe, sur son satellite hors service Fengyun-1C. Ce premier essai réussi provoque également de vives réactions par la quantité de débris qu’il engendra. Ceci poussa la Chine à créer des missiles balistiques “hit-to-kill” plus précis comme le DN-3 (*Dong Neng-3*), et conçue pour limiter cette fragmentation de débris. C’est toutefois dans les dernières années que la Chine a fait des progrès fulgurants, notamment dans le développement de systèmes satellite co-orbitaux comme la série de satellite *Shijian*. Le développement du satellite *Shijian-21* lancé en 2021 par exemple, s’était révélé capable de remorquer, grâce à son bras robotique sensé nettoyer les débris spatiaux, un satellite hors d’usage vers un cimetière de satellites. Des compétences qui inquiètent quant à sa capacité à s’approcher, s’amarrer voire déplacer des satellites d’autres pays. Encore plus récemment, deux satellites *Shijian-21*, et 25, ont réalisé une manœuvre hautement stratégique en s’approchant pour effectuer ce qui semble être un ravitaillement⁹. Or la possibilité d’usage double inquiète côté américain, car les *Shijian* peuvent ainsi se révéler capable de désactiver un satellite ennemi. De surcroît, de telles manœuvres inédites viennent aussi prouver l’avance chinoise dans le bras de fer qui l’oppose aux Etats-Unis car les satellites chinois pourraient désormais avoir une activité beaucoup plus longue et diverse, quand les satellites américains eux sont limités par leurs carburants¹⁰. Enfin la Chine possède un dernier atout en

9 CLOUET D'ORVAL, Adélie. « Deux satellites chinois auraient testé une manœuvre secrète de ravitaillement à 35 000 km d'altitude ». *Geo.fr* [En ligne], 10 juillet 2025 [consulté le 8 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.geo.fr/sciences/deux-satellites-chinois-auraient-teste-une-manoeuvre-secrete-de-ravitaillement-a-35-000-km-d-altitude-227553>.

10 Ibid.

pleine croissance dans son arsenal antisatellite : Les systèmes de lasers au sol. Ils ont pour but de désactiver des satellites en les endommageant de manière permanente ou d'aveugler des satellites espions ennemis. L'exemple le plus parlant se trouve dans la région autonome du Xinjiang, à l'installation laser de *Bohu*¹¹.

Un programme spatial au service d'une nouvelle ambition géopolitique

La volonté de créer une alliance spatiale internationale alternative

Il devient de plus en plus évident que la Chine entend se servir de son domaine spatial comme un outil stratégique puissant lui permettant d'accomplir ses objectifs géopolitiques. Cela commence par le fait de redéfinir la gouvernance spatiale internationale. Le livre blanc de 2022 de la Chine affirme ainsi, vouloir faire du pays un chef de file dans la création d'un cadre international plus robuste pour la gouvernance de l'espace, en participant activement à l'élaboration des règles internationales et à la formulation de son propre droit national de l'espace¹². De plus, comme elle l'affirme partout, dans le commerce, l'économie, la gouvernance mondiale, la Chine entend créer des voies et des modèles alternatifs, et un monde de plus en plus multipolaire. L'espace ne déroge pas à ce plan, et la Chine entend créer une alliance spatiale alternative à celle dominée par l'Ouest, notamment les États-Unis et l'Europe. Tout d'abord, la Chine souhaite faire de l'espace un autre terrain de ses nouvelles routes de la soie, de ses ambitions géopolitiques. Cela passe par la volonté de renforcer l'ancrage de son domaine spatial au sein des différents investissements des nouvelles routes de la soie, notamment en Afrique.

11 HONRADA, Gabriel. « Crystal clear: China sharpening its anti-satellite laser edge - Asia Times ». *Asia Times* [En ligne], 27 juillet 2025 [consulté le 8 mars 2026]. Disponible sur : <https://asiatimes.com/2025/07/crystal-clear-china-sharpening-its-anti-satellite-laser-edge>.

12 NADARAJAH, Hema. « Chine : les ambitions célestes d'une puissance mondiale ». *Asia Pacific Foundation of Canada* [En ligne], 9 mai 2024 [consulté le 8 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.asiapacific.ca/fr/publication/china-global-powers-celestial-ambitions>.

Par exemple à Swakopmund en Namibie, où la *China Telemetry, Tracking and Command Station* opère depuis 2001 et fait partie intégrante du programme spatial chinois. Elle a particulièrement été utilisée pour faire des lancements de satellites, et permet de s'assurer du fonctionnement et de l'exploitation global des réseaux satellites chinois¹³. La Chine possède également ce type de bases au Pakistan et en Argentine. Sans toutefois les contrôler, la Chine peut aussi via des contrats de coopération, exploiter d'autres bases satellites en Afrique notamment en Afrique du Sud, et au Kenya, où la présence d'ingénieurs chinois dans la base italienne de Malindi la rend presque inutilisable par le renseignement italien¹⁴. Ensuite, la Chine entend établir de nouveaux partenariats multilatéraux et bilatéraux, d'innovations et de coopération dans le secteur spatial. Ainsi, la Chine ambitionne de créer une alliance alternative en matière d'exploration lunaire, pour concurrencer le projet Artemis, dominé par la NASA et l'ESA. De ce fait, la Chine avec son allié russe a décidé en 2021 de créer l'*International Lunar Research Station* (ILRS). Le projet prévoit la construction d'une station d'expérimentation scientifique sur la lune ou sur son orbite, afin d'établir une présence permanente sur la lune. Les missions de construction sont pour l'instant prévues pour 2028. Au fur et à mesure, ce sont 13 états qui rejoignent ce nouveau cadre international pour l'exploration lunaire. Parmi ces états on retrouve des pays des BRICS, comme l'Afrique du Sud, et les Émirats Arabes Unis, des pays dans le giron russe, anciennement soviétique comme le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, ou la Biélorussie, et enfin des partenaires stratégiques, comme le Venezuela ou le Pakistan. Outre ce projet, la Chine a, entre 2016-2024, signé plus de 46 accords avec 19 pays et 4 organisations internationales pour promouvoir la coopération spatiale

13 ZIATT, Yasmine. « Pourquoi la Chine déploie-t-elle massivement des infrastructures spatiales en Afrique ? ». *Geo.fr* [En ligne], 27 février 2026 [consulté le 8 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.geo.fr/geopolitique/pourquoi-la-chine-deploie-t-elle-massivement-des-infrastructures-spatiales-en-afrique-231056>.

14 BATTAGLIA, Marco, ROSSI, Emanuele. « Watch out for China in Kenyan satellite base, warns COPASIR - Decode39 ». *Decode39* [En ligne], 12 juillet 2022 [consulté le 30 mars 2026]. Disponible sur : <https://decode39.com/3768/china-kenya-satellite-space-base-copasir>.

mondiale¹⁵. En effet, dans le cadre de cette nouvelle coopération internationale, la Chine renforce ses relations bilatérales avec d'autres États et organisations internationales. Dans ce but, la Chine a signé en 2016 un protocole d'entente avec le Bureau des affaires spatiales des Nations Unis (BAS-NU) afin d'étendre la participation au projet de station spatiale *Tiangong* à tous les pays membres des Nations Unis¹⁶. Pour ce qui est de ces projets bilatéraux, la Chine prévoit notamment avec la Russie de mettre en place un réacteur nucléaire sur la lune d'ici 2035 afin d'alimenter l'ILRS¹⁷. Enfin en décembre 2025, la Chine et le Brésil ont annoncé la création d'un laboratoire spatial commun, impliquant la société publique chinoise CTEC et plusieurs universités brésiliennes. Cet accord s'inscrit dans le cadre du projet de télescope radio BINGO, dont l'achèvement est prévu en 2026, mais qui suscite des inquiétudes américaines quant à ses potentielles capacités d'espionnage et d'usage antisatellite, dans un contexte de rivalité sino-américaine croissante en Amérique latine.

La « Guerre des étoiles » entre les E-U et la Chine

Dans la rivalité qui l'oppose aux Etats-Unis, la Chine a également su faire de l'espace un terrain sur lequel cette compétition s'exprime et fait croître la militarisation du domaine spatial. Dans sa politique spatiale, le principal objectif de la Chine demeure de surpasser les Etats-Unis et de devenir la puissance spatiale dominante d'ici 2030. Cette rivalité s'incarne d'abord technologiquement, comme nous l'avons vu précédemment, les deux superpuissances s'adonnent à une compétition féroce sur le champ technologique et suivent de très près les avances de l'un et l'autre, ce qui se voit notamment dans les discours américains.

15 NADARAJAH, Hema. « Chine : les ambitions célestes d'une puissance mondiale ». *Asia Pacific Foundation of Canada* [En ligne], 9 mai 2024 [consulté le 8 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.asiapacific.ca/fr/publication/china-global-powers-celestial-ambitions>.

16 Ibid.

17 BAPTISTA, Eduardo. « China, Russia may build nuclear plant on moon to power lunar station, official says ». *Reuters* [En ligne], 23 avril 2025 [consulté le 29 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.reuters.com/business/energy/china-led-lunar-base-include-nuclear-power-plant-moons-surface-space-official-2025-04-23>.

Le général en chef de la U.S Space Force B. Chance Saltzman présentait lui-même en 2024 la menace que représentait la Chine pour le domaine spatial américain : *“La rapidité avec laquelle ils mettent en œuvre leurs capacités de neutralisation d’objets spatiaux est stupéfiante. [...] L’ampleur et la diversité des menaces qu’elle [la Chine] présente constituent un défi particulier.”*¹⁸. Le système BeiDou par exemple, est un concurrent sérieux du système GPS américain, et nombreux observateurs notent que le système, déjà vieillissant, ne reçoit plus suffisamment de financements pour continuer d’être compétitif face au jeune BeiDou, qui dispose de deux fois plus de satellites que le GPS. Enfin, cette rivalité s’incarne également dans le nombre croissant de tensions et d’activités hostiles entre les États-Unis et la Chine observé dans l’espace. Nous observons notamment une augmentation des opérations d’espionnage et de combats aériens entre les satellites chinois et américains. Le Washington Post a par exemple révélé dans ses colonnes fin 2025, un incident entre satellites qui remonte à 2022 et qui n’avait jamais été reconnu ni par Pékin ou Washington. En effet le satellite USA 270 s’est approché de deux satellites chinois dans une zone sensible de l’orbite, l’un des deux satellites s’est alors placé derrière le satellite américain, plaçant le commandement américain dans une position inconfortable¹⁹. Ces manœuvres dites de *“dogfighting”* ont souvent simplement pour but d’espionner, en prenant des photos ou en essayant d’intercepter les transmissions émises.

18 POSANER, Joshua. « China’s “mind-boggling” space capabilities worry US, says Space Force chief ». POLITICO [En ligne], 31 octobre 2024 [consulté le 30 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.politico.eu/article/china-mind-boggling-space-capabilities-worry-us-says-space-force-chief-b-chance-saltzman-russia-nasa>.

19 DAVENPORT, Christian. « Why U.S and Chinese satellites are ‘dogfighting’ in space ». The Washington Post [En ligne], 18 décembre 2025 [consulté le 29 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.washingtonpost.com/technology/interactive/2025/space-military-satellite-china-united-states>.

Les satellites espions chinois : Un levier géopolitique très puissant bouleversant les équilibres régionaux

En 2025, il est estimé que la Chine déployait environ 1200 satellites dont près de 500 étaient dédiés au renseignement, à la surveillance et à la reconnaissance²⁰. Ces satellites gagnent aujourd'hui en importance de par leur utilisation croissante dans différentes opérations militaires menées par la Chine ou ses alliés. Le cas le plus récent remonte à octobre 2025, quand l'Ukraine a accusé la Chine d'assister la Russie pour ses frappes de missiles grâce à ses satellites espions²¹. En effet on rapporte au moins trois satellites espions chinois *Yaogan* qui auraient survolé la région de Lviv à neuf reprises alors que la Russie menait une frappe aérienne de "plus de 50 missiles et environ 500 drones"²² selon le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Par ailleurs, il n'y a pas que les acteurs gouvernementaux qui voient dans les satellites espions chinois un atout majeur dans les zones de combat. Le groupe Wagner, société militaire et paramilitaire privée, très proche du Kremlin, repose sur les satellites espions chinois dans l'ensemble de ses opérations en Afrique, en Ukraine ainsi que lors de sa rébellion contre Poutine en juin 2023. Les Etats-Unis accusent également la Chine de fournir de l'imagerie satellite au Ansarallah yéménite, soutenu par l'Iran. Le secteur commercial prend d'ailleurs une part intégrante dans cette tendance. C'est ainsi que dans le conflit qui l'oppose aux États-Unis depuis début mars, l'Iran a pu se servir des données publiées sur les réseaux sociaux par la compagnie privée d'imagerie satellites chinoise Mizar Vision, spécialiste de l'analyse d'imagerie satellite de zones stratégiques. Ces données ont permis à l'Iran de traquer les positions d'avions et

20 SAUVETON, Pierre. « US Space Force : deux brouilleurs contre les satellites chinois - OpexNews ». OpexNews [En ligne], 6 novembre 2025 [consulté le 31 mars 2026]. Disponible sur : <https://opexnews.fr/space-force-brouilleurs-satellites-chinois-meadowlands-rmt>.

21 CASTELLET, Antoine. « Guerre en Ukraine : les satellites espions chinois ont effectué neuf passages au-dessus de la région de Lviv ». [lindependant.fr](https://www.lindependant.fr/2025/10/06/guerre-en-ukraine-les-satellites-espions-chinois-ont-effectue-neuf-passages-au-dessus-de-la-region-de-lviv-lukraine-accuse-la-chine-daider-la-russie-12974901.php) [En ligne], 6 octobre 2025 [consulté le 30 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.lindependant.fr/2025/10/06/guerre-en-ukraine-les-satellites-espions-chinois-ont-effectue-neuf-passages-au-dessus-de-la-region-de-lviv-lukraine-accuse-la-chine-daider-la-russie-12974901.php>.

22 Ibid.

de navires de l'armée américaine pour ensuite les cibler dans des attaques de drones et de missiles²³. Sur le terrain de guerre asiatique, la même tendance a pu être observée lors des conflits entre le Pakistan et l'Inde en mai 2025. En effet le réseau de satellite *Jilin* aux capacités ISR y aurait servi le renseignement militaire pakistanais²⁴. On peut ainsi observer que l'utilisation, l'exploitation ou encore l'acquisition des satellites espions chinois représente un enjeu décisif pour de nombreuses alliés de la Chine, et pour la Chine elle-même en lui permettant d'asseoir un contrôle stratégique sur ses alliés et des acteurs clés des différents équilibres régionaux en Asie et au-delà. La Chine pourrait aussi se servir de ces satellites espions pour ses propres ambitions militaires et géopolitiques. La première et plus importante demeure la réunification avec Taiwan. Cet objectif essentiel, caractéristique immuable de la politique extérieure chinoise, est rappelé dans les vœux de Xi Jinping pour la nouvelle année 2026. Dans la poursuite de cet objectif, la Chine peut compter sur son arsenal spatio-militaire et de surcroît, peut profiter du sous-développement du réseau satellite taiwanais et de son arsenal antisatellite encore trop dépendant des Etats-Unis²⁵. En août 2025, un satellite chinois avait d'ailleurs survolé la zone d'identification de défense aérienne taïwanaise.

Conclusion

De par ses prouesses technologiques, portée par un cadre institutionnel favorable liant le secteur privé et public, la Chine a su user de son nouvel arsenal spatial et

23 FINNERTY, Ryan. « Chinese satellites track US military aircraft and carriers during Iran strikes ». *Flight Global* [En ligne], 2 mars 2026 [consulté le 8 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.flightglobal.com/fixed-wing/chinese-intelligence-company-tracking-us-military-assets-during-iran-operations/166498.article>.

24 THE JAPAN TIMES « China gave Pakistan satellite support, Indian defense group says ». *The Japan Times* [En ligne], 19 mai 2025 [consulté le 31 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.japantimes.co.jp/news/2025/05/19/asia-pacific/india-pakistan-china-support>.

25 GEYER, Jonathan. « Satellite-Based ISR Capabilities and the Balance of Power in the Taiwan Strait ». *THE INTERNATIONAL AFFAIRS REVIEW* [En ligne], 20 décembre 2025 [consulté le 30 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.iar-gwu.org/blog/oipd1fl7zuww9yf5yl9a08y0x6wb3o>.

le transformer en un levier géopolitique puissant capable de peser dans le jeu des puissances, et notamment dans sa rivalité face aux Etats-Unis. Toutefois, ces ambitions auront également accéléré la militarisation du domaine spatial, qui risque de ne plus être qu'un simple lieu de soutien aux activités militaires sur Terre, mais un lieu de conflictualité à part entière. De plus, à la fin de l'année 2025, le gouvernement chinois a déposé une demande auprès de l'Union Internationale des Télécommunications, prévoyant un déploiement massif de 200 000 satellites en orbite d'ici sept ans²⁶, illustrant ainsi l'étendue des ambitions spatiales chinoises, qui ne se fera toutefois pas sans défis. La question des débris dans l'espace est une vulnérabilité de plus en plus pesante sur les grandes puissances spatiales, d'autant que la réglementation en matière de contrôle est encore très floue²⁷. Cette vulnérabilité ne risque pas de s'atténuer avec l'augmentation exponentielle des satellites chinois envoyés en orbite²⁸. Par ailleurs, la gouvernance de l'armée chinoise connaît en ce moment une grande période d'instabilité qui risque de nuire au développement de son programme militaro-spatial. D'abord en 2024, Xi entend reprendre la main sur une branche de l'armée jugée trop puissante tout en opérant un recadrage anti-corruption, en dissolvant la Force de Soutien Stratégique (FSS)²⁹. En effet la corruption historique et structurelle de l'armée chinoise, couplé au contrôle de plus en plus important de Xi sur la CMC, lui permet d'y mener une vague de purges, permettant d'éliminer, au nom de la lutte contre la corruption, ceux qu'il juge coupable de déloyauté. Sur

26 SCHMID, Alexandre. « La Chine veut déployer 200 000 satellites en orbite de la Terre, mais pour quoi faire ? » PhonAndroid [En ligne], 17 janvier 2026 [consulté le 30 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.phonandroid.com/la-chine-veut-deployer-200-000-satellites-en-orbite-de-la-terre-mais-pour-quoi-faire.html>.

27 COIRAULT, Camille. « Débris spatiaux : une crise que les États préfèrent ignorer... jusqu'à la prochaine catastrophe ? ». Presse-citron [En ligne], 30 décembre 2025 [consulté le 8 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.presse-citron.net/debris-spatiaux-crise-etats-ignorer-prochaine-catastrophe>.

28 ROCHEFORT, Mathilde. « Pourquoi des astronautes étaient "bloqués" dans la station spatiale chinoise ? ». Presse-citron [En ligne], 25 novembre 2025 [consulté le 8 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.presse-citron.net/pourquoi-astronautes-bloques-station-spatiale-chinoise>.

29 GLOANEC, Jeanne. « Nouvelle réforme du commandement de l'armée chinoise ». Le Vent de la Chine [En ligne], 11 mai 2024 [consulté le 31 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.leventdelachine.com/le-journal/numero-16-17-2024-special-xi-en-france/nouvelle-reforme-du-commandement-de-larmee-chinoise>.

176 officiers supérieurs de l'APL, 100 ont aujourd'hui été limogés ou ont disparu³⁰. Ce manque de confiance du dirigeant chinois envers son armée la fragilise, et éloigne la perspective d'une possible invasion de Taiwan³¹. Par ailleurs, c'est également l'industrie de défense qui prend un coup, car les affaires de corruption découvertes dans les contrats depuis 2023 ont entraîné une chute des ventes liés à l'annulation de nombreux contrats³².

À PROPOS DE L'AUTEUR



Artus Huet est étudiant en bachelor à Sciences Po (campus Asie-Pacifique). Il s'intéresse aux dynamiques géopolitiques liées à la Chine, en particulier celles qui concernent les avancées technologiques. Actuellement en année d'échange à la Peking University, il s'apprête à retourner à Paris pour intégrer un master en politiques publiques spécialisation sécurité et défense.

30 TV5MONDE. « Chine: ce qui se cache derrière la purge sans précédent de Xi Jinping dans l'armée selon des chercheurs américains ». TV5MONDE - Informations [En ligne], 27 février 2026 [consulté le 8 mars 2026]. Disponible sur : <https://information.tv5monde.com/international/chine-ce-qui-se-cache-derriere-la-purge-sans-precedent-de-xi-jinping-dans-larmee-selon-des-chercheurs-americains-2811432>.

31 Ibid.

32 THIBAUT, Harold. « En Chine, l'énigme et l'onde de choc de la purge des plus hauts gradés de l'armée par Xi Jinping ». Le Monde [En ligne], 30 janvier 2026 [consulté le 8 mars 2026]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/30/en-chine-l-enigme-et-l-onde-de-choc-de-la-purge-des-plus-haut-grades-de-l-armee-par-xi-jinping_6664691_3210.html.

Les actions chinoise en zone grise militarisée dans le détroit de Taïwan

Par F.C et W.A

Introduction

Le 19 décembre 2025, la Première ministre japonaise Sanae Takaichi a provoqué une vive réaction de Pékin en évoquant un possible soutien militaire du Japon à Taïwan en cas d'agression chinoise. Si cette prise de position semble, à première vue, renforcer la dissuasion en faveur de Taipei, elle s'inscrit en réalité dans un contexte de durcissement stratégique sans précédent. À mesure que se rapproche l'horizon 2049, fixé par Pékin comme l'aboutissement du « rêve de réunification », la pression exercée sur l'île de Formose s'intensifie, notamment depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, aux yeux duquel la Chine représente un concurrent susceptible de menacer l'hégémonie américaine. L'objectif de la République Populaire de Chine (RPC) est non seulement de réunifier la *"mère-patrie"*, mais également d'affirmer sa souveraineté sur des eaux en mer de Chine du Sud dont l'appartenance à l'Empire du milieu serait historique et attestée par des cartes maritimes anciennes : la *"langue de boeuf"* ou la ligne à neuf traits¹ englobe un espace maritime riche en hydrocarbures et en ressources halieutiques, et comprend un ensemble d'artères commerciales majeures pour le commerce international. Dans ce contexte, Pékin cherche à affaiblir Taïwan sans recourir à une invasion frontale, en privilégiant une offensive graduelle en zone grise. Par zone grise, nous entendons l'espace au sein duquel un État entreprend

1 CARANTA, Mattéo. « La Chine, les cartes anciennes et la langue de bœuf », Radio France, 4 janvier 2020 (consulté le 6 mars 2026). Disponible sur : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/a-propos-d-ailleurs/la-chine-les-cartes-anciennes-et-la-langue-de-boeuf-4761069>

des actions coercitives d'intimidation systématiquement situées sous le seuil de conflictualité. La Chine saisit ainsi l'espace laissé par les failles d'un droit international peu contraignant afin d'exercer une coercition économique, politique et militaire sur Taïwan. La stratégie chinoise repose dès lors sur un étouffement méthodique de l'île visant à modifier le rapport de force sans déclencher de conflit ouvert : sabotage répété des câbles sous-marins, déstabilisation électorale, instrumentalisation du droit de la mer à travers des patrouilles coercitives de garde-côtes autour des îles de Kinmen et Matsu, multiplication record des incursions aériennes au-delà de la ligne médiane, etc. Cette pression s'étend également au champ numérique, par des cyberattaques récurrentes contre les infrastructures critiques, ainsi qu'au domaine cognitif, où la désinformation vise à éroder le moral et la résilience de la société taïwanaise. Dans le présent article, il s'agira d'analyser l'éventail des actions hostiles menées par Pékin pour déstabiliser Taipei sans jamais dépasser formellement le seuil de conflictualité. Dans un premier temps, nous nous attacherons à étudier les modalités des pressions militaires chinoises réalisées à l'encontre de Taïwan, avant d'évoquer le ciblage des infrastructures critiques comme les câbles sous-marins et le cyberspace. Enfin, nous verrons qu'il s'agit également d'une guerre cognitive, en abordant les stratégies élaborées par Pékin afin de diviser l'opinion publique taïwanaise.

Une pression militaire continue

Le harcèlement aérien et l'effacement de la ligne médiane maritime

La multiplication des pressions militaires et la réunification des deux Chines souhaitées par Pékin s'inscrit dans une remise en question de l'ordre libéral et démocratique tout entier, installé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Comme le souligne Daniel Ten Kate, éditorialiste à l'agence américaine Bloomberg, *"la démocratie aux caractéristiques chinoises sera désormais la norme, et l'ordre*

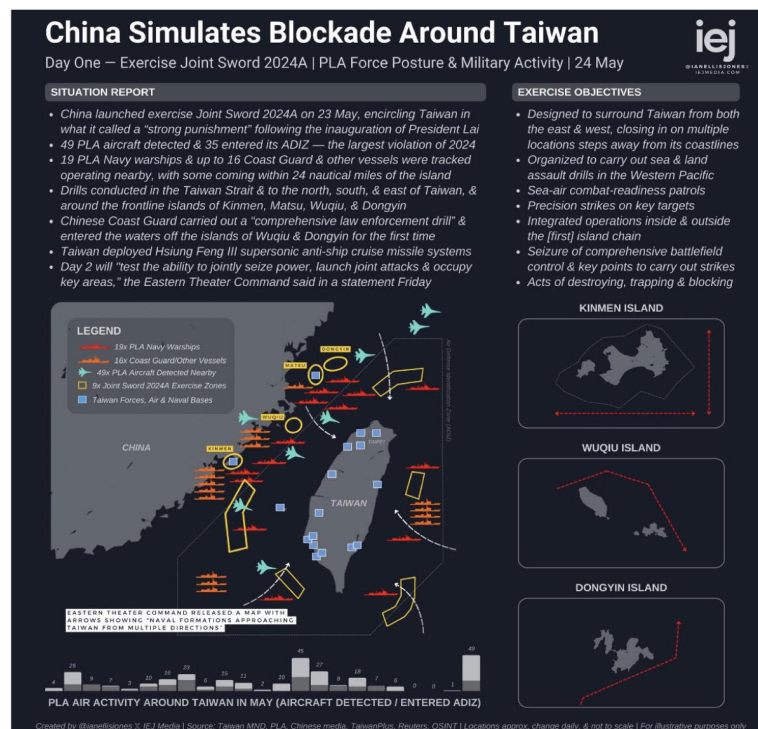
*international basé sur les règles aura fondamentalement changé, peut-être pour toujours*². Alors que la Chine envisage d'offrir une alternative à l'hégémonie américaine, la question taïwanaise symbolise la volonté chinoise de rompre le *statu quo* géopolitique actuel afin d'imposer une nouvelle réalité stratégique. Pour se faire, la Chine cherche à mener une *"guerre d'usure"*³ : l'Armée Populaire de Libération (APL) normalise sa présence autour de Taïwan à coup d'incursions toujours plus nombreuses et agressives, de sorte à franchir quasi systématiquement la ligne médiane au milieu du détroit de Taïwan et ainsi nier la souveraineté de Taipei sur son territoire maritime, qualifié *"d'eaux restreintes"* par Pékin et sans frontière officielle avec la République Populaire de Chine. Rien qu'entre août 2022 et l'année 2023, la ligne médiane est franchie plus de 1000 fois par les appareils chinois⁴. Cette *"stratégie de l'anaconda"*⁵, selon l'amiral taïwanais Tang Hua, se matérialise dans la projection d'avions et de navires dans la périphérie maritime taïwanaise, des abords de Kinmen à la mer des Philippines. Comme le constate l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire, les incursions aériennes se limitaient à une par jour avant 2020 dans la zone sud-ouest de la zone d'identification et de défense aérienne, avant de se multiplier et de s'étendre au sud (détroit de Bashi) et au nord (détroit de Miyako). Août 2022 marque le début de manœuvres d'encerclement, reconduites plusieurs fois en 2023 et en 2024. Depuis 2023, l'Armée populaire de Libération aurait opéré dans le Pacifique occidental plus de 9 200 sorties aériennes, la marine effectuant 70 000 missions.

2 DONNET, Pierre-Antoine. « La Chine gagnante face au basculement du monde voulu par Trump », Asialyst, 7 mars 2025 (consulté le 6 mars 2026). Disponible sur : <https://asialyst.com/fr/2025/03/07/chine-gagnante-face-bascullement-monde-voulu-trump/>

3 TIERNY Hugo. « Dissuader la Chine ? », étude n°131 de l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM), Janvier 2026 (consulté le 6 mars 2026). Disponible sur : https://www.irsem.fr/storage/file_manager_files/2026/01/etude-irsem-131-tierny-a4-compressed-6970a45c9fd86.pdf

4 TIERNY, Hugo. Stratégies d'accès et de déni d'accès aux portes maritimes et continentales de la Chine - les cas de Taiwan et du Xinjiang depuis la dynastie Qing. Université Paris sciences et lettres, 2025. Disponible sur : https://theses.hal.science/tel-04971052v1/file/2025UPSLP009_archivage.pdf

5 CHE-YU, Wu. « PRC using 'anaconda strategy': admiral », Taipei Times, 5 octobre 2024 (consulté le 6 mars 2026). Disponible sur : <https://www.taipeitimes.com/News/front/archives/2024/10/05/2003824805>



Chaque manœuvre chinoise est présentée comme un exercice défensif et légitime face aux actions séparatistes et prétendument dangereuses des taiwanais. Dans le Livre blanc de la défense de la RPC de 2019, il est écrit que « *la résolution de la question de Taïwan et de l'unification nationale [est un] intérêt fondamental du peuple chinois* », et que « *le domaine maritime constitue le centre de gravité des préparatifs à la lutte militaire* »⁶. Cela explique l'escalade des pressions sur Kinmen (petit archipel taiwanais), où les garde-côtes chinois entreprennent depuis 2024 de défier la séparation *de facto* des eaux chinoises et taiwanaises, mais également les simulations de blocus sur Taïwan. Plus récemment, entre le 9 et le 12 janvier 2026, la Chine regroupait plus de 2 000 navires au large de Shanghai de façon à former un front dense de plus de 300 kilomètres, tactique qui pourrait se voir intégrée dans le dispositif sous la forme de barrages au nord et au sud du détroit de Taïwan⁷.

6 The State Council of the People's Republic of China, « China's National Defense in the New Era », 2019 (consulté le 5 mars 2026). Disponible sur : http://www.scio.gov.cn/zfbps/ndhf/2019n/202207/t20220704_130616.html

7 « Chine - Mer de Chine de l'Est : Des barrages de milices maritimes », Asie21, 13 février 2026 (consulté le 5 mars 2026). Disponible sur : <https://www.asie21.com/2026/02/13/x-8/>

Ingérence en mers : violation du droit de la mer et exercice militaire chinois

La pression militaire chinoise s'exerce donc aussi en mer, où Pékin conteste activement le *statu quo* maritime autour de Taïwan, s'appuyant sur des revendications territoriales bien plus étendues que celles qui lui sont reconnues par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM). Alors que Taïwan a défini autour de certaines de ses îles périphériques proches du continent, notamment Kinmen et Matsu, des zones maritimes dites de "*restricted waters*" et "*prohibited waters*"⁸ s'étendant sur plusieurs milles nautiques afin de contrôler la navigation, la Chine conteste cette délimitation et invoque une compétence quasi-juridictionnelle sur l'ensemble du détroit, remettant en cause la ligne médiane officieuse entre les deux parties issues des pratiques des années 1990. Ces tensions ne se limitent pas à Taïwan : Pékin affronte le Japon autour des îles Senkaku/Diaoyu⁹ et les Philippines, qui avaient obtenu en 2016 un arbitrage du Tribunal arbitral de La Haye condamnant les prétentions chinoises « *aux neuf traits en pointillés* » en mer de Chine méridionale¹⁰. Plutôt que de mobiliser sa marine de guerre, Pékin déploie ses garde-côtes (tel le CCG), pour des opérations de « zone grise » relevant de patrouilles agressives, d'inspections forcées et d'harcèlement des pêcheurs taïwanais¹¹. Ces manœuvres visent à affaiblir le contrôle taïwanais sur les eaux adjacentes sans recourir à la force militaire, tout en projetant, *de facto*, sa souveraineté. Laurent Amelot, directeur du Programme Indo-Pacifique de l'Institut Thomas More, qualifie Kinmen de « *laboratoire* » de

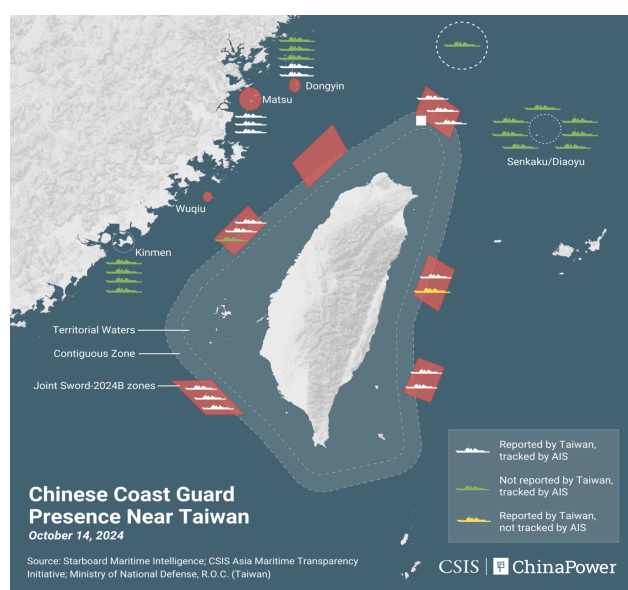
8 Article 29 Act Governing Relations between peoples of the Taiwan Area and the Mainland Area and its enforcement rules, août 2004

9 "La querelle autour des îles Diaoyu-Senkaku reprend entre la Chine et le Japon", Courrier international, 29 janvier 2024, (consulté le 4 mars 2026). Disponible sur : <https://www.courrierinternational.com/article/geopolitique-la-querelle-autour-des-iles-diaoyu-senkaku-reprend-entre-la-chine-et-le-japon#:~:text=G%C3%A9opolitique,-La%20querelle%20autour%20des%20C3%AEles%20Diaoyu%2DSenkaku%20reprend%20entre%20la,date%20entre%20les%20deux%20voisins>.

10 PCA Case N° 2013-19 (Philippines v. China), 12 juil. 2016.

11 AMELOT Laurent, « Kinmen, laboratoire de la stratégie chinoise contre Taïwan », Le Figaro, 27 février 2024, (consulté le 2 mars 2026). Disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/kinmen-laboratoire-de-la-strategie-chinoise-contre-taiwan-20240227>

cette stratégie¹² : la Chine y utilise ses garde-côtes pour fouiller des navires taiwanais dans les eaux restreintes, normalisant ainsi sa juridiction revendiquée et affaiblissant le *statu quo* qui limitait jusque-là son exercice effectif sur ces îles de première ligne. L'incident du 14 février 2024, où deux pêcheurs chinois décèdent à la suite d'une collision avec un navire taiwanais, a accéléré cette escalade. Pékin a depuis annoncé son « *intention d'exercer pleinement ses droits légaux d'interdiction et d'inspection des embarcations taiwanaises* », multipliant les incursions dans les eaux restreintes de Kinmen¹³.



Par exemple, entre janvier et juin 2025, les navires CCG y ont pénétré en moyenne quatre fois par mois, selon des données de la garde-côtière taiwanaise¹⁴, combinant surveillance, occupation spatiale et opérations d'harcèlement pour démontrer la vulnérabilité des îles périphériques¹⁵. Outre l'usage des garde-côtes, des navires de recherche océanographique sont également mobilisés notamment

12 Ibid.

13 "Tensions entre la Chine et Taïwan: quatre navires chinois ont pénétré dans les eaux interdites autour de l'île", La Tribune, 07 mai 2024, (consulté le 2 mars 2026). Disponible sur <https://www.latribune.fr/economie/international/tensions-entre-la-chine-et-taiwan-quatre-navires-chinois-ont-penetre-dans-les-eaux-interdites-autour-de-l-ile-997094.html?id=2262576835258414>

14 "Taiwan Coast Guard refutes China Coast Guard", OCAC, Taïwan, 27 mars 2025, (consulté le 6 mars 2026). Disponible sur : <https://www.ocac.gov.tw/OCAC/Eng/Pages/Detail.aspx?nodeid=329&pid=73940635>.

15 Ibid.

pour cartographier les fonds marins avec pour objectif la collecte de données stratégiques dans les ZEE taiwanaïses. Ces navires, tel le Yan Ping No. 2., sont accusé par la garde-côtière taiwanaïse de conduire des opérations de détection sous-marine¹⁶, qui pourraient ensuite être utilisés lors d'une attaque contre Taïwan et ses îles périphériques. Parallèlement, Pékin perfectionne sa capacité à isoler Taïwan via des exercices d'encerclement simulant un blocus naval et aérien. L'exercice *Joint Sword-2024A* (23-24 mai 2024), lancé après l'investiture de William Lai, a couvert le nord, le sud et l'est de l'île testant des scénarios de blocus des ports clés et d'interception de renforts étrangers. Son successeur, *Joint Sword-2024B* (octobre 2024), a mobilisé des navires – dont le porte-avions *Liaoning*¹⁷ – et forces aériennes pour répéter un encerclement complet, qualifié par le Center for strategic and international studies comme "*répétition de blocus*" pour simuler l'isolement complet de l'île¹⁸. Pékin y a démontré sa capacité à paralyser les routes maritimes vitales, qui acheminent plus de 90% des importations énergétiques¹⁹ et alimentaires²⁰ de Taïwan.

16 EVERINGTON Keoni, "Taiwan patrol boat spots Chinese ship surveying Kinmen's restricted waters", Taiwan News, 14 mars 2025, (consulté le 6 mars 2026). Disponible sur : <https://www.taiwannews.com.tw/news/6059588>

17 "La Chine lance des manoeuvres militaires visant à encercler Taiwan", Ouest France, 14 octobre 2024, (consulté le 6 mars 2026). Disponible sur : <https://www.ouest-france.fr/monde/taiwan/la-chine-lance-des-manuvres-militaires-visant-a-encercler-taiwan-0aacaee-89b5-11ef-a747-441efd5dcd49>

18 LIN Bonny, HART Brian, "Analyzing China's escalation after Taiwan President William Lai's National Day Speech", CSIS, octobre 2024, (consulté le 4 mars 2026). Disponible sur : <https://chinapower.csis.org/china-taiwan-joint-sword-2024b-coast-guard/>

19 SIMORRE Adrien, "L'approvisionnement énergétique de Taïwan : talon d'Achille de la sécurité nationale", IFRI, 22 octobre 2024, (consulté le 6 mars 2026). Disponible sur : <https://www.ifri.org/fr/notes/lapprovisionnement-energetique-de-taiwan-talon-dachille-de-la-securite-nationale>

20 FERREIRA Gustavo, A.CRITELLI Jamie, "Taiwan's Food Resiliency - or not- in a conflict with China", SSI US Army College, 02 juin 2023, (consulté le 3 mars 2026). Disponible sur : <https://ssi.armywarcollege.edu/SSI-Media/Recent-Publications/Article/3948136/taiwans-food-resiliency-or-not-in-a-conflict-with-china/>



L'opération *Strait Thunder-2025A* (1^{er} au 3 avril 2025), conduit dans les zones centrales et méridionales du détroit, prolonge cette logique de l'usage des forces interarmées. Il cible explicitement les îles de première ligne comme Kinmen et Matsu, simulant des blocus maritimes, des interceptions de cibles mobiles et des frappes précises sur des nœuds logistiques critiques (ports, dépôts)²¹. Enfin, fin décembre 2025, en réponse à une déclaration de Sanae Takaichi, Première Ministre japonaise, affirmant explicitement le soutien de Tokyo en cas d'invasion, Pékin a lancé une opération de deux jours autour de Taïwan comprenant des tirs réels simulant un blocus des ports stratégiques (Kaohsiung, Taichung) et des attaques contre des cibles maritimes.

21 "The PLA's "Strait Thunder-2025A" Exercise presents further efforts to isolate Taiwan", *Global Taiwan Institute*, 16 avril 2025, (consulté le 5 mars 2026). Disponible sur : <https://globaltaiwan.org/2025/04/the-plas-strait-thunder-exercise/>

Menaces hybrides : les infrastructures critiques ciblées

L'enjeu des câbles sous-marins

Dans le cadre de sa stratégie visant à isoler Taïwan, Pékin mobilise différentes techniques relevant de la guerre hybride. Parmi celles-ci figure la rupture de câbles sous-marins. Ces infrastructures constituent aujourd'hui un enjeu stratégique majeur : environ 99 % du trafic mondial de données internet transite par ces réseaux²². Leur sabotage représente donc une menace considérable, dans la mesure où il contribue à l'isolement informationnel et à la réduction des capacités de communication des territoires concernées²³. Dans ce contexte, la dégradation des câbles sous-marins apparaît de plus en plus comme un instrument de pression indirecte dans la stratégie chinoise vis-à-vis de Taïwan certains analystes y voyant un *"nouvel outil privilégié de la coercition chinoise"*²⁴. La fréquence des coupures autour de Taïwan est, en effet, sensiblement plus élevée que la moyenne mondiale. L'opérateur taïwanais Chunghwa Telecom a recensé 27 incidents entre 2021 et 2025, soit environ cinq par an²⁵. Ces ruptures sont souvent attribuées à des navires commerciaux battant pavillon de complaisance mais dont les noms, les sociétés propriétaires ou les équipages sont liés à la Chine. Plusieurs d'entre eux ont été observés utilisant des tactiques furtives, comme l'activation et la désactivation répétée de leur système d'identification automatique²⁶. Les coupures affectent particulièrement les îles périphériques taïwanaises, telles que les îles Matsu ou Penghu, qui peuvent se retrouver temporairement privées

22 GAUR Sachin, "Des autoroutes invisibles : le vaste réseau de câbles sous-marins qui alimente notre connectivité", propos de Tomas Lamanauskas, ONU Info, 2 février 2026, (consulté le 6 mars 2026). Disponible sur : <https://news.un.org/fr/story/2026/02/1158328->

23 "Câbles sous-marins", *Géoconfluence*, juillet 2014 (dernière modification en janvier 2025), (consulté le 6 mars 2026). Disponible sur : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/cables-sous-marins#:~:text=Un%20c%C3%A2ble%20sous%20marin%20est,d%C3%AEles%20proches%20du%20continent.>

24 BLANDIN Benjamin, "Les sabotages de câbles sous-marins : nouvel outil privilégié de la coercition chinoise envers Taïwan", *Fondation pour la recherche stratégique*, 2 septembre 2025, (consulté le 6 mars 2026). Disponible sur : <https://www.frstrategie.org/programmes/programme-taiwan-sur-securite-diplomatie/sabotages-cables-sous-marins-nouvel-outil-privilegie-coercition-chinoise-envers-taiwan-2025>

25 Ibid.

26 Ibid.

d'accès à internet. La dépendance de Taïwan à ces infrastructures est particulièrement forte : près de 90 % de sa connectivité internationale repose sur les câbles sous-marins. Par conséquent, chaque rupture peut entraîner des interruptions prolongées de services numériques. Ainsi, en 2023, les habitants des îles Matsu ont subi plusieurs semaines de coupure quasi totale d'internet à la suite de la section de deux câbles. Les réparations nécessitent l'intervention de navires spécialisés, mobilisés pour localiser et réparer les câbles endommagés, une opération longue et coûteuse dont le montant est estimé entre un et trois millions de dollars. Enfin, cette menace pourrait encore s'intensifier avec les évolutions technologiques. Benjamin Blandin, chercheur à l'Institut de recherche sur la défense et la sécurité nationale, souligne notamment que la Chine développe désormais des capacités spécifiques visant les infrastructures sous-marines, dont des drones capables d'opérer à grande profondeur et conçus pour sectionner des câbles.

Ingérences cybers et numériques

Un autre exemple de la pression permanente exercée par la Chine sur Taïwan s'incarne par l'ingérence cyber et numérique. Le cyberspace taïwanais est particulièrement ciblé par le PCC, Taiwan subissant le taux d'intrusions le plus élevé de la région Asie-Pacifique. Selon le Bureau de la sécurité nationale (NSB) taïwanais, 2,63 millions d'offensives numériques ont été lancées en moyenne par jour par les hackers chinois en 2025²⁷, soit 6 % de plus que l'année précédente. Ces attaques ciblent en priorité les secteurs de l'énergie et des technologies, les services de secours et les hôpitaux, autrement dit les piliers de la survie de l'île. Les services exploitent des acteurs avancés comme Flax Typhoon ou Mustang

27 VAULERIN Arnaud, "Hackers Taiwan toujours plus cyberattaqué par la Chine", *Libération*, 6 janvier 2026, (consulté le 6 mars 2026). Disponible sur : https://www.liberation.fr/international/asie-pacifique/taiwan-toujours-plus-cyberattaque-par-la-chine-20260106_TMSESOHRTNFFBITYBE3QA3UA/#:~:text=Selon%20le%20Bureau%20de%20la,de%20secours%20et%20les%20h%C3%B4pitaux.

Panda pour compromettre les réseaux gouvernementaux. Le vol de propriété intellectuelle est également une priorité stratégique, avec par exemple, le vol par des hackers de plans de puces et des codes associés de l'industrie des semi-conducteurs basés à Hsinchu en 2020. Enfin, cette menace inclut la pénétration active des infrastructures critiques avec l'intention de pouvoir les endommager ou les désactiver en cas de crise ou d'action militaire future²⁸. Ces opérations démontrent bien les capacités de guerre hybride chinoise dans le but de *"perturber les services publics et de saper le moral de la population"* selon le rapport du NSB²⁹.

La guerre cognitive pour diviser la société taïwanaise

Désinformation et ingérence politique

"Depuis des décennies, la Chine se livre à des activités de manipulation de l'information et d'ingérence étrangère visant Taïwan³⁰", affirme le mensuel américain *The Diplomat*, spécialisé dans l'actualité asiatique. Ces activités de manipulation de l'information s'attaquent directement au système démocratique taïwanais et pèsent sur les élections. Bien que les partis politiques taïwanais défendent généralement le maintien du *statu quo*, c'est-à-dire la souveraineté *de facto* de Taïwan, Pékin affirme soutenir les *"forces patriotiques pro-réunification"* contre les *"forces armées indépendantistes taïwanaises"*³¹. Autrement dit, Pékin se prononce en faveur du Kuomintang, parti nationaliste favorable à un rapprochement avec la République Populaire de Chine et à la tête du pouvoir depuis 2024. Une première depuis dix ans, le Kuomintang et le Parti Communiste Chinois renouaient justement le dialogue le 3 février 2026 à l'occasion d'un forum centré sur le

28 MATTIS Peter, YU Cheryl, "Chinese Communist Party Covert Operations Against Taiwan", *Global Taiwan Institute*, mars 2025.

29 "Analysis on China's Cyber Threats to Taiwan's Critical Infrastructure in 2025", National Security Bureau, Taïwan, 2026.

30 « Comment la Chine tente de saper la démocratie taïwanaise », *Courrier international*, 6 décembre 2023 (consulté le 5 mars 2026). Disponible sur : <https://www.courrierinternational.com/une/une-du-jour-comment-la-chine-tente-de-saper-la-democratie-taiwanaise>

31 « La Chine soutiendra les "forces de réunification", à Taïwan et frappera les "séparatistes" », *Boursier.com*, 10/02/2026 (consulté le 5 mars 2026). Disponible sur : <https://www.boursier.com/actualites/reuters/la-chine-soutiendra-les-forces-de-reunification-a-taiwan-et-frappera-les-separatistes-411441.html>

tourisme, le développement et l'environnement. Quelques mois plus tôt, dans un entretien accordé au *Monde* à propos de l'élection présidentielle du 13 janvier 2024, à l'issue de laquelle la candidate du Kuomintang Cheng Li-wun fut élue, l'homme politique membre du Parti démocrate progressiste (DPP) Joseph Wu affirmait que *"La Chine tente de faire passer l'idée que ces élections sont un choix entre la guerre et le ralentissement économique (si le DPP gagne) ou la paix et la prospérité (si le Kuomintang l'emporte)"*³². Preuve de l'ingérence politique de la Chine, l'arrivée de l'intelligence artificielle renforce la cadence à laquelle Pékin produit de fausses informations visant à décrédibiliser le jeu politique taïwanais. Chen Summer, cofondatrice du Taiwan FactCheck Center (une organisation taïwanaise de vérification de la véracité des faits), confie que le but des clips courts et massivement relayés sur des applications comme TikTok, *"est d'abord de faire rire, les cibles étant surtout les jeunes dépolitisés, à propos de questions graves telles que les sujets de fond comme les tensions entre la Chine et Taïwan"*³³. L'usage de l'IA générative rend non seulement le traçage de ces vidéos difficile, mais produisent un puissant effet de manipulation de la réalité au profit des intérêts de la République Populaire de Chine. Par exemple, les accusations colportées font de Washington un puissance hostile, désireuse de *"provoquer une guerre à Taïwan, comme en Ukraine"*, ou encore de *"brûler les usines de semi-conducteurs"*, selon l'ancien diplomate Robert Sa³⁴.

32 DE CHANGY, Florence. « Selon le ministre des affaires étrangères taïwanais, "l'ingérence chinoise est de plus en plus sophistiquée" », Le Monde, 02 janvier 2024 (consulté le 6 mars 2026). Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/01/02/selon-le-ministre-taiwanais-des-affaires-etrangees-l-ingerence-chinoise-est-de-plus-en-plus-sophistiquee_6208680_3210.html

33 DONNET, Pierre-Antoine. « La désinformation, l'arme de destruction massive de Pékin à Taïwan », *Asialyst*, 19 septembre 2025 (consulté le 6 mars 2026). Disponible sur : <https://asialyst.com/fr/2025/09/19/desinformation-arme-destruction-massive-pekintaiwan/>

34 DE CHANGY, Florence. « A Taïwan, les manoeuvres de la Chine pour influencer les esprits », Le Monde, 27 juin 2023 (consulté le 6 mars 2026). Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/06/27/a-taiwan-les-manuvres-de-la-chine-pour-influencer-les-esprits_6179484_3210.html

La stratégie d'intégration forcée des îles périphériques

A ces stratégies d'ingérence numériques s'ajoutent la mise en œuvre de l'intégration forcée des îles périphériques de Taïwan, notamment celles de Kinmen et de Matsu afin de les lier économiquement à la Chine continentale. Les deux petits archipels (Kinmen rassemble un total d'environ 60 000 habitants permanents³⁵, tandis que seulement 8 000 habitants vivent à Matsu) se trouvent quasiment enclavés dans les côtes de la République Populaire de Chine. Malgré leur rattachement administratif à Taïwan, cette discontinuité territoriale pousse ces archipels dans les bras de la Chine, qui entretiennent avec Kinmen et Matsu des liens économiques importants : tourisme chinois, liaisons maritimes fréquentes et banalisées, la Chine fournit à Kinmen 70 % de son eau potable³⁶... Sur ces îlots, alors que les habitants les plus favorables au rapprochement avec la Chine plaident pour un retrait des forces armées taïwanaises, les indépendantistes proches du DPP suscitent la méfiance de Pékin et font parfois même l'objet de menaces de poursuites pénales. Ces intimidations touchent également des militants et hommes et femmes politiques sur l'île de Formose, comme l'ancien Président Lai Ching-te, qualifié par Pékin de *"dangereux séparatiste"* et accusé de trahir *"sa nation et ses ancêtres"*³⁷. La Chine va même jusqu'à menacer de la peine de mort les *"indépendantistes endurcis"*, contre lesquels un texte judiciaire est entré en vigueur le 21 juin 2024, qui prévoit des

35 "Kinmen, un archipel entre Taïwan et la Chine", Alexandre Gandil, 6 décembre 2024. <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/actualites/kinmen-un-archipel-entre-taiwan-et-la-chine/>

36 "Les îles Kinmen, au cœur du conflit entre la Chine et Taïwan", Radiofrance, 13 décembre 2023. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-zoom-de-la-redaction/le-zoom-de-la-redaction-du-mercredi-13-decembre-2023-5856570>

37 "La Chine menace Taïwan de « représailles », après le discours d'investiture du nouveau président taïwanais", *Le Monde avec AFP*, 21 mai 2024. https://www.lemonde.fr/international/article/2024/05/21/la-chine-menace-taiwan-de-represailles-apres-le-discours-d-investiture-du-nouveau-president-taiwanais_6234659_3210.html

sanctions contre tout individu cherchant à “séparer la Chine de Taïwan”³⁸, de quoi instaurer un climat de peur et accentuer les pressions sur l’île.

Conclusion

La fragilisation progressive de l’ordre international et le retour de la guerre de haute intensité alimentent les inquiétudes quant à l’avenir de la sécurité mondiale. Dans ce contexte, le regard se tourne inévitablement vers l’Asie pacifique, où l’horizon de 2049 — centenaire de la fondation de la République populaire de Chine — s’inscrit dans la rhétorique politique de Pékin comme l’aboutissement du projet de réunification nationale. Sans recourir à une confrontation militaire directe, la Chine parvient à exercer une pression constante sur Taïwan en multipliant les actions situées en zone grise : incursions aériennes, harcèlement maritime, sabotage d’infrastructures critiques, cyberattaques et opérations de guerre cognitive. Face à cette pression multidimensionnelle, Taïwan apparaît d’autant plus vulnérable que ses garanties de sécurité à l’échelle internationale demeurent incertaines. L’imprévisibilité de la politique étrangère américaine, notamment sous la présidence de Donald Trump, entretient en effet un flou stratégique quant au réel niveau d’engagement des États-Unis dans la défense de l’île en cas d’invasion. Dans ce contexte, Taïwan se doit de multiplier ses partenariats stratégiques, de renforcer sa résilience et d’adapter ses capacités de défense à des formes d’actions hybrides de plus en plus complexes.

³⁸ Suzanne Duroy, « Personne n’est en sécurité » : à Taïwan, la Chine cible directement les militants pro-indépendance, *Le Figaro*, 6 août 2024, (consulté le 6 mars 2026). Disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/international/personne-n-est-en-securite-a-taiwan-la-chine-cible-directement-les-militants-pro-independance-20240806>

Les petits États insulaires du Pacifique : des pions dans la rivalité entre grandes puissances ?

Par Laurianne ROBERT

Introduction

Lors du 54^e sommet du Forum des îles du Pacifique, tenu à Honiara en septembre 2025, le Premier ministre des îles Salomon appelait à ce que « *nos mers, notre air et nos terres ne soient plus jamais entraînés dans le tourbillon de la rivalité entre grandes puissances* »¹. Petit État du sud-ouest du Pacifique, représentant moins de 0,00001 % du produit intérieur brut mondial², les îles Salomon ont longtemps été absentes des stratégies internationales de politique étrangère, à l'image d'une région relativement négligée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le Pacifique insulaire s'étend sur une zone d'environ 40 millions de km² comprenant la Mélanésie³, la Micronésie⁴ et la Polynésie⁵, trois sous-régions issues de la période coloniale. La région comprend 13 États souverains — les îles Fidji et Salomon, Kiribati, Nauru, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, le Timor Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, les États fédérés de Micronésie, Palaos, et les îles Marshall — ainsi que 2 pays « *en libre association* » avec la Nouvelle-Zélande, les îles Cook et Niue. D'autres territoires non souverains sont rattachés aux États-Unis — Guam, Hawaï, les îles Mariannes du Nord et les Samoa —, à la France — Nouvelle-

¹ PANTZ, Pierre-Christophe, et Gilles PESTANA. « Entre l'Australie et la Chine, la bataille pour les îles du Pacifique ». *Le Grand Continent* [en ligne], 19 novembre 2025 [consulté le 6 mars 2026]. Disponible sur : <https://legrandcontinent.eu/fr/>.

² PERROT, Sophie, et al. « Pacifique Sud : les Îles Salomon entre Pékin et Washington ». *Politique étrangère*, Automne 2023, no. 3, p. 125-138.

³ Fidji, Nouvelle-Calédonie, îles Salomon, Vanuatu, Nouvelle-Guinée.

⁴ États fédérés de Micronésie, îles Marshall, Kiribati, îles Mariannes du Nord, Nauru, Palaos, Guam.

⁵ îles Cook, Nouvelle-Zélande, Kiribati, Niue, Samoa, Tonga, Tuvalu, Hawaï, Samoa, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Tokelau, îles Pitcairn, île de Pâques.

Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna — ainsi qu’au Chili, au Royaume-Uni et à la Nouvelle-Zélande — respectivement l’île de Pâques, les îles Pitcairn et les Tokelau.

Perçu comme une zone dénuée d’enjeu géostratégique majeur pendant la Guerre froide, le Pacifique Sud demeure largement dans l’angle mort des stratégies régionales des États-Unis, de l’Australie et des puissances européennes depuis le début des années 2000 — à l’inverse de la République populaire de Chine (RPC), qui se montre très active, depuis vingt ans, pour étendre son influence dans la région. En 2022, la signature d’un accord de sécurité entre les îles Salomon et la Chine semble sonner le glas de la perte d’influence américaine dans le Pacifique Sud, et marque un réengagement des États-Unis qui redoublent d’efforts pour reconquérir leurs alliés traditionnels. Désormais objets des rivalités sino-occidentales, le cas des petits États insulaires soulève plusieurs questionnements : celui d’abord des enjeux régionaux — stratégiques pour les grandes puissances, existentiels pour les nations insulaires. Celui, ensuite, des formes d’expression d’une rivalité sino-américaine régionale croissante. Une dernière question, enfin, sera de savoir dans quelle mesure les petits États du Pacifique sont des « *pions* » d’un échiquier diplomatique qui les dépasse.

Les « *petits* » États insulaires, de grandes nations océaniques

D’après la formule du diplomate américain Daniel R. Russel, les « *petits* » États insulaires du Pacifique sont en réalité de « *grandes nations océaniques* »⁶ composées à plus de 90% d’espaces maritimes⁷, riches en ressources halieutiques

⁶ RUSSEL, Daniel R. « Strengthening Relations with “Large Ocean Nations” ». Ambassade des États-Unis à Samoa, 24 septembre 2018. Disponible sur : <https://ws.usembassy.gov>.

⁷ RAIMANA LALLEMANT-MOE, Hervé. « Les petits pays insulaires du Pacifique face aux changements climatiques ». *Politique étrangère*, Automne 2019, no. 3, p. 63-74.

et en minerais critiques et situés à proximité directe des grandes routes maritimes de l'Asie-Pacifique.

Richesses naturelles et positionnement stratégique

S'ils ne réunissent que 13 millions d'habitants, les États et territoires du Pacifique insulaire contrôlent un immense espace maritime, avec plus de 40 millions de km² de zone économique exclusive (ZEE) sur les 181 millions de km² de l'océan Pacifique⁸. Les territoires océaniques sont riches en ressources halieutiques — 60 % des réserves de thon du monde — et minérales — la Nouvelle-Calédonie, par exemple, regorge de minéraux rares comme le nickel et le cobalt⁹. La région est également à proximité directe de routes maritimes cruciales pour les échanges commerciaux, les approvisionnements énergétiques¹⁰ et les câbles de communication sous-marins¹¹. Si ces ressources ont pu attirer les convoitises, c'est surtout leur localisation géographique dans un contexte de rivalité sino-américaine croissante qui explique l'intérêt renouvelé des grandes puissances pour les petits États insulaires. La stratégie américaine de *containment* en Asie orientale s'est surtout concentrée sur la première « chaîne d'îles »¹² reliant le Japon à Taïwan et aux Philippines, mais d'autres chapelets d'îles, plus à l'est, reliant Japon à Guam jusqu'à la Micronésie, ainsi que la Papouasie-Nouvelle-Guinée aux Fidji constituent des maillons tout aussi essentiels du périmètre défensif américain¹³ — et ont d'ailleurs été le théâtre de batailles majeures de la Seconde Guerre mondiale, comme celle de Guadalcanal. La région de Micronésie, du fait de sa

⁸ PAJON, Céline. « Deux nuances de bleu : l'Europe et le Pacifique insulaire, des partenaires stratégiques à l'heure de l'Indo-Pacifique ». *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 21 avril 2022.

⁹ BRADY, Anne-Marie. « Quand la Chine frappe à la porte de la Nouvelle-Calédonie ». *Étude 122*, IRSEM, avril 2025.

¹⁰ PAJON, Céline. « Le réinvestissement stratégique du Japon dans le Pacifique insulaire ». *Revue Défense Nationale*, 2024, N° 872, no. 7, p. 113-118.

¹¹ MOREL, Camille. « Le Pacifique insulaire pris dans la toile mondiale ? Géopolitique des câbles sous-marins en Océanie ». *Études de l'Ifri*, Ifri, septembre 2022.

¹² PERROT, Sophie, et al. « Pacifique Sud : les îles Salomon entre Pékin et Washington ». *Politique étrangère*, Automne 2023, no. 3, p. 125-138.

¹³ KAJEE, Jun. « US shifts priority to Indo-Pacific's "second island chain"—what does it mean for Taiwan? ». *Central European Institute of Asian Studies* [en ligne], 1 avril 2025 [consulté le 5 mars 2026]. Disponible sur : <https://ceias.eu/>.

proximité géographique avec la Chine, concentre les enjeux géostratégiques¹⁴. Trois de ses États — les États fédérés de Micronésie, les îles Marshall et Palaos — sont « *librement associés* » aux États-Unis dans le cadre d'accords qui autorisent un accès exclusif et sécurisé à l'armée américaine. Les États-Unis développent également des infrastructures militaires sur leurs territoires dépendants, notamment Guam, Hawaï et les îles Mariannes du Nord, incluant des pistes d'atterrissage, des ports en eau profonde et des systèmes de défense aérienne¹⁵. Ces territoires insulaires présentent une importance géostratégique d'autant plus importante qu'un rapport du Pentagone en 2024 soulignait les progrès des capacités chinoises de frappes de précision à longue portée, qui seraient en mesure d'atteindre Guam et Hawaï¹⁶.

Vulnérabilités et dépendances

Si le Pacifique insulaire est riche en ressources, il est aussi aux avant-postes de défis globaux liés au changement climatique et à la crise de la biodiversité marine. La déclaration de Boe, adoptée en 2018 par les dirigeants du Forum des îles du Pacifique, reconnaît le réchauffement climatique comme la « *menace existentielle la plus importante* » pour les peuples du Pacifique¹⁷. L'élévation du niveau de la mer est, dans le Pacifique insulaire, quatre fois plus rapide que dans le reste du monde¹⁸, et de nombreuses études indiquent que plusieurs atolls pourraient être submergés dès 2050¹⁹. L'érosion côtière est déjà observable aujourd'hui et oblige les populations vivant près des côtes à se déplacer de manière saisonnière ou

¹⁴ PAJON, Céline. « Deux nuances de bleu : l'Europe et le Pacifique insulaire, des partenaires stratégiques à l'heure de l'Indo-Pacifique ». *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 21 avril 2022.

¹⁵ KAJEE, Jun. « US shifts priority to Indo-Pacific's "second island chain"—what does it mean for Taiwan? ». *Central European Institute of Asian Studies* [en ligne], 1 avril 2025 [consulté le 5 mars 2026]. Disponible sur : <https://ceias.eu/>.

¹⁶ U.S. Department of Defense. « Annual Report to Congress: Military and Security Developments Involving the People's Republic of China ». 18 décembre 2024 [consulté le 5 mars 2026]. Disponible sur : <https://news.usni.org/>.

¹⁷ DIVER, Cameron. « L'Union Falepili : un accord sans précédent mêlant climat et défense entre l'Australie et Tuvalu ». *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 20 mars 2024.

¹⁸ BACHELIER, Jérémie, et Céline PAJON. « La France dans l'Indo-Pacifique. Pour une posture stratégique pragmatique ». *Focus stratégique*, n° 117, Ifri, octobre 2023.

¹⁹ BUCHOT, Dorine. « Climat et puissance dans le Pacifique Sud : les États insulaires au cœur des rivalités stratégiques ». IRIS [en ligne], 6 février 2026 [consulté le 6 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.iris-france.org/>.

permanente²⁰ — un enjeu d'autant plus sensible qu'il n'existe encore aucun statut juridique international pour les déplacés environnementaux. La région est régulièrement frappée par des phénomènes climatiques extrêmes²¹ — cyclones tropicaux, inondations, vagues de chaleur — qui affectent l'agriculture et les ressources en eau potable, augmentent la salinité des sols et représentent des risques physiques immédiats pour les populations²². L'Organisation des Nations Unies pour les migrations suggère même que plusieurs pays insulaires du Pacifique « *deviendront inhabitables entre 2060-2070* »²³. La vulnérabilité de ces territoires est accrue par leur faible résilience économique, sociale et institutionnelle, tandis que les dommages causés par les catastrophes naturelles se chiffrent en milliards de dollars²⁴ et freinent le développement économique régional. Les petits États insulaires manquent également de moyens pour surveiller leurs ZEE et faire respecter la réglementation internationale²⁵, rendant la région particulièrement exposée à la surpêche — 11% des espèces marines du Pacifique Sud sont menacées d'extinction²⁶ — et à la pêche illégale. S'y ajoutent un isolement géographique, des populations peu nombreuses, un manque d'infrastructures, des taux de chômage et de criminalité élevés et une faiblesse des institutions, qui font du Pacifique Sud une des régions les plus dépendantes au monde de l'aide publique au développement²⁷ — et ouvrent la voie à la compétition entre les grandes puissances.

²⁰ RAIMANA LALLEMANT-MOE, Hervé. « Les petits pays insulaires du Pacifique face aux changements climatiques ». *Politique étrangère*, Automne 2019, no. 3, p. 63-74.

²¹ DIVER, Cameron. « L'Union Falepili : un accord sans précédent mêlant climat et défense entre l'Australie et Tuvalu ». *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 20 mars 2024.

²² BUCHOT, Dorine. « Climat et puissance dans le Pacifique Sud : les États insulaires au cœur des rivalités stratégiques ». IRIS [en ligne], 6 février 2026 [consulté le 6 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.iris-france.org/>.

²³ DIVER, Cameron. « L'Union Falepili : un accord sans précédent mêlant climat et défense entre l'Australie et Tuvalu ». *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 20 mars 2024.

²⁴ BUCHOT, Dorine. « Climat et puissance dans le Pacifique Sud : les États insulaires au cœur des rivalités stratégiques ». IRIS [en ligne], 6 février 2026 [consulté le 6 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.iris-france.org/>.

²⁵ PAJON, Céline. « Deux nuances de bleu : l'Europe et le Pacifique insulaire, des partenaires stratégiques à l'heure de l'Indo-Pacifique ». *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 21 avril 2022.

²⁶ Assemblée nationale. Rapport d'information de A. Amadou et M. Herbillon en conclusion des travaux d'une mission d'information sur « l'espace indopacifique : enjeux et stratégie pour la France ». 2022.

²⁷ PAJON, Céline. « Deux nuances de bleu : l'Europe et le Pacifique insulaire, des partenaires stratégiques à l'heure de l'Indo-Pacifique ». *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 21 avril 2022.

Les grandes puissances à la (re)conquête du Pacifique insulaire

Le Pacifique Sud est le théâtre d'une imbrication croissante entre les vulnérabilités des États insulaires et les ambitions géopolitiques concurrentes des grandes puissances. La Chine depuis les années 2000 et les États-Unis tout particulièrement depuis 2022 cherchent à renforcer leur présence dans la région afin de sécuriser leur accès à des ressources critiques, étendre leur projection de puissance et leurs capacités de déni d'accès, contrôler les lignes de communication et infléchir à leur avantage les postures régionales de politique étrangère.

La présence chinoise dans le Pacifique insulaire, une stratégie de long terme

Si la Chine a longtemps été coupée du Pacifique Sud, zone d'influence occidentale pendant la guerre froide, sa présence économique et diplomatique s'accroît considérablement à partir du milieu des années 2000. Entre 2008 et 2018, la Chine multiplie par 4 ses échanges avec les pays insulaires du Pacifique²⁸, dont certains dépendent désormais du marché chinois pour leurs exportations — c'est le cas des îles Salomon, mais aussi de la Nouvelle-Calédonie²⁹. L'aide chinoise au développement, presque inexistante il y a 20 ans, dépasse celle des États-Unis en 2016 pour devenir la 3^e plus grande source d'aide étrangère aux petits États insulaires³⁰, derrière l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Elle consiste à 80% de prêts concessionnels³¹ destinés à financer des projets d'infrastructures, confiés à des entreprises chinoises et qui s'inscrivent souvent dans le cadre du projet des Nouvelles routes de la soie (*Belt and Road Initiative*) du président Xi Jinping. Ces prêts conduisent parfois à des situations de surendettement, comme dans le cas

²⁸ PERROT, Sophie, et al. « Pacifique Sud : les îles Salomon entre Pékin et Washington ». *Politique étrangère*, Automne 2023, no. 3, p. 125-138.

²⁹ BRADY, Anne-Marie. « Quand la Chine frappe à la porte de la Nouvelle-Calédonie ». *Étude 122*, IRSEM, avril 2025.

³⁰ RODD, Adrien. « L'Océanie face aux rivalités des grandes puissances ». *Outre-Terre*, 2022, N° 60-61, no. 1, p. 343-67.

³¹ Assemblée nationale. *Rapport d'information de A. Amadou et M. Herbillon en conclusion des travaux d'une mission d'information sur « l'espace indopacifique : enjeux et stratégie pour la France »*. 2022.

des Tonga qui versent à la Chine environ 10% de leur budget chaque année³². Or, la possibilité pour la Chine d'obtenir le contrôle d'infrastructures critiques en cas de non-remboursement de dettes — comme au Sri Lanka en 2017 — fait craindre leur usage double comme autant de points d'appui et de projection des forces chinoises dans le Pacifique Sud³³. À ces canaux économiques s'ajoute un volet sécuritaire : la RPC participe à former le personnel policier local dans le cadre d'accords formalisés³⁴, comme avec les Îles Salomon ou Vanuatu, et intensifie par ailleurs sa présence militaire dans la région dans le cadre d'opérations d'aide humanitaire et de secours en cas de catastrophe naturelle. Ces « *opérations militaires autres que la guerre*³⁵ » (OMAG) sont une porte d'entrée privilégiée dans la région pour gagner le soutien des populations locales, et s'appuient de façon croissante sur les communautés chinoises implantées comme relais humanitaire, économique et politique qui participent à entretenir une image positive de la Chine³⁶. La RPC, enfin, a pu utiliser ses liens avec les pays insulaires pour défendre sa politique d'une seule Chine, dans une région où Taïwan comptait, en 2018, 6 de ses 18 partenaires diplomatiques dans le monde³⁷. Alors qu'un rapport du Congrès américain³⁸ alertait, la même année, sur le risque de détournement des soutiens de Taïwan par la « *diplomatie du chéquier* » chinoise, ces craintes se matérialisent en 2019 lorsque les Îles Salomon et Kiribati, suivies de Nauru en 2024³⁹, rompent

³² RODD, Adrien. « L'Océanie face aux rivalités des grandes puissances ». *Outre-Terre*, 2022, N° 60-61, no. 1, p. 343-67.

³³ PERROT, Sophie, et al. « Pacifique Sud : les Îles Salomon entre Pékin et Washington ». *Politique étrangère*, Automne 2023, no. 3, p. 125-138.

³⁴ PINA, Carine. « Les communautés chinoises dans les îles du Pacifique Sud : un atout pour la RPC ? ». *Revue Défense Nationale*, 2024, N° 872, no. 7, p. 38-43.

³⁵ PINA, Carine. « La Chine et les opérations militaires autres que la guerre (军队非战争军事行动) à l'étranger – Quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ? ». Étude 115, IRSEM, mars 2024.

³⁶ PINA, Carine. « Les communautés chinoises dans les îles du Pacifique Sud : un atout pour la RPC ? ». *Revue Défense Nationale*, 2024, N° 872, no. 7, p. 38-43.

³⁷ PERROT, Sophie, et al. « Pacifique Sud : les Îles Salomon entre Pékin et Washington ». *Politique étrangère*, Automne 2023, no. 3, p. 125-138.

³⁸ MEICK, E., et al. « China's Engagement in the Pacific Islands: Implications for the United States ». Commission d'examen sur l'économie et la sécurité entre les États-Unis et la Chine, 14 juin 2018. Disponible sur : www.uscc.gov.

³⁹ PAJON, Céline. « Le réinvestissement stratégique du Japon dans le Pacifique insulaire ». *Revue Défense Nationale*, 2024, N° 872, no. 7, p. 113-118.

leurs liens avec Taïwan pour établir des relations diplomatiques avec la Chine populaire.

Le bilan mitigé du réengagement australien et américain

Trois ans après leur revirement diplomatique, la révélation en 2022 d'un accord de sécurité entre les Îles Salomon et la Chine, ouvrant la possibilité pour la flotte chinoise d'y faire escale « à des fins de réapprovisionnement logistique⁴⁰ », constitue un revers cinglant pour la doctrine de *Pacific Step-up*⁴¹ de l'Australie, qui cherche depuis 2016 à réaffirmer son rôle de puissance régionale dominante. Si elle reste largement en tête des aides au développement aux petits pays insulaires⁴², son image semble avoir décliné au cours des vingt dernières années. Alors que la Chine recevait les dirigeants océaniens avec les mêmes égards que leurs homologues occidentaux, l'Australie a plusieurs fois refusé leurs demandes de rencontres bilatérales⁴³ et s'est également vue reprocher son manque d'engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique⁴⁴. L'accord sino-salomonais contribue également à révéler les faiblesses de l'engagement américain et replace le Pacifique insulaire sur la carte stratégique des États-Unis. En septembre 2022, les États-Unis publient leur première *Pacific Partnership Strategy*⁴⁵ qui se matérialise l'année suivante par l'ouverture de nouvelles bases à Guam et aux Palaos, la réouverture d'une ambassade aux Salomon — qui avait fermé en 1993⁴⁶ — ainsi qu'aux Tonga, la renégociation de leurs traités avec les Marshall, les Palaos et la Micronésie et la signature d'un accord de sécurité avec la

40 CAVE, D. « China and Solomon Islands Draft Secret Security Pact, Raising Alarm in the Pacific ». New York Times [en ligne], 25 mars 2022 [consulté le 4 mars 2026]. Disponible sur : www.nytimes.com.

41 PAJON, Céline. « Deux nuances de bleu : l'Europe et le Pacifique insulaire, des partenaires stratégiques à l'heure de l'Indo-Pacifique ». Briefings de l'Ifri, Ifri, 21 avril 2022.

42 PANTZ, Pierre-Christophe, et Gilles PESTANA. « Entre l'Australie et la Chine, la bataille pour les îles du Pacifique ». *Le Grand Continent* [en ligne], 19 novembre 2025 [consulté le 6 mars 2026]. Disponible sur : <https://legrandcontinent.eu/fr/>.

43 RODDIS, Kendra L., et Alexander C. TAN. « Diplomatie de la défense : la lutte pour le cœur du Pacifique ». *Outre-Terre*, 2022, N° 60-61, no. 1, p. 369-395.

44 RODD, Adrien. « L'Océanie face aux rivalités des grandes puissances ». *Outre-Terre*, 2022, N° 60-61, no. 1, p. 343-67.

45 QUESSARD, Maud. « Les États-Unis de Joe Biden et le reset manqué de la primauté en Océanie ». *Revue Défense Nationale*, 2024, N° 872, no. 7, p. 32-37.

46 PERROT, Sophie, et al. « Pacifique Sud : les Îles Salomon entre Pékin et Washington ». *Politique étrangère*, Automne 2023, no. 3, p. 125-138.

Papouasie-Nouvelle Guinée⁴⁷. Ce réengagement s'est accompagné d'un retour des *Peace Corps* dans la région, d'une présence plus soutenue des navires garde-côtes américains pour lutter contre la pêche illégale⁴⁸ et de la promesse d'un financement de 800 millions de dollars sur 10 ans⁴⁹. Si cette réorientation a été accueillie favorablement par les États insulaires, elle doit surmonter des décennies d'opportunités manquées. L'Océanie arrive toujours en dernière position des régions recevant de l'aide américaine⁵⁰, et l'absence d'une politique d'engagement cohérente sur le long terme contraste avec les efforts diplomatiques durables déployés par la Chine⁵¹. Les dirigeants du Pacifique expriment par ailleurs un mécontentement croissant envers l'utilisation du Pacifique comme « *terrain de jeu* » des rivalités sino-américaines⁵², et le président Trump, s'il a voulu faire de la Micronésie une aire de résistance face à la Chine⁵³, a rencontré de sérieuses réticences, voire des déconvenues.

Amis de tous, ennemis de personne ?

Si les petits États insulaires sont appelés à prendre position dans un contexte de polarisation sino-américaine croissante, ils s'efforcent depuis 50 ans de suivre le principe de « *friend to all, enemy to none* » introduit par Michael Somare⁵⁴, premier dirigeant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et figure du régionalisme pacifique.

⁴⁷ BURDY, Jean-Paul. « La grande stratégie étatsunienne vers l'Asie et l'Indo-Pacifique : un bilan contrasté ». *Questions internationales*, avril/mai 2024, no. 84, p. 88.

⁴⁸ PERON-DOISE, Marianne. « Sommet États-Unis-Pacifique : comment Washington s'efforce de reconquérir le Pacifique insulaire face à Pékin ». IRIS [en ligne], 20 octobre 2022 [consulté le 6 mars 2026]. Disponible sur: www.iris-france.org/.

⁴⁹ JULIENNE, Marc (dir.). « L'Indo-Pacifique face à Trump II. Dans l'étreinte brutale de l'oncle Sam ». *Asie.Visions*, janvier 2025, n° 144, Ifri.

⁵⁰ QUESSARD, Maud. « Les États-Unis de Joe Biden et le reset manqué de la primauté en Océanie ». *Revue Défense Nationale*, 2024, N° 872, no. 7, p. 32-37.

⁵¹ PERROT, Sophie, et al. « Pacifique Sud : les îles Salomon entre Pékin et Washington ». *Politique étrangère*, Automne 2023, no. 3, p. 125-138.

⁵² JULIENNE, Marc (dir.). « L'Indo-Pacifique face à Trump II. Dans l'étreinte brutale de l'oncle Sam ». *Asie.Visions*, janvier 2025, n° 144, Ifri.

⁵³ LECHERVY, Christian. « La Micronésie au service de la politique « indo-pacifique » américaine ». *Outre-Terre*, 2022, N° 60-61, no. 1, p. 397-435.

⁵⁴ SOMARE, Michael. *Discours au 30^e sommet du Forum des îles du Pacifique*. Nauru, 16 août 2001.

Une stratégie de diversification des partenariats

En refusant de s'aligner exclusivement sur l'une ou l'autre des grandes puissances, les petits États insulaires rejoignent l'approche de plusieurs pays de l'Indo-Pacifique qui préfèrent un « *plurilatéralisme de circonstance*⁵⁵ » à des alliances trop marquées ou contraignantes en cas de conflit régional. Le souvenir de la guerre du Pacifique entre 1941 et 1945 ravive les inquiétudes à Guam et aux Mariannes du Nord⁵⁶ d'être les premières cibles de missiles chinois et nord-coréens. La région redoute également une nouvelle phase de nucléarisation, dans un espace marqué par de nombreuses explosions atmosphériques et souterraines⁵⁷. Ainsi les trois États micronésiens associés aux États-Unis se sont-ils montrés très critiques de sa politique nucléaire dans les îles Marshall, et l'alignement de leurs votes à l'ONU sur la puissance américaine a largement diminué, passant de 96.7% en 2012 à seulement 33% en 2019 dans le cas des Palaos⁵⁸. D'autres États cherchent à diversifier leurs partenaires économiques pour réduire leur dépendance à une seule source d'investissements, tout en ménageant les alliés occidentaux traditionnels. C'est la ligne de crête tenue par la Papouasie-Nouvelle-Guinée⁵⁹, dont la Chine reste un partenaire économique de premier plan malgré la signature d'un accord de défense avec les États-Unis en 2023 — ou par le régime fidjien⁶⁰, qui s'est appuyé sur la Chine pour réduire sa dépendance envers l'Australie et la Nouvelle-Zélande, sans pour autant accorder son soutien à la RPC dans ses disputes territoriales en Asie du Sud-Est. Les petits États insulaires ont également su jouer de ces rivalités comme effet de levier pour augmenter le niveau d'aides

⁵⁵ BURDY, Jean-Paul. « La grande stratégie étatsunienne vers l'Asie et l'Indo-Pacifique : un bilan contrasté ». *Questions internationales*, avril/mai 2024, no. 84, p. 88.

⁵⁶ LECHERVY, Christian. « L'Indo-Pacifique à l'aune des critiques océaniques de sa militarisation ». *Revue Défense Nationale*, 2024, N° 872, no. 7, p. 19-26.

⁵⁷ GUIBERT, Nathalie. « La Chine dans les îles du Pacifique : un sujet français ». *Le Monde* [en ligne], 21 avril 2022 [consulté le 6 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.lemonde.fr/>.

⁵⁸ HASENKAMP, Oliver. « Micronexit: Regionalism in Confusion ». *Pacific Geographies*, 2021, no. 56, p. 23-31.

⁵⁹ QUESSARD, Maud. « Les États-Unis de Joe Biden et le reset manqué de la primauté en Océanie ». *Revue Défense Nationale*, 2024, N° 872, no. 7, p. 32-37.

⁶⁰ RODD, Adrien. « L'Océanie face aux rivalités des grandes puissances ». *Outre-Terre*, 2022, N° 60-61, no. 1, p. 343-67.

publiques⁶¹, de soutien financier et logistique⁶² et de secours humanitaire qu'ils reçoivent, bénéficiant ainsi d'une « *surenchère*⁶³ » issue des ambitions concurrentes des puissances régionales. L'intérêt accru pour le Pacifique insulaire leur a également permis de renforcer leur voix au sein des enceintes de la diplomatie climatique⁶⁴, notamment à l'ONU où ils forment un bloc de vote important⁶⁵. Premiers à ratifier l'accord de Paris en 2015⁶⁶, ils sont également à l'origine de l'initiative *Ocean Pathway* à la COP23, présidée par les Fidji, qui met en exergue l'effet critique du réchauffement climatique sur les océans.

Un multi-alignement menacé

Si les États insulaires ont pu profiter de l'intensification de la rivalité régionale, la multiplication récente d'accords bilatéraux éveille l'inquiétude de voir la coopération sécuritaire se muer en dépendance politique, stratégique et diplomatique⁶⁷. L'Union Falepili, premier accord bilatéral au monde en matière de migration climatique⁶⁸ signé entre l'Australie et Tuvalu en 2024, prévoit ainsi l'accueil de réfugiés climatiques sur le territoire australien, alors que Tuvalu est menacé dans son existence par la montée des eaux. Mais l'accord comporte également des dispositions garantissant à l'Australie un droit d'accès et de présence sur le territoire tuvaluan ainsi qu'un droit de regard sur tout autre partenariat de sécurité et de défense conclu par Tuvalu avec un pays tiers. La clause a largement été interprétée comme un mécanisme visant à restreindre

61 RODDIS, Kendra L., et Alexander C. TAN. « Diplomatie de la défense : la lutte pour le cœur du Pacifique ». *Outre-Terre*, 2022, N° 60-61, no. 1, p. 369-395.

62 BUCHOT, Dorine. « Climat et puissance dans le Pacifique Sud : les États insulaires au cœur des rivalités stratégiques ». *IRIS* [en ligne], 6 février 2026 [consulté le 6 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.iris-france.org/>.

63 PINA, Carine. « La Chine et les opérations militaires autres que la guerre (军队非战争军事行动) à l'étranger – Quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ? ». Étude 115, IRSEM, mars 2024.

64 BUCHOT, Dorine. « Climat et puissance dans le Pacifique Sud : les États insulaires au cœur des rivalités stratégiques ». *IRIS* [en ligne], 6 février 2026 [consulté le 6 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.iris-france.org/>.

65 HASENKAMP, Oliver. « Micronexit: Regionalism in Confusion ». *Pacific Geographies*, 2021, no. 56, p. 23-31.

66 RAIMANA LALLEMANT-MOE, Hervé. « Les petits pays insulaires du Pacifique face aux changements climatiques ». *Politique étrangère*, Automne 2019, no. 3, p. 63-74.

67 PANTZ, Pierre-Christophe, et Gilles PESTANA. « Entre l'Australie et la Chine, la bataille pour les îles du Pacifique ». *Le Grand Continent* [en ligne], 19 novembre 2025 [consulté le 6 mars 2026]. Disponible sur : <https://legrandcontinent.eu/fr/>.

68 DIVER, Cameron. « L'Union Falepili : un accord sans précédent mêlant climat et défense entre l'Australie et Tuvalu ». *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 20 mars 2024.

d'éventuels rapprochements avec la Chine⁶⁹, alors que Tuvalu reste l'un des trois derniers États de la région à reconnaître Taïwan. Qualifié de « *cession de souveraineté*⁷⁰ » par le chef de l'opposition, l'accord a suscité des réactions de méfiance chez les élus locaux qui dénoncent un échange inégal où le « *visa climatique* » se monnaie contre une tutelle stratégique. Un accord conclu avec Nauru en décembre 2024 accorde à l'Australie ce même droit de regard sur les futurs partenariats sécuritaires de l'île. Il est complété l'année suivante par un accord migratoire qui prévoit le transfert sur l'île de ressortissants étrangers visés d'expulsion du territoire australien, un arrangement évalué à 1,4 milliard d'euros⁷¹ — soit environ 10 années du produit intérieur brut de Nauru. À l'été 2025, les négociations engagées par l'Australie avec le Vanuatu pour un accord de sécurité similaire sont différées après la mise en garde du ministre de l'Intérieur Andrew Napuat, qui rappelle que le pays « *ne se laissera pas intimider*⁷² » par les grandes puissances. La question reste de savoir combien de temps les îles du Pacifique pourront tenir leur jeu d'équilibriste, d'autant qu'ils sont également la cible d'ingérences étrangères. L'ingérence chinoise a notamment été documentée dans le cas des Palaos⁷³, mêlant financement de partis politiques, soutien de candidats prochinois et infiltration d'organisations civiles dans l'objectif de manipuler les réseaux nationaux d'information et de décision⁷⁴. Un des trois derniers États de la région à reconnaître Taïwan, le pays s'est d'ailleurs vu adresser en 2024 un

69 BUCHOT, Dorine. « Climat et puissance dans le Pacifique Sud : les États insulaires au cœur des rivalités stratégiques ». *IRIS* [en ligne], 6 février 2026 [consulté le 6 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.iris-france.org/>.

70 « Australia-Tuvalu Falepili Union 'shameful' – former Tuvalu PM ». *Toda Peace Institute*, 29 novembre 2023.

71 PANTZ, Pierre-Christophe, et Gilles PESTANA. « Entre l'Australie et la Chine, la bataille pour les îles du Pacifique ». *Le Grand Continent* [en ligne], 19 novembre 2025 [consulté le 6 mars 2026]. Disponible sur : <https://legrandcontinent.eu/fr/>.

72 DAVIDSON, Helen. « Vanuatu open to signing deal with Australia but will not be subject to bullying from larger countries ». *The Guardian* [en ligne], 2 octobre 2025 [consulté le 5 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/>.

73 BAYEN-POISSON, Aurélie. « Politique d'ingérence chinoise aux Palaos : le sharp power comme levier d'influence sur l'ordre international ». *Études françaises de renseignement et de cyber*, 2025, N° 5, no. 2, p. 51-68.

74 PINA, Carine. « Les communautés chinoises dans les îles du Pacifique Sud : un atout pour la RPC ? ». *Revue Défense Nationale*, 2024, N° 872, no. 7, p. 38-43.

avertissement de la part du ministère chinois des Affaires étrangères — l'exhortant à « *se tenir du bon côté de l'histoire*⁷⁵ ».

Conclusion

Les petits États insulaires du Pacifique font l'objet d'un intérêt accru de la part des grandes puissances — la Chine, d'un côté, les États-Unis et ses alliés, de l'autre — depuis le milieu des années 2000 et de nouveau depuis 2022, alors que le cœur névralgique de la rivalité sino-américaine semble se déplacer à l'est de la « *première chaîne d'îles* » vers le Pacifique Sud. Dotés d'immenses espaces maritimes et formant de potentiels points d'appui pour une projection de puissance dans le Pacifique, les petits États océaniques sont également les plus touchés par les effets du réchauffement planétaire et ont su utiliser la rivalité entre grandes puissances pour faire valoir leurs intérêts, notamment en matière de diplomatie climatique. Alors que le non-alignement semble de plus en plus difficile à tenir, une approche franco-européenne, à rebours des rivalités de puissance, pourrait offrir une troisième voie aux nations insulaires qui ne veulent pas choisir entre les États-Unis et la Chine — d'autant que la France, par ses territoires ultra-marins, est directement concernée par la rivalité sino-américaine⁷⁶.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Laurianne Robert est étudiante en double master à Sciences Po et HEC Paris. Après une année d'échange à Korea University, elle a réalisé un stage de 6 mois chez Thales Korea. Elle étudie le coréen et le japonais et prépare le concours de secrétaire des Affaires étrangères, cadre d'Orient.

⁷⁵ WANG, Qingyun. « China urges Palau to respect sovereignty ». *China Daily Global* [en ligne], 5 novembre 2024 [consulté le 4 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.chinadaily.com.cn/>.

⁷⁶ BRADY, Anne-Marie. « Quand la Chine frappe à la porte de la Nouvelle-Calédonie ». *Étude 122*, IRSEM, avril 2025 ; GUIBERT, Nathalie. « La Chine dans les îles du Pacifique : un sujet français ». *Le Monde* [en ligne], 21 avril 2022 [consulté le 6 mars 2026]. Disponible sur : <https://www.lemonde.fr/>.

Partie III

La diversité des instruments au service de la puissance

| 111

La censure sur Internet comme instrument de gouvernance politique

Par Manon DESSENNE

Introduction

En novembre 2022, pendant le confinement, des manifestations contre la politique « zéro Covid » du gouvernement chinois éclatent suite à un incendie meurtrier à Urumqi. Les citoyens protestent en estimant que sans les mesures de restriction sanitaire, l'incendie n'aurait pas pris de telles proportions¹. Ils dénoncent également les tests Covid obligatoires ainsi que la censure massive du parti communiste. Les vidéos et les discussions sur ces manifestations ne sont pas restées longtemps sur les réseaux sociaux puisqu'elles ont rapidement fait l'objet d'une censure par le gouvernement chinois². Cette réaction du gouvernement illustre bien le lien intrinsèque entre Internet et l'État, qui cherche à exercer un encadrement des pratiques en ligne. En se répandant sur Internet, la censure devient alors l'instrument permettant à la Chine d'exercer un contrôle sur les citoyens et leurs pratiques en ligne. Ce constat ne s'applique pas qu'en Chine et semble également se vérifier dans d'autres régimes autoritaires confrontés à l'essor du numérique. Il semblerait dès lors que le développement d'Internet, dans les pays autoritaires, s'accompagne fréquemment de la censure. Les pays se servent d'Internet comme un instrument stratégique pour légitimer leur domination et éloigner les critiques qui peuvent leur être attribuées. Une question

1 LEMAÎTRE, Frédéric. « La Chine connaît une flambée de colère sans précédent contre la politique zéro Covid ». Le Monde [en ligne], 27 novembre 2022 [consulté le 01/01/2026]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/27/la-chine-connaît-une-flambee-de-colere-sans-precedent-contre-la-politique-zero-covid_6151852_3210.html.

2 Le Monde. « Les manifestations en Chine se multiplient contre la stratégie zéro Covid ». 27 novembre 2022 [consulté le 08/01/2026]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/27/chine-de-shanghai-a-pek-in-les-protestations-se-multiplient-contre-la-strategie-zero-covid_6151835_3210.html.

apparaît alors : Comment les régimes autoritaires utilisent la censure sur Internet en tant qu'instrument central de gouvernance politique ? Nous comprendrons ici la censure sur Internet comme l'ensemble des mécanismes permettant de restreindre, contrôler et supprimer des contenus jugés indésirables afin de conserver une certaine légitimité en prévenant les mobilisations et en orientant l'opinion publique. Les régimes autoritaires, d'après Juan Linz (1964), peuvent être définis comme des « systèmes politiques au pluralisme limité, politiquement non responsables, sans idéologie élaborée et directrice [...] sans mobilisation politique extensive ou intensive »³. Ces régimes autoritaires peuvent faire usage de la censure sur Internet pour limiter leurs oppositions. Le Vietnam et la Chine constituent deux cas qui répondent à cette logique.

L'arrivée d'Internet, un nouvel espace de contestation

L'Internet tel que nous le connaissons aujourd'hui a beaucoup évolué depuis ses débuts. Son développement a commencé dans les années 1970-1980. Ce n'est que dans les années 1990 qu'il a commencé à se répandre et à faire partie intégrante de nos quotidiens.

Le soutien au développement de l'Internet

En 1996, l'arrivée d'Internet révolutionne nos modes de vie en modifiant nos modes de consommation et de communication. Cette grande avancée est alors soutenue par la plupart des pays du globe. Les gouvernements financent notamment le développement de l'Internet car cela favorise leur croissance ainsi que leur modernisation⁴. À titre d'exemple, entre 1997 et 2009, la Chine a investi 4,3 milliards de yuans - soit 529 millions d'euros - dans la construction d'infrastructures Internet⁵. Les pays occidentaux étaient favorables au

³ LINZ, Juan. « An Authoritarian Regime: Spain », dans ALLARDT & LITTUNEN, *Cleavages, Ideologies and Party Systems*, 1964.

⁴ RICHERI, Giuseppe. « L'Internet en Chine, entre État et opinion publique ». *Les enjeux de l'information et de la communication*, 2018, n°19, p. 21-33.

⁵ White Paper on the Internet in China, 2010.

développement d'Internet pour deux raisons majeures. Selon eux, cela favoriserait le développement de leur économie mais représenterait aussi une « opportunité pour la participation politique des citoyens »⁶. De leur côté, les pays autoritaires perçoivent Internet comme un outil de puissance nationale. Leur soutien au développement d'Internet n'est pas anodin. Ils savent qu'en poussant son développement, ils pourront se servir de cet outil à des fins nationales pour assurer la protection de leur légitimité. Les motivations au soutien du développement de l'Internet n'étaient donc pas les mêmes selon les régimes.

Internet comme espace d'expression et de contestation

Néanmoins, si Internet a été soutenu pour ses promesses économiques et technologiques, il est rapidement devenu un espace d'expression de l'opinion publique. Les blogs et les forums ont en partie permis à de nombreux internautes de s'exprimer sur une multitude de sujets. Cela a donc ouvert la possibilité pour les individus de donner leur opinion en ligne, sur les politiques, des événements, des personnalités, qu'elle soit positive ou négative. Internet leur permet de discuter, de débattre mais également de critiquer. En permettant aux citoyens de dénoncer les comportements du gouvernement, Internet devient alors, en un sens, un espace de contestation de l'autorité politique⁷. Il constitue ainsi un moyen pour contourner les canaux traditionnels - comme les médias - et diffuser des récits critiques sur l'État. Les mouvements de protestation en ligne peuvent alors être vus comme une forme « *d'empowerment* de la société civile »⁸. L'augmentation du nombre d'internautes s'est accompagnée de l'augmentation du nombre de manifestations et de contestations⁹. En effet, Internet a transformé les modes d'expression et de mobilisation en facilitant la circulation de l'information ainsi que

⁶ ARSÈNE, Séverine. « Internet changera-t-il la Chine ? ». *Revue des deux mondes*, 2007, p. 118-122.

⁷ RICHERI, Giuseppe. « L'Internet en Chine, entre État et opinion publique ». *Les enjeux de l'information et de la communication*, 2018, n°19, p. 21-33.

⁸ ARSÈNE, Séverine. « De l'autocensure aux mobilisations : prendre la parole en ligne en contexte autoritaire ». *Revue française de science politique*, 2011, vol 61, n°5, p. 893-915.

⁹ NGUYEN-POCHAN, Thi Thanh Phuong. « Internet et le mouvement contestataire au Vietnam ». *Hermès, La Revue*, 2018, vol 3, n°82, p. 181-186.

l'émergence et la visibilité de revendications collectives. Cela a donc eu pour effet de renforcer la liberté d'expression des citoyens, en leur permettant de se mobiliser en ligne et de contester les actions de certaines personnalités ou entités.

La perception d'une menace politique

Malgré leur soutien au développement d'Internet, les régimes autoritaires voient rapidement en Internet une menace à leur légitimité et à leur crédibilité¹⁰. Ils sont plus qu'avant confrontés aux critiques et craignent que l'expression de l'opinion publique sur Internet ne leur soit défavorable et affecte leur stabilité politique. Internet apparaît alors comme un outil de développement mais surtout comme une menace qui fragilise le monopole narratif des États à parti unique. La mise en lumière du dysfonctionnement du parti et des critiques de celui-ci nuit fortement à leur image. Ils cherchent alors une solution pour que ces critiques les visant ne circulent plus sur Internet. Une solution s'offre alors à eux : l'utilisation de la censure. Leur justification à l'introduction de cette pratique sur Internet est que cela permet d'assurer la « sécurité des activités en ligne »¹¹. Toutefois, en réalité, la censure n'est pas vraiment là pour protéger les citoyens dans leurs activités en ligne, mais bien souvent pour éviter les critiques qui s'adressent au gouvernement.

Le fonctionnement de la censure

Pour pratiquer la censure, il existe plusieurs façons de procéder. Les dispositifs de censure sont très nombreux et permettent de contrôler le contenu qui est publié et consulté par les internautes. Dans certains cas, les sites web peuvent être les « alliés » de l'État en censurant les contenus prohibés par le gouvernement et en dénonçant les internautes qui ne respectent pas les règles.

¹⁰ RICHERI, Giuseppe. « L'Internet en Chine, entre État et opinion publique ». *Les enjeux de l'information et de la communication*, 2018, n°19, p. 21-33.

¹¹ ARSÈNE, Séverine. « Chine : Internet comme levier de puissance nationale ». *Politique étrangère*, 2012, 2, p. 291-303

Une pluralité de dispositifs de censure

Dans les pays autoritaires qui pratiquent la censure, celle-ci est très organisée et repose sur une forte surveillance des sites web et des blogs. On y retrouve des cyber-polices, dont le rôle est de surveiller scrupuleusement ce qui est publié sur Internet afin d'identifier les critiques à l'encontre du gouvernement pour pouvoir les éliminer et punir ses auteurs¹². La Chine est sûrement le pays avec le système de censure le plus abouti. Le *White Paper on the Internet in China*, de 2010, est un document politique qui encadre son fonctionnement et légitime l'intervention de l'État dans la régulation de contenus sur Internet¹³. Dans le pays, il y a une forte surveillance des blogs et des sites web. À cela s'ajoute une « liste noire » de mots, qui interdit l'usage des mots émeutes, révolte¹⁴, Tiananmen, Taiwan, démocratie, droits de l'Homme, Tibet et bien d'autres¹⁵. Dès qu'un de ces termes apparaît sur Internet, le contenu en question est censuré. La même chose se produit quand une critique est faite au gouvernement sur Internet. En plus de la suppression du contenu, cela peut conduire à la suppression du compte à l'origine de la publication voire même la suppression du site web. En complément de la censure sur les sites chinois, le gouvernement chinois bloque l'accès aux sites étrangers grâce à son *Great Firewall*. En empêchant l'information issue de sources étrangères d'être consultée par les résidents en Chine, cela limite l'exposition des citoyens à des récits alternatifs susceptibles de contester la version officielle défendue par le gouvernement. Enfin, le parti communiste chinois peut aussi couper la connexion à Internet dans certaines régions de la Chine comme il l'a fait au Xinjiang en 2009 pour étouffer les critiques à son égard¹⁶. Si la Chine constitue l'exemple le plus

12 Reporters sans Frontières. Rapport d'enquête. Chine : Voyage au coeur de la censure d'Internet. 2007.

13 LEMON, Sumner. « Chinese government Whitepaper reaffirms Internet policies ». The New York Times [en ligne], 8 juin 2010 [consulté le 01/02/2026]. Disponible sur : <https://archive.nytimes.com/www.nytimes.com/external/idg/2010/06/08/08idg-chinese-government-whitepaper-reaffirms-internet-pol-55293.html>.

14 Reporters sans Frontières. Rapport d'enquête. Chine : Voyage au coeur de la censure d'Internet. 2007.

15 ARIFON, Olivier et RICAUD, Philippe. « Le contrôle d'Internet en Chine : l'avvers et le revers. Regards sur la société de l'information ». Annuaire français de relations internationales, 2006, 8, p. 1043-1054.

16 ARSÈNE, Séverine. « Chine : Internet comme levier de puissance nationale ». *Politique étrangère*, 2012, 2, p. 291-303.

abouti d'un système de censure, ce pays n'est pas un cas isolé en Asie. La Corée du Nord fait également un usage massif de la censure en interdisant le visionnage de contenus étrangers et en acceptant uniquement la publication des récits glorifiants à l'égard du chef de l'État sur Internet¹⁷. Au Vietnam, la censure est également encadrée juridiquement que ce soit dans des lois sur la presse ou dans les articles du Code pénal concernant la « propagande contre l'État ». Le décret 147, introduit en 2024, renforce la capacité du gouvernement vietnamien à surveiller et à punir en obligeant les plateformes en ligne à collecter et stocker des informations sur les identités des usagers, pour les leur fournir en cas de besoin¹⁸. Les mécanismes de censure utilisés par les régimes autoritaires présentent donc des similitudes, bien que certains pays soient plus avancés.

La coopération avec les entreprises

Toutefois, les pays n'opèrent pas tout seuls pour réussir à imposer la censure. Ils ont besoin de la coopération des plateformes numériques pour s'assurer que la censure soit la plus efficace possible. Pour cela, ils peuvent inscrire dans la loi l'obligation pour les plateformes de collaborer. Selon le parti communiste chinois, les sites Internet doivent pratiquer la censure des contenus interdits. Ils se doivent aussi de notifier au gouvernement les messages « interdits ». Depuis 2017, ils doivent demander à ceux qui voudraient créer un nouveau compte, une « preuve d'identité »¹⁹. Aujourd'hui Baidu et WeChat sont deux sites répandus en Chine qui respectent ces principes. Google a quitté la Chine en 2010 après avoir été accusé de ne pas respecter toutes les règles relatives à la censure malgré ses efforts pour trouver un consensus avec le gouvernement²⁰. Le cas du retrait de Google illustre

17 Reporters sans Frontières. Corée du Nord [en ligne], 2026 [consulté le 01/03/2026]. Disponible sur : <https://rsf.org/fr/pays/corée-du-nord>.

18 BASTARD, Daniel. « Le Vietnam renforce son dispositif de surveillance et de censure de l'Internet ». *Courrier International* [en ligne], 23 décembre 2024 [consulté le 25/02/2026]. Disponible sur : https://www.courrierinternational.com/article/societe-le-vietnam-renforce-son-dispositif-de-surveillance-et-de-censure-de-l-internet_225974.

19 ARSÈNE, Séverine. « La Chine et le contrôle d'Internet : une cybersouveraineté à multiples facettes ». *Annuaire Français de Relations Internationales*, 2019, p. 959-976.

20 ARSÈNE, Séverine. « Chine : Internet comme levier de puissance nationale ». *Politique étrangère*, 2012, 2, p. 291-303.

bien le fait que les entreprises qui ne respectent pas les lois nationales doivent renoncer à s'implanter en Chine. Au Vietnam, certains sites Internet coopèrent également avec le gouvernement comme Facebook et Youtube. En 2020, Facebook a multiplié le nombre de contenus censurés par près de 10, en voulant répondre aux exigences du gouvernement vietnamien²¹. La plateforme Youtube supprime également de nombreuses vidéos de militants politiques à la demande des autorités vietnamiennes²². En se conformant aux exigences nationales, les plateformes numériques participent ainsi au dispositif étatique de censure.

Les différents types de sanctions juridiques

Parfois, en plus de la censure, les régimes autoritaires peuvent décider d'aller plus loin dans les sanctions en faisant recours à des mécanismes coercitifs plus directs. Ces sanctions peuvent se traduire par des arrestations, des procès et l'emprisonnement de cyberdissidents. En punissant juridiquement les individus, cela permet de montrer au reste des internautes les conséquences auxquelles ils s'exposent s'ils ne respectent pas les règles en ligne. En Chine, les arrestations de dissidents sont assez récurrentes. Elles sont justifiées par les motifs suivants : « incitation à la subversion » et « diffusion de rumeurs » sur le parti communiste. Le cas de Liu Xiaobo, un dissident chinois condamné à 11 ans de prison pour « subversion à l'État » en 2009, avant de recevoir le prix Nobel de paix en 2010²³, illustre la sévérité des sanctions. Des arrestations et condamnations prennent aussi place au Vietnam. À titre d'exemple, en 2024, trois internautes vietnamiens ont été arrêtés pour avoir « mené une opération de propagande contre l'État » sur

21 Amnesty International. « Viêt-Nam. Des géants de la technologie complices de la répression exercée à grande échelle ». Amnesty International [en ligne], 1 décembre 2020 [consulté le 20/01/2026]. Disponible sur : <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2020/12/viet-nam-tech-giants-complicit/>.

22 SZADKOWSKI, Michaël. « Vietnam : Amnesty dénonce la modération accrue des contenus politiques sur Facebook et Youtube ». Le Monde [en ligne], 1 décembre 2020 [consulté le 22/01/2026]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/pixels/article/2020/12/01/vietnam-amnesty-denonce-la-moderation-accrue-des-contenus-politiques-sur-facebook-et-youtube_6061802_4408996.html.

23 PEDROLETTI, Brice. « Mort de Liu Xiaobo, écrivain et dissident chinois, Prix Nobel de la paix ». Le Monde [en ligne], 13 juillet 2017 [consulté le 20/01/2026]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2017/07/13/mort-de-liu-xiaobo-ecrivain-et-dissident-chinois-prix-nobel-de-la-paix-2010_5160109_3382.html.

Facebook²⁴. La répression judiciaire dans les régimes autoritaires en plus de punir les dissidents joue un rôle dissuasif important, en incitant notamment à l'autocensure.

La censure et le contrôle de l'information, des instruments de gouvernance autoritaire

Au-delà du simple contrôle des contenus sur Internet, la censure s'inscrit dans une stratégie de gouvernance politique des régimes autoritaires.

La censure comme instrument de maintien de la stabilité et de légitimation du pouvoir

La censure est souvent justifiée par les pays à parti unique comme nécessaire pour assurer la sécurité nationale. En effet, ils dépeignent Internet comme quelque chose qui pourrait menacer la sécurité nationale en véhiculant des rumeurs et des fausses informations sur le gouvernement. En 2016, Xi Jinping explique qu'il est donc nécessaire d'avoir des nouvelles règles régissant Internet qui permettent une « harmonie sociale »²⁵. En 2010, la publication du *White Paper on the Internet* réaffirme la position de la Chine face au principe de souveraineté numérique²⁶. Dans la vision du parti communiste, Internet doit être géré au niveau national. Cette logique fait écho à la doctrine russe d'« Internet souverain » qui vise à permettre un fonctionnement autonome du réseau national et à renforcer le contrôle étatique²⁷. En reléguant la responsabilité de la gestion d'Internet au niveau de l'État, cela légitime donc les actions de censure menées par les pays. En filtrant les contenus sur Internet, le gouvernement ne fait pas face aux critiques

24 Le Monde. « Au Vietnam, trois importants opposants politiques ont été arrêtés, selon Human Rights Watch ». 6 mars 2024 [consulté le 01/02/2026]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/03/06/au-vietnam-trois-importants-opposants-politiques-ont-ete-arretes-selon-human-rights-watch_6220437_3210.html.

25 ANTONIO, Alexandre. « La doctrine de Xi pour gagner les guerres futures ». *Le Grand Continent* [en ligne], 11 juin 2023 [consulté le 25/01/2026]. Disponible sur : <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/06/11/la-doctrine-de-xi-pour-gagner-les-guerres-futures/>.

26 ARSÈNE, Séverine. « Chine : Internet comme levier de puissance nationale ». *Politique étrangère*, 2012, 2, p. 291-303.

27 BERTRAN, Marie-Gabrielle et LIMONIER, Kévin. « Russie : vers un Internet souverain ? ». *Diplomatie Magazine*, 2019, n°101.

en ligne. Les publications concernant le pouvoir politique, qui restent sur Internet, sont celles qui véhiculent des messages positifs. Ce mécanisme renforce donc la crédibilité et la légitimité du parti au pouvoir face à ses citoyens qui ne voient que leurs éloges. Par conséquent, la censure devient un mode de gouvernance autoritaire puisqu'elle encadre la critique, filtre les menaces à la stabilité politique et renforce la narration centrale du régime en place.

Les alternatives à la censure : une gouvernance par l'information

Toutefois, la censure n'est pas le seul moyen qui peut être utilisé pour contrôler les discussions sur Internet et influencer l'opinion publique. D'une part, en Chine, Giuseppe Richeri explique la stratégie de communication de l'État-parti pour gagner la confiance des citoyens : les problèmes sont relégués au niveau local et présentés comme « sociaux » pour qu'il conserve sa légitimité auprès des citoyens²⁸. Le parti communiste chinois adopte donc un discours dans lequel sa responsabilité face aux problèmes des citoyens est minime, ce qui préserve sa stabilité. D'autre part, l'opinion publique peut être orientée par les régimes à parti unique grâce à la publication massive de récits positifs sur le parti au pouvoir. Cette stratégie du gouvernement est une forme de propagande, plus discrète. En effet, elle est intégrée de manière inaperçue dans la vie de tous les jours des citoyens, majoritairement sur les blogs et les forums. En Chine, Séverine Arsène explique que sur ces derniers, on retrouve des conversations qui décrivent à quoi ressemble « le style de vie moderne » vers lequel les chinois doivent s'orienter²⁹. Ces discussions sont notamment orientées par des commentateurs. Leur rôle est de véhiculer, sur Internet, des récits positifs du parti communiste en orientant les débats sur les espaces de discussion. Cette fonction est particulièrement répandue en Chine, puisqu'elle est occupée par des centaines de milliers de

28 RICHERI, Giuseppe. « L'Internet en Chine, entre État et opinion publique ». Les enjeux de l'information et de la communication, 2018, n°19, p. 21-33.

29 ARSÈNE, Séverine. « De l'autocensure aux mobilisations : prendre la parole en ligne en contexte autoritaire ». *Revue française de science politique*, 2011, vol 61, n°5, p. 893-915.

personnes³⁰. Au Vietnam, on retrouve une autre technique pour orienter les débats sur Internet qui est l'usage de faux profils, surtout présents sur Facebook³¹. Ces derniers ont un rôle de cyber-policier et scrutent donc ce qu'il se passe sur Internet sous une fausse identité pour ne pas se faire démasquer.

Les résistances et les limites de la censure

Bien que le contrôle sur Internet se soit accru dans les régimes autoritaires, il existe quelques failles dans les dispositifs de censure. Les listes de mots noirs peuvent être contournées avec l'utilisation de mots similaires. Cependant, ces synonymes peuvent également être ajoutés ultérieurement à la liste noire des mots³². Parfois, la satire peut également être un moyen d'exprimer son avis sans faire l'objet de censure³³. Cela permet aux citoyens de « passer sous le radar »³⁴. Un autre moyen bien connu de contournement de la censure est l'usage de VPN³⁵. Ces dispositifs permettent d'accéder à des contenus étrangers bloqués, dans certaines régions en Chine. Un autre point faible de la censure est lié au nombre considérable d'informations qui circulent sur Internet. Plus le flux est important, plus il est difficile de contrôler ce qui est publié. Le délai de la censure n'est donc pas toujours immédiat, ce qui permet à certaines contenus « interdits » d'être vus par un certain nombre d'internautes. Tous ces points montrent bien que les dispositifs de contrôle, bien que sophistiqués, ne sont jamais totalement infaillibles. De plus, le développement de la censure ne va pas sans la montée de la défiance des citoyens. En effet, en voyant leurs publications et messages retirés des plateformes, cela peut les amener à se poser des questions sur les actions du gouvernement et à douter de ce dernier. Au-delà des réactions en interne, la

30 RICHERI, Giuseppe. « L'Internet en Chine, entre État et opinion publique ». *Les enjeux de l'information et de la communication*, 2018, n°19, p. 21-33.

31 NGUYEN-POCHAN, Thi Thanh Phuong. « Internet et le mouvement contestataire au Vietnam ». *Hermès, La Revue*, 2018, vol 3, n°82, p. 181-186.

32 Reporters Sans Frontières. Rapport d'enquête. Chine : Voyage au coeur de la censure d'Internet. 2007.

33 ARSÈNE, Séverine. « La satire ou la ringardisation de la censure sur le web chinois ». CERI Sciences Po, 2010.

34 EASAREY, Ashley et XIAO, Qiang. « Political expression in the Chinese blogosphere. Below the radar ». *Asian Survey*, 2008, vol 48, n°, p. 752-772.

35 Reporters sans Frontières. Rapport d'enquête. Chine : Voyage au coeur de la censure d'Internet. 2007.

censure des pays autoritaires suscite de vives critiques à l'international, notamment par les pays occidentaux et les ONG. Ils dénoncent un manque d'accès à l'information ainsi que la répression face à la liberté d'expression et certains vont même jusqu'à expliquer comment faire pour contourner la censure sur Internet comme Reporters sans Frontières³⁶. Les systèmes de censure ne sont donc ni infaillibles, ni acceptés par tous.

Conclusion

Si les pays occidentaux pensaient que l'arrivée d'Internet permettrait une plus grande liberté d'expression, il semblerait que l'utilisation massive de la censure par les gouvernements autoritaires produise l'effet inverse. En Chine comme au Vietnam, l'essor du numérique n'a pas conduit à une libéralisation politique mais plutôt à une reconfiguration de leurs instruments de contrôle avec l'utilisation massive de la censure numérique. La censure sur Internet s'est progressivement imposée comme un instrument central de gouvernance politique, visant à préserver la stabilité politique, encadrer la critique et maintenir le monopole narratif du pouvoir. Les mécanismes de censure se sont multipliés au fur et à mesure, en limitant la liberté d'expression et l'accès à l'information des citoyens. La censure permet donc à ces pays de divulguer des narratifs positifs sur leur gouvernement sans faire face aux différentes critiques qui pourraient nuire à leur image. Les sanctions juridiques permettent quant à elles de dissuader les internautes d'exposer leur mécontentement face aux actions du pays. Toutefois, les dispositifs de censure ne sont pas complètement hermétiques. Ils peuvent être contournés et faire l'objet de contestations, à la fois par les pays occidentaux ainsi que par les citoyens concernés. Internet apparaît ainsi comme un instrument de

³⁶ ARIFON, Olivier et RICAUD, Philippe. « Le contrôle d'Internet en Chine : l'avertissement et le revers. Regards sur la société de l'information ». *Annuaire français de relations internationales*, 2006, 8, p. 1043-1054.

consolidation autoritaire visant à limiter les contestations et légitimer les actions du gouvernement avec ses limites.

À PROPOS DE L'AUTRICE

Manon Dessenne est membre du comité Asie-Pacifique. Elle est étudiante en master d'Études Européennes et Internationales et s'intéresse aux dynamiques géopolitiques en Chine et à Taïwan.



Le rôle des universités dans l'éco système cyber-offensif chinois

Par D.G

Introduction

L'écosystème cyber offensif chinois a connu une transformation majeure au début du XXI^e siècle, marquant la transition d'activités de piratage menées par des acteurs patriotes isolés vers une institutionnalisation structurée¹. Depuis, des groupes d'*Advanced Persistent Threat* (APT) ont émergé, ayant pour objectif d'organiser des campagnes ciblées et sophistiquées sur le long terme. L'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2012 a renforcé le contrôle étatique sur le cyberspace, intégrant progressivement la technologie et l'innovation comme leviers d'influence géopolitique. L'année suivante, les révélations d'Edward Snowden, exposant les capacités offensives de la NSA, exacerbaient encore davantage la méfiance de la Chine envers les pays occidentaux, accentuant son repli stratégique.² Dès lors, les cyberattaques contre les nations occidentales se sont multipliées. Pour orchestrer ces opérations, Pékin mobilise l'ensemble de ses ressources, civiles et militaires. En particulier, l'écosystème cyber offensif s'articule autour de trois types d'acteurs interconnectés¹ : les institutions gouvernementales (par exemple la Force du Cyberspace de l'Armée Populaire de Libération pour la sphère militaire, et les Ministères de la Sécurité d'État et de la Sécurité publique pour la sphère civile), les acteurs privés (entreprises de cybersécurité), et les institutions académiques. Ce sont précisément des universités dont il sera question dans ce décryptage. Nous aborderons d'abord leur cadre de gouvernance, puis la formation inculquée aux

¹ Sekoia TDR & Coline Chavane [en ligne]. Sekoia, 13/11/2024 [04/2026], disponible sur : [A three beats waltz: The ecosystem behind Chinese state-sponsored cyber threats - Sekoia.io Blog](#).

² Matthew Miller [en ligne]. Les Echos, 14/11/2013 [04/2026], disponible sur : [Les affaires d'espionnage affectent la high-tech US en Chine - Investir](#).

futurs diplômés susceptibles de participer à des opérations offensives, avant d'examiner comment la fusion militaro-civile permet une industrialisation efficace de la recherche et de la Recherche et Développement à vocation offensive.

Présentation de l'écosystème

La supervision des universités

Le paysage académique chinois se compose d'universités civiles et militaires.

Les universités civiles

Elles représentent près de 97 % des 2 900 universités recensées en Chine d'après le site académique chinois de la CSCA³, et sont sous la tutelle directe du Ministère de l'Éducation (MOE), lui-même supervisé par le Parti Communiste Chinois (PCC). Ce ministère exerce une autorité financière, administrative, académique et politique sur les établissements, définissant les orientations stratégiques et allouant les budgets.⁴ Les universités chinoises bénéficient d'un fort soutien financier gouvernemental. Le MOE constitue le principal financeur des universités et collèges nationaux, déterminant les politiques éducatives et supervisant l'ensemble du système. Parallèlement, des institutions comme la Fondation Nationale des Sciences Naturelles de Chine (NSFC) financent des projets de recherche collaboratifs avec les universités.⁵ La nomination des présidents, vice-présidents et membres des conseils d'administration relève des autorités centrales ou locales, sous la supervision du PCC. Le secrétaire du Parti et le président sont désignés par les pouvoirs publics, tandis que le Comité du Parti au sein de chaque université assure une direction collective.

³ CSCA Team [en ligne]. CSCA, 05/12/2025 [04/2026], disponible sur : [Comprendre le système universitaire chinois | CSCA Academy](#).

⁴ Responsabilités du MOE : [en ligne]. Xie Yinan, 10/07/2008 [04/2026], disponible sur : [Notice of the General Office of the State Council on Printing and Distributing the Regulations on the Establishment of Internal Institutions and Staffing of the Ministry of Education's Main Responsibilities - Government Portal of the Ministry of Education of the People's Republic of China](#).

⁵ Site officiel de la « National Natural Science Foundation of China » (NSFC) [en ligne]. Fundit, 2012 [04/2026], disponible sur : [National Natural Science Foundation of China \(NSFC\)](#).

Les universités militaires, ou les « 7 fils de la Défense Nationale »

Au nombre de sept, ces établissements désignent successivement les Universités de technologie de Harbin (HIT), de Pékin (Beihang), de Nanjing (NJUST), de Xi'an, l'Université de la Défense nationale (NUDT), l'Université d'Électronique de Chine (UESTC) et enfin l'Université d'Aéronautique et d'Astronautique de Nanjing (NUAA).⁶ Elles sont directement rattachées au Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) ou à l'Armée populaire de libération (APL) pour certaines d'entre elles.

Entre 30 et 60% de leurs financements émanent de programmes militaires⁷, investissements justifiés par le fait qu'elles forment des cadres à destination de l'APL, de ministères comme le Ministère de la Sécurité d'État (MSS), ou des entreprises d'État telles que le CASIC (1^{er} fabricant de missile chinois). Leur vocation patriotique les place fréquemment au cœur des opérations offensives, selon le rapport de l'ASPI⁸. Toutefois, cette institution recense également au moins 15 universités civiles impliquées dans des cyberattaques, des activités d'espionnage ou des violations de contrôles à l'export.

La contribution des universités à l'écosystème cyber offensif

La différence d'implication entre les universités civiles et militaires ne tient pas tant à la nature de leurs activités cybernétiques qu'à leur niveau d'intégration structurelle dans le secteur de la défense. Les universités civiles agissent principalement comme des pôles de recrutement de talents et constituent un lieu d'expérimentation grâce à leurs centres de recherche, tandis que les « Sept fils de la Défense Nationale », directement rattachés à l'appareil de défense, répondent

⁶ Université libre de Bruxelles [en ligne]. ULB, 20/05/2025, mis à jour 15/12/2025 [04/2026], disponible sur : [Décision du Conseil académique de l'ULB en matière de collaborations avec les universités des Seven sons of national defence \(Chine\) - Actualités de l'ULB](#).

⁷ Marie Hiliquin [en ligne]. Le Rubicon, 30/01/2026 [04/2026], disponible sur : [La Chine et l'art de la résilience : industrie, autonomie et stratégie militaire - Le Rubicon](#).

⁸ Alex Joske [en ligne]. The Australian Strategic Policy Institute, 2019 [04/2026], disponible sur : [Report | China Defence Universities Tracker](#).

aux impératifs stratégiques du pays. Alors que les premières assurent un appui logistique aux opérations cyber offensives, les secondes s'inscrivent dans une dynamique opérationnelle intégrée, alimentant ces activités.⁹ La chaîne de commandement classiquement observée démontre que les opérations cyber offensives ne sont pas à l'initiative des universités mais généralement des entités gouvernementales qui sollicitent des entreprises pour mener des actions ponctuelles¹. Ces entreprises collaborent alors avec les universités, dont la contribution s'articule autour de deux axes principaux. La première contribution majeure se traduit à travers le recrutement : toutes les universités constituent une pépinière de talents en cybersécurité. Ce qui les distingue est la part majoritaire des diplômés rejoignant l'Armée Populaire de Libération ou les services de renseignement chinois dans le cas des universités militaires. A l'inverse, les débouchés des universités civiles sont plus hétérogènes. Les entreprises aiment à co-organiser des compétitions « *Capture the Flag* » ou CTF, pour cibler leur recrutement. A titre d'exemple, la *Tianfu Cup*, une compétition créée en novembre 2018 par les géants *Alibaba*, *Tencent* et *Baidu* représente l'évènement le plus prestigieux pour la recherche de vulnérabilités. Avec des millions de yuans en récompense à la clé (1.9 million USD en 2021), elle attire les meilleurs hackers du pays pour réaliser la découverte de failles *zero-days*, ensuite répertoriées dans des bases de données que le gouvernement pourra partager avec les entreprises. En 2020 et 2021 par exemple, des vulnérabilités de produits *Apple* auraient permis d'infiltrer des *iPhones* appartenant à des individus de la communauté Ouïghoure.¹⁰ Le deuxième axe passe par ses laboratoires de recherche qui permettent de légitimer des travaux à double usage dans le cadre de la Fusion Militaro Civile, une stratégie nationale qui consiste à faciliter l'intégration des technologies civiles

⁹ Antoine Bondaz, « Un tournant pour l'intégration civilo-militaire en Chine » [en ligne]. Fondation pour la Recherche Stratégique, 07/2017 [04/2026], disponible sur : [201707](#).

¹⁰ U. C. E. a. S. R. Commission, « China's Cyber Capabilities : WARFARE, ESPIONAGE, AND IMPLICATIONS, » [En ligne]. U. C. E. a. S. R., 11/2022 [04/2026], disponible sur : https://www.uscc.gov/sites/default/files/2022-11/Chapter_3_Section_2-Chinas_Cyber_Capabilities.pdf.

dans l'appareil militaire. Certains points distinguent néanmoins les deux catégories d'universités : La caractéristique intrinsèque des universités militaires est de former des hauts fonctionnaires, destinés à occuper des postes de direction dans le système politique chinois et à piloter des programmes nationaux, plutôt que de se limiter à des rôles opérationnels.¹¹ L'une des figures emblématiques de ce parcours s'appelle Lu Yutong, diplômée de la *National University of Defense Technology* (NUDT), devenue chercheuse puis directrice de conception des supercalculateur *Tianhe-1A* et *Tianhe-2*, qui avaient pour réputation d'être les plus rapides au monde selon le classement TOP500 en 2013¹². En tant que directrice du Centre National de Supercalcul de Guangzhou, elle a dévoilé fin 2023 le nouveau supercalculateur *Tianhe Xingyi*¹³ : cette version est probablement la plus puissante de Chine avec des performances que Lu Yutong déclare être deux fois supérieures que le *Tianhe-2* en termes de « *puissance de calcul CPU, de capacités réseau, stockage et applications* ». Mais cette information est impossible à vérifier dans la mesure où la Chine s'est retirée du classement international TOP500 et ne publie plus ses résultats de performance.¹⁴ À l'inverse, les universités civiles n'ont pas cette prérogative mais peuvent apporter un soutien structurel avec l'hébergement de sociétés écrans, à l'instar de l'Université de Hainan dont le personnel aurait contribué à soutenir la structure frontale de l'entreprise *Hainan Xiandun Technology*. Cette dernière aurait fourni des adresses, salaires et avantages sociaux, permettant de masquer le lien direct avec les services de renseignement. Ceci aurait permis au groupe APT40 de mener des actions cyber

¹¹ Paul Nantulya [en ligne]. La Chine en Afrique, 24/11/2023 [04/2026], disponible sur : [Le « Travail Politique Militaire » de la Chine et la formation militaire professionnelle en Afrique – Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique](#).

¹² Rebecca Tan, « The Race To Exascale » [en ligne]. The Asianscientist, 19/07/2019 [04/2026], disponible sur : [The Race To Exascale – Asian Scientist Magazine](#).

¹³ John Lopez, « China Unveils 'Tianhe Xingyi' » [en ligne]. Techtimes, 06/12/2023 [04/2026], disponible sur : [China Unveils 'Tianhe Xingyi' Next-Gen Supercomputer, Shatters Records at Industry Event](#).

¹⁴ Ben Wodecki » [en ligne]. AI Business, 15/12/2023 [04/2026], disponible sur : [China Unveils New Supercomputer to Power AI Model Training](#).

offensives entre 2011 et 2018 pour le compte du *Hainan State Security Department* (HSSD), une branche provinciale du MSS.¹⁵

Évolution de l'écosystème

L'évolution de la formation

Au cours de la dernière décennie, le nombre de formations en cybersécurité a connu une croissance exponentielle. Selon le directeur du département de planification du Ministère de l'Éducation¹⁶, les cinq spécialités directement liées à la cybersécurité (sécurité du cyberspace, sécurité de l'information, technologies de contre-mesures, technologies de confidentialité, et sécurité des réseaux et application de la loi) comptaient 233 programmes de licence en 2018. Ce chiffre dépasse aujourd'hui les 600 programmes, soit une augmentation de 158 % en 8 ans.¹⁷ La même année, la Chine a lancé le programme gouvernemental de certification des « Écoles de cybersécurité de classe mondiale » (*World-Class Cybersecurity Schools, WCCS*), sous l'égide du Ministère de l'Éducation et de l'Administration du cyberspace de Chine (CAC). Onze universités pilotes ont depuis obtenu cette désignation.¹⁶ Les réformes récentes illustrent un changement de paradigme pédagogique, visant à renforcer l'impact pratique et l'innovation des formations pour les aligner sur les exigences du marché. Cette évolution se reflète dans les cursus des universités pilotes : outre un enseignement traditionnel, l'intelligence artificielle (IA) y occupe une place centrale. Cette technologie n'est plus en phase d'institutionnalisation, mais pleinement intégrée, avec une formation systématique de profils combinant cybersécurité et IA, couvrant le *machine learning* et, plus récemment, la sécurité

¹⁵ Dakota Cary [en ligne]. Center for Security and Emerging Technology, 03/2021 [04/2026], disponible sur : [Academics, AI, and APTs | Center for Security and Emerging Technology](#).

¹⁶ Office de la commission centrale des Affaires du Cyberspace [en ligne]. Administration du Cyberspace de Chine 17/09/2019 [04/2026], disponible sur : [The number of universities in the demonstration project of the construction of first-class network security colleges has increased to 11. Office of the Central Cybersecurity and Information Commission](#).

¹⁷ Zhang Wanshi [en ligne]. Global Times 12/09/2024 [04/2026], disponible sur : [Over 600 universities introduce cybersecurity-related majors: report - Global Times](#).

des LLM (modèles de langage). Ces compétences permettent d'affiner le ciblage des attaques de *spearphishing* et d'automatiser les processus de récupération de données, accélérant ainsi les opérations de piratage.^{18 19}

Pour professionnaliser les étudiants et faciliter leur insertion, les entreprises proposent des programmes de formation estivaux. *Qi AnXin*, leader chinois de la cybersécurité (B2B/B2G), offre par exemple le Plan Étoile Tigre (虎符星计划)²⁰, incluant des activités en recherche de vulnérabilités, en *pentesting* (simulation d'attaque/défense), et en développement logiciel (en langages C++ et Java), avec un encadrement par des mentors. Ces offres sont relayées directement sur les sites des universités, comme celui de l'Université Donghua.

L'évolution de la recherche

La Chine abrite plusieurs parcs d'activité concentrés géographiquement sur le territoire, au sein desquels universités, entreprises, incubateurs et autorités locales coopèrent dans une même stratégie d'innovation. À ce titre, on peut citer le *National Cybersecurity Center* ou NCC²¹, un récent parc d'innovation qui offre un espace de collaboration entre le secteur académique - avec une école de cybersécurité dont la première promotion a été diplômée en 2022 - et le secteur privé, en particulier les entreprises *Qi AnXin* et *Qihoo 360*. La structure offre par exemple un laboratoire gouvernemental qui permet de mener des exercices simulés de cyber combat. Les technologies de cybersécurité utilisées sont développées par les entreprises, permettant dans le même temps d'éprouver l'efficacité et la maturité de ces outils. Le chercheur Dakota Cary émet l'hypothèse

¹⁸ Piotr Malachinski, Marine Pichon [en ligne]. Orange Cyberdefense, 24/11/2024 [04/2026], disponible sur : [The hidden network: How China unites state, corporate, and academic assets for cyber offensive campaigns](#) Dakota Cary [en ligne].

¹⁹ Dakota Cary [en ligne]. Center for Security and Emerging Technology, 07/2021 [04/2026], disponible sur : [China's CyberAI Talent Pipeline | Center for Security and Emerging Technology](#).

²⁰ Donghua University Student Employment and Entrepreneurship Service, 23/04/2024 [04/2026], disponible sur : [【Internship】Qianxin Group's 25th summer internship program recruitment has been launched](#).

²¹ Dakota Cary [en ligne]. Center for Security and Emerging Technology, 07/2021 [04/2026], disponible sur : [China's CyberAI Talent Pipeline | Center for Security and Emerging Technology](#).

selon laquelle ce centre pourrait être cogéré par l'APL et l'Université de Wuhan. La recherche portant sur l'intégration de l'IA dans les opérations cyber offensives est particulièrement active, comme en témoignent les nombreuses publications présentées au 34^e symposium USENIX à Seattle en août 2025. Parmi elles, la publication conjointe entre l'Université de Pékin et la multinationale *ByteDance* met en évidence une vulnérabilité de nombreux modèles de LLM et propose en réponse une méthode de robustification.²² Pour expliquer brièvement la publication, il convient de contextualiser : lorsqu'un modèle d'IA tourne en local sur un ordinateur, ses données internes — aussi appelées poids — peuvent être dérobées si un attaquant réussit à s'introduire dans le système. Pour s'en prémunir, une technique usuelle consiste à obfusquer ces poids, c'est-à-dire à les masquer, avant de les envoyer au GPU (processeur graphique), tout en gardant la partie sensible du modèle dans une zone mémoire sécurisée (ou TEE pour « *Trusted Execution Environment* »). Les auteurs de cette publication montrent que l'obfuscation n'est pas suffisante pour garantir la sécurité du modèle car ils ne modifient pas la direction des vecteurs de poids, mais seulement leur norme et leur sens. L'attaquant peut donc associer ces directions à celles du modèle original, disponible en open source, et reconstituer les poids privés avec une précision de plus de 98%. Pour corriger cette vulnérabilité, les auteurs proposent *ArrowCloak*, une méthode d'obfuscation qui modifie réellement les directions de manière aléatoire. Sa robustesse est garantie mathématiquement, et offre des performances presque 3 fois plus rapides par rapport au chiffrement complet. Ce travail de recherche fournit à l'entreprise *ByteDance* une solution directement exploitable pour protéger ses modèles propriétaires, lesquels sont déployés sur plusieurs centaines de millions d'appareils à travers les applications *TikTok*, *Doubao* ou *CapCut*.

²² Pengli Wang, Bingyou Dong, Yifeng Cai, Zheng Zhang, Junlin Liu, Huanran Xue, Ye Wu, Yao Zhang, and Ziqi Zhang, *Gameof Arrows: On the (In-)Security of Weight Obfuscation for On-Device TEE-Shielded LLM Partition Algorithms* [en ligne]. Association for Computing Machinery, 13/08/2025 [04/2026], disponible sur : [SEC25-GameOfArrows.pdf](#).

Conclusion

La Chine a su construire, en moins de deux décennies, un écosystème cyber offensif à la fois structuré et mature. En s'appuyant sur une gouvernance centralisée, une politique de fusion militaro-civile et une industrialisation de la recherche, elle a transformé ses universités, civiles comme militaires, en piliers stratégiques de puissance. Ces établissements n'ont plus seulement pour rôle de former des experts en cybersécurité mais sont devenus à la fois de véritables incubateurs de talents, des lieux d'expérimentations grâce aux laboratoires d'innovation et des relais opérationnels pour des campagnes cyber offensives. L'intégration de l'intelligence artificielle dans des cursus professionnalisants et la collaboration étroite entre acteurs publics, privés et académiques illustrent l'ambition de la Chine dans ce secteur qu'elle compte devancer. Face à cette montée en puissance, la France doit repenser son approche. Le modèle universitaire français comme lieu d'apprentissage et de savoir apolitique constitue certes une force démocratique mais également une faiblesse technologique : le retard accumulé dans l'enseignement spécialisé et l'industrialisation de la recherche interpelle. Concernant l'enseignement, il pourrait être intéressant d'assumer pleinement l'utilisation de l'IA en tant qu'outil nécessaire à la productivité de nos métiers en mutation. La maîtrise complète d'une technologie étant un processus de long terme, il faut envisager d'en éprouver son usage le plus tôt possible. Un investissement massif dans la formation aux technologies émergentes serait le bienvenu. Concernant la recherche et développement, les experts s'accordent à dire qu'il est nécessaire d'accélérer les partenariats public-privé. À l'aube de l'ère post-quantique, il est notamment essentiel de préparer l'ensemble des entités, publiques comme privées, à adopter des protocoles de chiffrement post-quantique, dont les algorithmes bien plus complexes offrent une sécurité accrue face aux attaques.

La place centrale de la mémoire dans les conflits politiques en Asie de l'Est

Par Paul DUPONT

Introduction

Au XIX^{ème} siècle, à l'ère Meiji, le Japon se modernise et aspire à rejoindre le rang des grandes puissances mondiales. Ses victoires militaires contre la Chine puis la Russie lui permettent de sécuriser son environnement proche et de devenir la première nation non occidentale à vaincre une puissance européenne. Fort de ses succès et influencé par des penseurs comme Fukuzawa Yukichi qui incite à « quitter l'Asie »¹ pour rejoindre les puissances civilisées, le Japon développe un sentiment de supériorité et de mépris à l'égard de ses voisins. Dans les années 1930, l'armée gagne une place majeure dans la politique japonaise, faisant évoluer le pays vers un régime militariste ultranationaliste. Lors de sa conquête de l'Asie, cette dérive autoritaire mène l'armée japonaise à commettre des crimes qui marquent jusqu'à aujourd'hui ses relations avec la Chine et la Corée du Sud. Ces événements marquants interrogent plus largement la place des questions mémorielles dans les relations interétatiques en Asie du Nord Est à l'ère contemporaine.

1 Essai collectif. *Northeast Asia's Difficult Past*. Palgrave Macmillan Memory Studies, 2010. 276 p.

La mémoire : fondement identitaire dans l'Asie du Nord-Est post-1945

En Chine : la doctrine mémorielle comme outil de légitimation politique

À partir de 1937, le Japon est responsable de nombreux crimes en Chine dont l'un des plus marquants est le massacre de Nankin (1937-1938)². Lors de cet épisode, les armées japonaises se sont livrées à des meurtres, des pillages et des viols massifs pendant près de six semaines. Certains historiens évoquent 200 000 morts et 20 000 cas de viols recensés. Ces crimes incarnent la politique des « trois tout »³ utilisée par Tokyo pour briser le moral chinois : tout brûler, tout tuer, tout piller. L'Unité 731 s'impose comme un instrument central de cette politique par la réalisation de nombreuses expériences sur des prisonniers et des civils en les infectant avec des maladies comme la peste ou le choléra. Fort des résultats observés, l'armée japonaise largue en 1940 des céréales contaminées par la peste au-dessus de la ville de Quzhou, entraînant la mort de 50 000 personnes. Au total, cette stratégie de terreur provoque la mort de plusieurs dizaines de millions de chinois entre 1937 et 1945. Après la Seconde Guerre mondiale, en Chine, le traitement des crimes japonais n'est pas une priorité. En effet, la guerre civile reprend et est marquée en 1949 par la victoire du camp communiste de Mao Zedong. Ce dernier utilise les crimes japonais pour développer une doctrine mémorielle fondée sur l'héroïsme de la résistance⁴ plutôt que sur la victimisation. Dans ce cadre, il limite le souvenir des massacres civils qu'il considère comme un symbole de honte. C'est aussi l'occasion pour lui de dénigrer le comportement de

2 MARGOLIN, Jean-Louis. "Relation Chine - Japon : les ambiguïtés de la mémoire". *Asialyst* [en ligne], 2015 [consulté le 2 décembre 2026]. Disponible sur : <https://asialyst.com/fr/2015/12/24/relation-chine-japon-les-ambiguites-de-la-memoire/>

3 DOGLIA, Arnaud. "Les violences de masse japonaises et leurs victimes pendant la "guerre de Quinze Ans" (1931-1945)". *Sciences Po* [en ligne], 2011 [2026]. Disponible sur : <https://www.sciencespo.fr/mass-violence-war-massacre-resistance/fr/document/les-violences-de-masse-japonaises-et-leurs-victimes-pendant-la-guerre-de-quinze-ans-1931-19.html>

4 TIAN, Mo. "The Legacy of the Second Sino-Japanese War in the People's Republic of China: Mapping the Official Discourses of Memory". *Asia-Pacific Journal Japan Focus* [en ligne], 2022 [consulté le 7 décembre 2025]. Disponible sur : <https://apjif.org/2022/11/tian>.

ses ennemis héréditaires : le Parti nationaliste chinois et les États-Unis. Leur inaction pour sauver une partie du peuple chinois les auraient rendus complices des massacres. Le discours officiel de Mao Zedong met l'accent sur le rôle essentiel joué par le Parti communiste qui a libéré la Chine de l'envahisseur et mis fin aux massacres. C'est un véritable outil de légitimation politique qui présente le Parti communiste comme le seul garant de la sécurité du peuple chinois. L'instrumentalisation de la mémoire est aussi un redoutable outil diplomatique. Afin de se rapprocher du Japon dans un contexte de montée en puissance soviétique et américaine, Mao Zedong efface toute trace des crimes japonais. Il ne cite jamais le massacre de Nankin dans ses écrits officiels et une grande partie des prisonniers de guerre japonais sont renvoyés dans leur pays. La propagande communiste conduit même à distinguer les militaristes du peuple japonais, relégué au rang de victime comme les autres populations asiatiques asservies. Après la mort de Mao en 1976, le Parti communiste chinois est en proie à d'intenses luttes de pouvoir internes. Deng Xiaoping en ressort grand vainqueur et engage une série de réformes économiques profondes qui introduisent en Chine les principes de l'économie de marché. Son avènement crée un vide idéologique par son incompatibilité avec la « lutte des classes » défendue par Mao Zedong, forçant le régime à opérer un virage stratégique. La mémoire ne sert plus d'outil d'héroïsation du peuple chinois, mais de preuve que la Chine est une victime du « siècle de l'humiliation ». Ainsi, on retrouve en Chine une mémoire à géométrie variable qui permet d'adapter le discours aux besoins du parti. Durant cette période, on assiste même à une institutionnalisation de la douleur par la construction de lieux de mémoire, comme le mémorial du massacre de Nankin. Les soldats japonais y sont représentés monstrueux, les victimes, elles, sont remplies de dignité face à la mort.

Le Japon : entre déni, victimisation et réinterprétation de l'Histoire

En 1945, la construction mémorielle japonaise répond à deux logiques distinctes : une nationaliste et une autre cosmopolite⁵. Beaucoup de Japonais se considèrent comme victimes de la guerre, allant même jusqu'à se qualifier de « peuple trompé », pour les uns par la machine militariste japonaise et pour les autres par la « justice des vainqueurs »⁶. Les bombardements atomiques sont perçus par le peuple japonais comme une souffrance sans précédent dans l'histoire de l'humanité, et beaucoup voient un déséquilibre dans la réponse militaire apportée par les États-Unis. Selon une logique nationaliste, les bombardements atomiques sont souvent utilisés pour atténuer la portée des crimes japonais, et même parfois comme une forme de rédemption, tout en dénonçant l'hypocrisie des forces alliées. La « justice des vainqueurs » est notamment pointée du doigt par les nationalistes japonais lors du procès de Tokyo (1946), les généraux japonais ayant été jugés pour les crimes qu'ils ont commis, mais les responsables des bombardements atomiques américains, jamais inquiétés. Cette comparaison vise à montrer que les crimes de guerre sont partagés et sert de contrepoids aux bourreaux de Nankin et de l'Unité 731. L'interprétation nationaliste de la mémoire ne se limite pas à une dénonciation historique, elle se traduit également par des commémorations polémiques comme la visite du sanctuaire de Yasukuni par certains chefs d'État japonais, lieu qui honore la mémoire des soldats morts pour le Japon, dont plusieurs hauts criminels de guerre japonais. L'éducation est un outil de propagande mémorielle précieux pour les nationalistes japonais. Au cours de plusieurs épisodes fortement décriés, le gouvernement japonais a publié des manuels scolaires révisionnistes manipulant les faits historiques. En 1982, Pékin et Séoul avaient accusé Tokyo d'avoir remplacé le terme « agression » par «

⁵ SAITO, Hiro. *The History Problem : The Politics of War Commemoration in East Asia*. University of Hawai'i Press Honolulu, 2017, 279 p.

⁶ RUSSOW, Carla-Marie. *Analyzing South Korea and Japan's "History Problem" : Will Memory Always Matter ?*. Mémoire de master, Centre international de formation européenne, 2024.

avancée » pour décrire l'invasion de la Chine. Dans les années 1990, certains mouvements nationalistes aspirent à lutter contre ce qu'ils appellent une « vision masochiste de l'Histoire » grâce à la diffusion de ces manuels. Certains Japonais préfèrent adopter une logique mémorielle cosmopolite, reconnaissant les souffrances de tous les peuples meurtris. Les « *hibakushas* », nom donné aux survivants des bombardements atomiques, en sont souvent les premiers défenseurs et porte-paroles. Cette ouverture mémorielle n'est pas seulement altruiste, elle est aussi un levier diplomatique majeur permettant de réinsérer le Japon à l'international en alimentant un message de paix universelle. Hiroshima est ainsi devenue une « Mecque de la paix »⁷, prônant l'abolition de la guerre et de ses souffrances. Le Japon multipliera les initiatives diplomatiques pour porter son message de paix dans le monde, comme avec la création de la marche Hiroshima-Auschwitz en 1963. Le professeur de sociologie Hiro Saito précise que la commémoration des bombardements atomiques favorise l'éthique de la non-guerre, en reconnaissant que même les auteurs de crimes peuvent souffrir de la guerre. Cette approche permettrait selon lui une réconciliation globale, consciente de l'horreur de la guerre et de la souffrance commune qu'elle inflige. Un tel message de paix impose Tokyo comme incontournable dans le monde bipolaire post-1945. Les percées cosmopolites ont souvent déclenché des contre-attaques nationalistes, créant une spirale de tensions mémorielles qui persiste encore aujourd'hui. Les gouvernements japonais nationalistes ont parfois adopté une posture mémorielle ambiguë, sans jamais complètement s'aligner sur l'un des deux courants de pensée. Plusieurs de leurs premiers ministres ont par exemple présenté leurs excuses pour les crimes commis par le Japon, puis se sont rendus au sanctuaire de Yasukuni, comme Koizumi Jun'ichirō, Hashimoto Ryūtarō ou Abe Shinzō plus récemment. Cela a provoqué plusieurs incidents diplomatiques

⁷ WAWRZYŃSKI Patryk. "Politics of memory and cooperation in East Asia: the remembrance of the Second World War and Chinese-Japanese relations in the 21st Century". Dans "Dilemmas of Contemporary Asia. Deliberations on Politics", Wydawnictwo Adam Marszałek, 2013, p. 149-171.

majeurs, la Chine et la Corée du Sud dénonçant une volonté japonaise de tourner la page trop vite et leur « fatigue des excuses », alors que les actes ne suivent pas les déclarations publiques. Ce refus de reconnaître un passé historique encombrant se matérialise d'un point de vue économique et diplomatique par l'instauration de stratégies dites de *shelving*⁸, c'est-à-dire de « mise au placard ». On l'observe à partir de 1965 dans la signature d'un traité avec la Corée du Sud. Le Japon avait alors sciemment écarté les questions mémorielles pour mettre en avant l'importance d'une coopération économique et de sécurité, et il utilisa des termes flous pour éviter de reconnaître sa responsabilité dans les crimes commis. Dans le traité, le terme « réparations » ne sera jamais utilisé, le Japon lui préférant « coopération économique ».

La Corée ou l'ambivalence nationale sur la colonisation japonaise (1910-1945)

Historiquement, la Corée a fait l'objet d'une lutte d'influence entre la Chine qui voyait en elle son vassal le plus précieux et le Japon qui la considérait comme une extension vitale de son territoire. Cette opposition débouche sur la victoire du Japon dans la première guerre sino-japonaise (1894-1895) et force la Chine à reconnaître l'indépendance de la Corée. Dès lors, le Japon ne cesse de renforcer son contrôle, d'abord par l'imposition d'un protectorat puis par une annexion formelle en 1910. À cette époque, les japonais considèrent les coréens comme des êtres « paresseux, sales et primitifs », selon Fukuzawa, incapables de prendre le chemin de la modernité comme ils l'ont fait. L'invasion de la Mandchourie en 1931 transforme la Corée en base logistique pour le Japon qui y mène alors une politique d'assimilation forcée. Le Japon commet dans ce cadre une multitude de crimes contre la population coréenne, causant des traumatismes profonds qui perdurent encore aujourd'hui et dont le plus emblématique est celui des femmes de réconfort. Il s'agit de la mise en place dans toute l'Asie d'un réseau de « stations

⁸ SEUNGHEE, Oh. "The Diplomatic Strategies for Normalizing Relations between Japan and Korea and between Japan and China: Shelving, Layering, Demarcation, and Iridescence". *Seoul Journal of Japanese Studies*, 2022, Vol. 8, No. 1, p. 111-141.

de réconfort », où 50 000 à 200 000 femmes majoritairement coréennes ont été prostituées de force aux soldats de l'armée japonaise. Au plus fort de la guerre, le Japon impérial a aussi vu dans le peuple coréen une main-d'œuvre disponible et peu coûteuse : près de 700 000 d'entre eux furent mobilisés dans les mines de l'archipel japonais et du Mandchoukouo. Syngman Rhee, le premier président sud-coréen, oppose une résistance farouche contre toute normalisation des relations avec le Japon, dont il exige des excuses publiques. Le rapport au Japon change en 1961 avec le coup d'État du général Park Chung-hee. Cet ancien officier de l'armée impériale japonaise s'est d'abord montré complaisant envers le voisin nippon dans une perspective de développement économique⁹. En 1961, la Corée du Sud est l'un des pays les plus pauvres de la planète, et les prémices du miracle économique japonais apparaissent comme une opportunité unique. Ainsi, la Corée du Sud signe avec le Japon le traité de 1965 qui normalise les relations bilatérales, évacue toute responsabilité historique, et voit le Japon verser 800 millions de dollars en prêts et en subventions à la Corée du Sud. Cette opération évite au Japon de reconnaître ses crimes par le paiement de réparations coupables, et permet à la Corée du Sud de se relancer économiquement. Ce rapprochement avec Tokyo renforce la réputation pro-japonaise du général Park Chung-hee, qui instaure une mémoire sélective pour réparer sa mauvaise image et légitimer son règne politique. Il commémore ainsi des personnages comme l'amiral Yi Sun-sin, vainqueur du Japon au XVI^e siècle. En 1991, portées par la transition démocratique et par un puissant soutien de la société sud-coréenne, les femmes de réconfort prennent pour la première fois la parole. En 1992, la découverte de preuves formelles de l'organisation d'un réseau de « stations de

⁹ HAN, Jung-sun. "Japan in the public culture of South Korea, 1945–2000s: The making and remaking of colonial sites and memories 1945–2000". *Asia-Pacific Journal Japan Focus* [en ligne], 2014 [consulté le 28 novembre 2025]. Disponible sur : <https://apjif.org/2014/12/15/jung-sun-han/4107/article>.

réconfort » dans les archives du ministère de la Défense japonais contredit la position officielle du Japon et renforce le combat des victimes.

La place de la mémoire dans les relations bilatérales en Asie du Nord-Est au XXI^e siècle

L'affrontement des nationalismes chinois et japonais

Au XXI^e siècle, les politiques mémorielles jouent un rôle structurant dans les relations diplomatiques, économiques et sociales de la Chine et du Japon. Les revendications territoriales chinoises et japonaises sur les îles Senkaku/Diaoyu servent de terrain d'expression à leur politique mémorielle. Pour Pékin, le renforcement des capacités militaires japonaises est une résurgence dangereuse du militarisme japonais et pourrait être un rappel douloureux du « siècle de l'humiliation ». Tokyo dénonce de son côté l'utilisation de la mémoire par Pékin pour se doter d'une position morale supérieure et servir ses intérêts. La Chine et le Japon maintiennent cependant une relation économique ambiguë. En 2020, ils signent avec la Corée du Sud le RCEP, un accord de libre-échange réunissant une quinzaine de pays asiatiques. C'est un choix pragmatique de puissances économiques conscientes du manque à gagner que représenterait un boycott. D'un autre côté, l'après-normalisation des relations sino-japonaises a montré que la Chine reprochait souvent au Japon son « repentir insuffisant »¹⁰ afin d'obtenir des concessions dans leurs négociations commerciales. Ainsi, la rationalité économique est parfois jugée moins attractive que les victoires mémorielles, cruciales pour la dignité nationale. Les opinions publiques respectives sont également des obstacles à une meilleure coopération. Selon un sondage d'opinion, en 2014, 80 % des Chinois avaient une image négative du Japon¹¹. En

10 MARGOLIN, Jean-Louis. "Entre haine inassouvie et nippostalgie : la trace des violences japonaises dans les pays d'Asie colonisés ou occupés (1895-1945)". *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2007 [consulté le 3 janvier 2026]. Disponible sur : <https://shs.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2007-4-page-26?lang=fr>.

11 SAITO, Hiro. *The History Problem : The Politics of War Commemoration in East Asia*. University of Hawai'i Press Honolulu, 2017, 279 p.

Chine, cette animosité a donné lieu à des manifestations antijaponaises massives en 2005 et en 2012, dont les participants avaient souvent été exposés aux campagnes d'éducation patriotiques du début des années 1990. Au Japon, il existe bien un sentiment antichinois puissant, mais pour des raisons géopolitiques : les japonais considèrent la montée en puissance chinoise depuis le début des années 2000 comme une menace directe à leur sécurité et à leurs intérêts dans la région.

L'éternelle tentative de normalisation entre le Japon et la Corée du Sud

Le Japon et la Corée du Sud sont aujourd'hui deux puissances régionales incontournables en Asie du Nord-Est. Leurs alliés et adversaires communs ont tendance à faire converger leurs intérêts, mais la querelle mémorielle qu'ils se livrent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale empêche toute tentative de normalisation. Le début du siècle a vu le Japon et la Corée du Sud se rapprocher au cours d'événements symboliques forts, comme l'organisation de la Coupe du monde de 2002 ou la proclamation de « l'année de l'amitié » en 2005. Diplomatiquement, les deux pays sont alliés, en étroite collaboration avec les États-Unis, et voient d'un mauvais œil la montée en puissance de leurs voisins chinois et nord-coréen. Pourtant, les épisodes révisionnistes et les visites du sanctuaire de Yasukuni bousculent l'opinion publique sud-coréenne et jettent un froid sur les bonnes relations naissantes. À cela s'ajoutent des tensions territoriales issues de la période coloniale : Tokyo et Séoul se disputent les îles Dokdo/Takeshima¹². Parallèlement, la question mémorielle n'a jamais été vraiment traitée à cause des régimes autoritaires en place en Corée du Sud jusqu'en 1987. Il faut attendre 2011, alors que la mémoire est depuis vingt ans réintégrée dans le débat public, que la cour constitutionnelle de Corée encourage le gouvernement à demander réparation pour les crimes commis envers les femmes de réconfort. À ce titre, le gouvernement sud-coréen s'est montré plus

12 LI, Jin-Mieung. "La question territoriale dans les relations internationales en Asie du Nord-Est". *Hérodote*, 2011 [2026]. Disponible sur : <https://shs.cairn.info/revue-herodote-2011-2-page-98?lang=fr&utm>.

actif à l'égard du gouvernement japonais, ce qui a fortement tendu les relations entre les deux pays. En 2015, sous l'impulsion de Washington, des discussions débutent. Shinzo Abe accepte de présenter des excuses publiquement et de verser des indemnisations si le gouvernement sud-coréen s'engage à déplacer la statue en hommage aux "femmes de réconfort" située en face de l'ambassade japonaise de Séoul. Toutefois, cet accord n'a jamais été signé, rejeté à la fois par les nationalistes japonais et les organisations de victimes. L'année 2019 marque un tournant en ce qu'elle fait basculer les tensions politiques vers une guerre économique ouverte¹³. Alors que la Cour suprême sud-coréenne demande à plusieurs entreprises japonaises d'indemniser les victimes de travail forcé qu'elles avaient exploitées pendant la guerre, le Japon affirme que ces questions ont été réglées lors du traité de 1965. Il réagit à cet affront par la mise en place de rétorsions économiques visant principalement le secteur sensible des semi-conducteurs sud-coréens. Séoul a également réagi par des contre-mesures, faisant entrer la relation dans un cycle de sanctions qui ne se sont apaisées qu'en 2023 avec la signature des accords de Camp David.

La mémoire comme obstacle structurel à la sécurité en Asie du Nord-Est

Le projet de reconstruction mémorielle en Asie du Nord-Est semble avant tout pâtir d'un faible soutien politique. En Corée, cela par l'instauration de gouvernements sans légitimité politique avant les années 1990 et par l'utilisation du nationalisme anti-japonais comme levier électoral par certains politiciens¹⁴. En Chine, la politique nationaliste antijaponaise légitime le régime et empêche tout rapprochement. Par ailleurs, la volonté américaine de reconstruire rapidement le Japon après-guerre et de régler la question mémorielle entre ses deux alliés nord-

13 OJARDIAS, Frédéric. "Pourquoi la guerre des mémoires s'embrase entre Séoul et Tokyo". Justiceinfo.net [en ligne], 2019 [consulté le 20 novembre 2026]. Disponible sur : <https://www.justiceinfo.net/fr/42611-pourquoi-guerre-memoires-embrase-seoul-tokyo.html>

14 KINGSTON, Jeff. "Museums, Manga, Memorials and Korean-Japanese History Wars". Asian Studies, 2014, Vol. 18, No. 2, p. 41-71.

est asiatiques a conduit à un règlement partiel des problèmes mémoriaux. La Chine et la Corée du Sud n'ont pas eu la même relation avec le Japon que les puissances européennes, entre elles, durant la guerre. Les relations "colonisateur-colonisé" impliquant le Japon ont créé une fracture mémorielle difficile à combler et impropre au dialogue. Un blocage d'ordre culturel semble aussi paralyser la réconciliation mémorielle. On retrouve en Asie du Nord-Est des sociétés dites « d'honneur », où la réputation joue un rôle central dans le positionnement social des individus et où la reconnaissance de ces crimes reviendrait à humilier la nation entière.

Conclusion

Ainsi, certains éléments permettent d'espérer une stabilisation des délicates questions mémorielles en Asie du Nord-Est. Les relations nipponico-coréennes pourraient être améliorées par la nécessité de s'unir derrière les États-Unis dans le contexte de montée en puissance des contestations chinoises et du défi permanent posé par la Corée du Nord de Kim Jong-un. Néanmoins, la récente destitution du président sud-coréen Yoon Suk-Yeol, pourtant favorable à une politique « orientée vers l'avenir », et la prise de pouvoir au Japon du camp conservateur de Sanae Takaichi entretiennent le doute. Pour la Chine, les enjeux économiques sont centraux en raison de son ambition de devenir la première puissance mondiale, mais le narratif anti-japonais, situé au fondement de la légitimité du parti communiste, ainsi que la concurrence géopolitique avec le Japon rendent toute tentative de normalisation officielle peu probable.

À PROPOS DE L'AUTEUR



Paul Dupont s'est tourné vers sa passion pour la géopolitique en intégrant IRIS Sup' après quatre années passées au sein du BBA de l'EDHEC Business School. Il souhaite poursuivre ses études en Master 2 en Défense et sécurité internationale et se projette à long terme dans le domaine de la défense.





Partie IV

Les recensions

Le ralliement stratégique : Chine, Russie et leurs voisins

MOTIN, Dylan. *Bandwagoning in international relations: China, Russia, and their neighbors*. Vernon Press, 2024.

Par Christophe Kerdodé

Les États cherchent-ils à contrer les menaces ou à s'y rallier ?

Cette question traverse régulièrement le champ des relations internationales. Elle a pris de l'ampleur après la formulation classique du néoréalisme par Kenneth N. Waltz. Pour les néoréalistes, les dynamiques structurelles incitent les États à s'opposer aux concentrations de puissance, faute de quoi leur survie serait en péril. Miser sur la bienveillance d'une puissance dominante dans un monde anarchique d'États guidés par leurs propres intérêts est une prise de risque considérable. C'est pourquoi les États préfèrent s'armer et former des alliances contre les plus puissants. Dans cette perspective, le ralliement à une grande puissance (*bandwagoning*) ne devrait être qu'une option marginale. Dans cet ouvrage, Dylan Motin partage cette analyse. Toutefois, il cherche à dépasser le cadre néoréaliste classique en expliquant dans quelles conditions les États faibles en viennent à adopter une stratégie aussi périlleuse. Selon lui, s'aligner sur un hégémon régional potentiel devient un choix rationnel pour un État faible seulement si deux facteurs sont réunis. Lorsqu'il est en conflit avec un rival tiers et privé du soutien d'une grande puissance, il se retrouve dans l'incapacité de le contrer. Dès lors vulnérable, il est fortement enclin à se rallier à ce dernier. Motin avance un autre argument, affirmant que sa théorie permet de mesurer l'intensité du ralliement. Le degré de menace émanant de l'hégémon potentiel détermine la capacité et la volonté de résistance de l'État faible. Si la menace est forte –

autrement dit, si l'hégémon est en mesure de le submerger sans difficulté – l'alignement total devient probable, car résister serait trop dangereux. À l'inverse, si la menace est moindre et que l'hégémon ne peut pas aisément le soumettre, l'alignement sera plus mesuré. Un État moins exposé n'a aucune raison d'abandonner sa sécurité et son autonomie entre les mains de son puissant voisin. Pour appuyer sa théorie, Motin analyse sept cas contemporains d'États européens et asiatiques : l'Arménie, le Bélarus, le Cambodge, la Corée du Nord, le Myanmar, le Pakistan et la Serbie. Tous ont choisi de s'aligner sur la Chine ou la Russie, hégémons potentiels en Indopacifique et en Europe. D'une part, Pékin et Moscou sont indéniablement les principales puissances militaires de leur voisinage, ce qui permet de tester une théorie fondée sur la menace militaire. D'autre part, une analyse systématique de ces cas manquait jusqu'ici. Enfin, dans un contexte de tensions croissantes aux frontières des deux parties, ces cas apportent des enseignements utiles aux décideurs, notamment américains. Selon Motin, son argument, simple mais rigoureux, a une forte valeur prédictive sur les choix d'alignement des États faibles. L'ouvrage prend avant tout ombrage avec les réalistes néoclassiques et les libéraux, qui estiment que les choix de ralliement sont dictés par des dynamiques politiques internes. Motin s'y oppose en affirmant que le ralliement est avant tout une réponse à une contrainte stratégique, et non le produit d'affinités idéologiques ou d'intérêts économiques. Pour lui, deux facteurs suffisent à expliquer ce phénomène : l'équilibre des forces militaires et la géographie. Il remet également en cause la théorie de la transition de puissance, selon laquelle les États faibles s'alignent sur les puissances montantes au fur et à mesure que celles-ci renforcent leur position. Contrairement à cette idée, les cas de ralliement à la Chine ou à la Russie restent rares. Malgré leur renforcement militaire et leur posture plus affirmée, Pékin et Moscou peinent à attirer leurs voisins dans leur orbite. Au contraire, l'ascension de la première et le retour de la seconde ont surtout déclenché des stratégies d'équilibre, à la fois internes (course

aux armements) et externes (renforcement des alliances) de la part des puissances régionales.

Bandwagoning in international relations présente certaines limites.

Premièrement, Motin se concentre uniquement sur trois variables : le degré de menace, l'existence d'un conflit avec un rival et le soutien des grandes puissances. Tous les autres aspects, tels que la nature des régimes politiques, les parcours historiques ou les contextes économiques, sont écartés. Cette approche tranche avec la tendance actuelle qui privilégie l'historicisation des relations internationales et se méfie des généralisations. De ce fait, les spécialistes des régions concernées risquent de ne pas y trouver leur compte. L'ouvrage s'adresse avant tout aux théoriciens et aux généralistes des relations internationales.

Deuxièmement, les postulats de base de Motin seront difficiles à accepter pour certains. Sa théorie s'appuie principalement sur le réalisme offensif de John J. Mearsheimer. Les États sont considérés comme des acteurs rationnels et unitaires en quête d'opportunités pour accroître leur puissance. Cette dernière, dans l'univers de Motin, se mesure avant tout en termes de capacités militaires terrestres ; la puissance économique et le *soft power* ont très peu de place. La géographie est d'une importance capitale et les États concentrent leur attention principalement sur leur voisinage régional. L'équilibre mondial des puissances est secondaire. Ainsi, dans son livre, l'influence de la Chine en Europe est totalement ignorée, car celle-ci est un État éloigné, sans puissance militaire à l'ouest. Bien que les réalistes – au sens des relations internationales – puissent être d'accord, les chercheurs issus d'autres courants théoriques auront probablement des difficultés à accepter ces prémisses.

Troisièmement, bien que les recommandations politiques de l'auteur soient cohérentes avec son argumentation et une vision réaliste du monde, elles risquent de ne pas convaincre une partie importante de l'audience. Le livre soutient que de nombreux États sont contraints de se rallier à la Chine ou à la Russie en raison du manque d'engagement des États-Unis à leur égard. Selon Motin, des pays comme le Bélarus ou le Myanmar auraient pu choisir une voie différente si Washington n'avait pas imposé de sanctions et cherché à renverser des régimes dans le but d'exporter les idéaux démocratiques. Ainsi, la politique étrangère des États-Unis devrait accorder moins d'importance à la promotion de la démocratie afin d'éviter de pousser davantage d'États asiatiques et européens dans les bras de Pékin et Moscou. Cela peut sembler logique du point de vue stratégique, mais paraît moralement répréhensible pour ceux qui ne partagent pas une vision réaliste.

Conclusion

En somme, le livre apporte un éclairage novateur sur le débat entre la stratégie de l'équilibre et celle du ralliement, tout en exploitant de façon originale la littérature néoréaliste existante. Il a également le mérite d'explorer des cas souvent oubliés. L'auteur aborde frontalement des enjeux de politique internationale et propose des recommandations claires pour les décideurs. Cependant, les chercheurs non réalistes et les spécialistes des États ou régions concernés risquent de rester indifférents aux généralisations et recommandations de Motin. Le débat entre l'équilibre des puissances et le *bandwagoning* reste bien vivant.

Unité régionale et résolution stratégique en mer de Chine méridionale

Conférence du MIMA sur la mer de Chine méridionale 2025

Par Leya MAURY

La mer de Chine méridionale : un espace au cœur de rivalités systémiques

La huitième Conférence du MIMA (*Maritime Institute of Malaysia*) sur la mer de Chine méridionale s'est tenue les 17 et 18 novembre 2025 à Kuala Lumpur, réunissant les principaux acteurs régionaux et extrarégionaux, dont des représentants des États-Unis ou encore de l'Union Européenne. Alors que les constats formulés sur les défis touchant la région ont relativement été partagés (rivalité sino-américaine, sécurité maritime, chaînes d'approvisionnement, ou encore crédibilité du droit international), les échanges durant cet événement ont fait état d'une divergence notable dans les narratifs et solutions proposées¹. En outre, malgré des approches parfois contrastées, les participants ont tous réaffirmé leur volonté commune de préserver la stabilité et la paix dans la région.

Stabilité ou instabilité en mer de Chine méridionale ? Une fracture des récits stratégiques

Le narratif chinois : entre stabilité maîtrisée et légitimité historique

Dans son discours d'ouverture, S.E. Ouyang Yujing, ambassadeur de la République Populaire de Chine en Malaisie, a réaffirmé la ligne stratégique constante de Pékin, avec la mise en avant d'une situation « *globalement stable* » en mer de Chine

¹ Il convient par ailleurs de souligner que certains intervenants étaient étroitement affiliés à des institutions gouvernementales, reflétant *de facto* les positions et intérêts nationaux de leurs pays, tandis que d'autres jouissaient d'une plus grande indépendance académique.

méridionale, ou encore en minimisant la portée des tensions dans la zone (« *les infractions maritimes ne surviennent qu'occasionnellement* »). Si les critiques extérieures ont très souvent été contestées (« *certaines remarques biaisées et négatives érodent les fondements de la paix et de la stabilité* »), l'ambassadeur a réaffirmé la volonté d'une coopération maritime bilatérale qui se veut constructive, tout en rappelant fermement les revendications historiques de souveraineté de la Chine dans la région.

Le contre-discours régional et occidental : une instabilité croissante

Alors que Pékin se voulait plutôt rassurante, les contre-discours régionaux et occidentaux ont fait état d'une instabilité qui continue de croître. Globalement, les intervenants ont décrit une dégradation sécuritaire progressive. Gregory Poling², la Professeure Bec Strating³ et Benjamin Blandin⁴ ont en effet tous trois rejeté toute idée de stabilité, citant des incidents de coercition maritime, tactiques de zone grise ou encore de militarisation des îles. En bref, la mer de Chine méridionale représente ainsi le théâtre d'une « *conflictualité asymétrique* » (Benjamin Blandin) menaçant la liberté de navigation et les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Rivalité sino-américaine et dilemme de l'ASEAN : entre pressions économiques et calculs sécuritaires

La guerre commerciale comme facteur structurant

La conférence a su montrer que la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis s'est progressivement imposée comme un élément structurant des défis géopolitiques en mer de Chine méridionale. Comme l'a souligné le Dr You Ji⁵, les

² Chercheur et directeur du programme Asie du Sud-Est et de l'Asia Maritime Transparency Initiative au Center for Strategic and International Studies (États-Unis).

³ Directrice de La Trobe Asia et professeure de relations internationales à La Trobe University (Australie).

⁴ Doctorant, expert en sécurité maritime, consultant en stratégie et chercheur associé auprès du Yokosuka Council on Asia-Pacific Studies, du Korea Institute of Maritime Strategy et de l'Institute for National Defense and Security Research (France).

⁵ Professeur associé à l'Université de Macao (Chine).

mesures tarifaires et les restrictions économiques adoptées par Washington et Pékin ne constituent plus seulement des instruments de politique commerciale, mais bien des leviers de puissance au service d'une rivalité stratégique plus large. Cette lecture fait écho aux propos du Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim en juillet 2025, pour qui l'escalade économique entre les deux puissances comporte un risque historique (« *l'histoire montre qu'une telle offensive finit souvent en guerre chaude* »).

La fin du « mythe » du non-alignement

L'escalade des tensions commerciales dans la région entraîne de fait des interrogations sur la capacité des pays de l'ASEAN à maintenir une posture non-alignée. Pour le Dr You Ji, l'ASEAN fait face à un choix stratégique difficile mais inévitable, et il estime que la Chine représente un partenaire « *irremplaçable* » dans les chaînes de production régionale. Pour soutenir sa position, Pékin critique ouvertement les accords conclus par certains membres de l'ASEAN avec les États-Unis (notamment les récents accords signés bilatéralement avec la Malaisie et le Cambodge), présentés comme inégaux ou asymétriques et susceptibles d'affecter la souveraineté économique de ces pays. Selon cette lecture, ce positionnement permet à la Chine de mettre en avant les risques associés à un rapprochement trop marqué avec Washington et constitue également un moyen de rallier les membres de l'ASEAN à sa vision stratégique, en les dissuadant de renforcer leurs liens avec les États-Unis et en encourageant une intégration plus profonde de la région dans l'orbite économique et sécuritaire de Pékin. En effet, la Chine mobilise son poids commercial et industriel afin de se présenter comme la seule puissance capable d'assurer une stabilité économique durable au bénéfice des États d'Asie du Sud-Est.

Lectures divergentes et intérêts économiques des acteurs extrarégionaux

En revanche, les acteurs extrarégionaux exposent une lecture différente du dilemme auquel font face les pays de l'ASEAN. Alors que la Chine prétend que la prise de position est inévitable, Gregory Poling souligne au contraire une diversification progressive des dépendances économiques dans la région. L'Union Européenne, par la voix de S.E. Rafael Daerr, ambassadeur de l'Union Européenne en Malaisie, insiste sur la résilience des chaînes d'approvisionnement, la liberté de navigation et la sécurité énergétique et des infrastructures critiques—levier par lesquels l'Europe pourrait tirer des intérêts économiques tout en évitant aux pays de l'ASEAN de prendre position entre la Chine et les États-Unis (l'UE représenterait ainsi une troisième voie privilégiée par les pays de l'ASEAN).

Droit de la mer, ressources et unité régionale : le cœur du désaccord

La CNUDM : entre norme juridique centrale et contestation politique

La CNUDM (Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer) de 1982 constitue la norme juridique centrale autour des questions de souveraineté maritimes. C'est sur les bases de cette juridiction que les pays s'accordent—ou non—sur les frontières et droits d'accès en mer de Chine méridionale. En effet, la grande majorité des pays d'Asie du Sud-Est, ainsi que leurs partenaires, ont dénoncé les actions chinoises dans la zone, considérant qu'elles constituent une violation du droit international. Cependant, Pékin remet en cause la centralité exclusive de la CNUDM⁶ et soutient que son application ne doit pas occulter l'histoire⁷. À l'inverse, Julio Amador III⁸ a réaffirmé la primauté du droit international en indiquant que les prétentions chinoises reposent sur une construction historique déconnectée

⁶ « Le droit international ne se limite pas à la CNUDM », S.E. Ouyang Yujing.

⁷ Dr Chen Xidi, chercheur associé au China Institute for Marine Affairs (Chine).

⁸ Président de la Foundation for the National Interest (Philippines).

de la réalité juridique et rappelant que les États ne peuvent pas modeler leur interprétation de la CNUDM en fonction de leurs propres intérêts.

Gestion des ressources marines : coopération technique ou confrontation souveraine

Si la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis représente un défi structurant dans le conflit en mer de Chine méridionale, la gestion des ressources marines se trouve, elle aussi, au cœur du désaccord. Un autre dilemme se présente alors à la Chine, ses alliées, et ses concurrents : faut-il faire le choix d'une confrontation souveraine, ou au contraire préserver la stabilité de la région à travers des instruments de coopération technique ? La Chine met en avant ses efforts en termes de conservation et de coopération halieutique. Toutefois, les échanges lors de la conférence ont révélé une polarisation croissante, notamment entre la Chine et les Philippines, rendant la coopération technique difficilement dissociable des enjeux de souveraineté.

Une ASEAN indispensable, bien que divisée

L'unité régionale, finalement, reste indispensable dans le combat vers la souveraineté en mer de Chine méridionale. Pourtant, comme l'ont montré de nombreuses crises régionales (au Myanmar, entre la Thaïlande et le Cambodge, ou encore les revendications autour du Sabah entre la Malaisie et les Philippines), l'ASEAN n'a pas souvent su faire preuve d'unité, l'organisation régionale fonctionnant sous l'influence de stratégies de neutralité et de non-alignement. De plus, l'ASEAN est victime de désunion car les intérêts nationaux de ses États membres priment souvent sur les intérêts régionaux et collectifs. C'est l'une des grandes différences structurelles avec l'Union Européenne, où le principe de primauté du droit de l'UE sur le droit national permet une intégration beaucoup plus poussée. Ainsi, en raison des difficultés persistantes des pays de l'ASEAN à adopter des positions communes sur des enjeux majeurs, il n'existerait pas, selon

le Dr Tang Siew Mun⁹, de compréhension commune de la CNUDM au sein de l'organisation. Plusieurs analystes, parmi lesquels le Dr Scott Edwards¹⁰, estiment qu'il serait dès lors pertinent de concrétiser pleinement la vision stratégique commune de l'ASEAN, pourtant déjà formellement adoptée. Finalement, le *Code of Conduct* (CoC) négocié entre la Chine et les États membres de l'ASEAN est fréquemment décrit comme un instrument imparfait mais néanmoins nécessaire.

Conclusion : une stabilité fragile et une coopération régionale sous tension

Pour terminer, l'édition 2025 de la Conférence du MIMA sur la mer de Chine méridionale met en lumière une stabilité régionale apparente mais contestée, fondée sur des récits antagonistes. La mer de Chine méridionale apparaît ainsi comme un révélateur de la rivalité sino-américaine, un test majeur pour la cohésion de l'ASEAN, ainsi qu'un enjeu central pour l'ordre maritime et commercial international. Si certains pays, tels que la Malaisie, continuent de promouvoir une approche prudente et inclusive, la marge de manœuvre des états d'Asie du Sud-Est se réduit face à des pressions économiques, juridiques et sécuritaires croissantes, et dont l'unité régionale, souvent citée, demeure davantage un objectif politique qu'une réalité stratégique. Enfin, bien que la conférence ait offert un panorama intéressant des perceptions régionales, les discussions sont restées largement en surface, sans avancées concrètes ni propositions réellement nouvelles, reflétant davantage la répétition de positions établies que l'émergence de solutions innovantes.

⁹ Chercheur à l'ISEAS-Yusof Ishak Institute (Singapour).

¹⁰ Maître de conférences au Département d'études internationales et stratégiques de Universiti Malaya, et chercheur au Yokosuka Council on Asia-Pacific Studies (Royaume-Uni).



publication@jeunes-ihedn.org